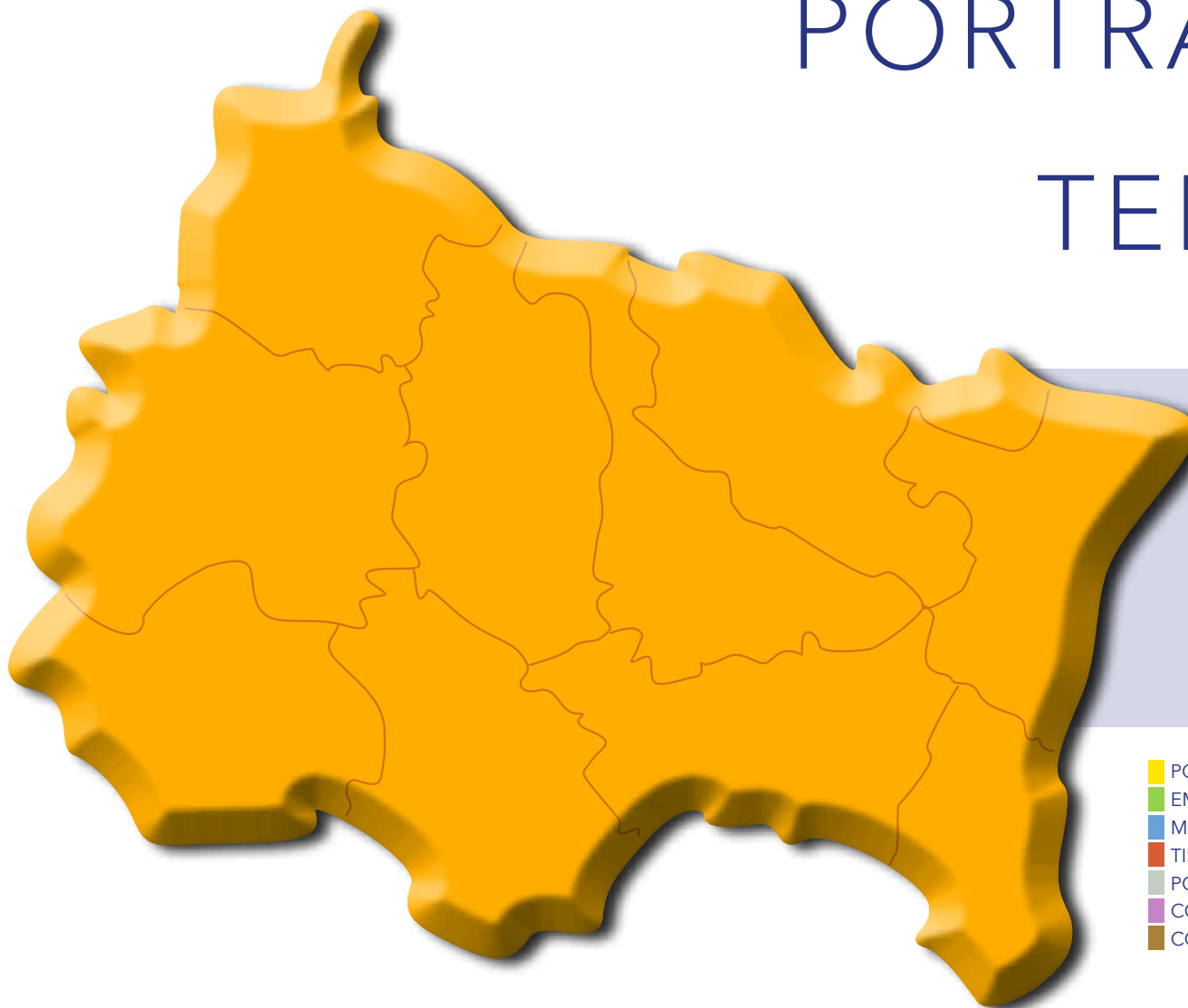


# PORTRAIT DE TERRITOIRES

## GRAND EST

## 2019



- POPULATION
- EMPLOI
- MARCHÉ DU TRAVAIL
- TISSU PRODUCTIF
- POLITIQUE DE L'EMPLOI
- CONDITIONS DE TRAVAIL
- COMMERCE EXTÉRIEUR



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST

POPULATION.....	4
STRUCTURE DE LA POPULATION .....	5
ÉVOLUTION DE LA POPULATION .....	6
SOLDE NATUREL ET MIGRATOIRE.....	7
PYRAMIDE DES ÂGES ET POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE.....	8
RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS .....	9
EMPLOI.....	10
EMPLOI SALARIÉ SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ.....	11
ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM.....	12
ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38.....	13
TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI.....	15
DENSITÉ AU KM <sup>2</sup> D'ACTIFS OCCUPÉS.....	17
DENSITÉ AU KM <sup>2</sup> D'EMPLOIS.....	17
ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE .....	18
ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR ARRONDISSEMENT .....	19
ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL.....	20
ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL PAR ARRONDISSEMENT .....	21
FLUX INTERNES ET EXTERNES .....	22
FLUX DOMICILE - TRAVAIL ENTRE LES PRINCIPAUX EPCI .....	23
RÉPARTITION DES FRONTALIERS SELON LES ARRONDISSEMENTS.....	24
LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL.....	25
MARCHÉ DU TRAVAIL.....	29
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES.....	30
PART DE DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES.....	30
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET LE SEXE .....	31
DEMANDEURS D'EMPLOI CAT. A / CAT. ABC PAR EPCI.....	32
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION.....	33
PARTS DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION .....	34
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION .....	34
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION ET LA TRANCHE D'ÂGE.....	35
TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN .....	36
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE LOCALISÉ.....	37
TISSU PRODUCTIF .....	38
STOCK D'ÉTABLISSEMENTS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38.....	39
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS .....	41

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE .....	42
CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2009-2017 .....	43
ÉVOLUTION DE LA CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2009-2017 .....	44
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2009-2018 SELON LES DÉPARTEMENTS .....	45
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2009-2018 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ .....	46
SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET VOLUME D'EMPLOI PAR SECTEUR .....	47
TOP 20 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ .....	48
TOP 20 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC .....	49
PRÉSENCE DE L'INDUSTRIE SELON LES EPCI .....	50
<b>POLITIQUE DE L'EMPLOI .....</b>	<b>51</b>
ENTRÉES EN PACEA ET GARANTIE JEUNES .....	52
RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES ENTRÉS EN PACEA ET GARANTIE JEUNE .....	53
LOCALISATION DES STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE) DU GRAND EST PAR EPCI .....	54
STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ATELIER OU CHANTIER D'INSERTION (ACI) .....	55
STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ENTREPRISE D'INSERTION (EI) .....	56
STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE (AI) .....	57
STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI) .....	58
ENTRÉES DES BÉNÉFICIAIRES EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION (CUI) ET PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC) .....	59
<b>CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>60</b>
ÉVOLUTION DU TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT .....	61
INDICATEURS DE RISQUE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT .....	62
CARACTÉRISATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT .....	63
TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT SELON LES ZONES D'EMPLOI .....	64
TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ (NAF17) .....	65
<b>COMMERCE EXTÉRIEUR .....</b>	<b>66</b>
POSITIONNEMENT DU GRAND EST PARMIS LES RÉGIONS FRANÇAISES .....	67
LE COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES DÉPARTEMENTS .....	68
ÉVOLUTION DES CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR .....	69
LES 15 PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES .....	70
LES 20 PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS .....	71
SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PAYS .....	72
SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PRODUITS .....	73



# POPULATION

Avec 5 518 188 habitants en 2019, la région Grand Est se place en 6<sup>ème</sup> position des régions de France métropolitaine pour sa population derrière l'Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Hauts-de-France. Le Bas-Rhin et la Moselle sont les 2 départements les plus peuplés et dépassent tous deux la barre du million d'habitants. Ils sont suivis par le Haut-Rhin et la Meurthe-et-Moselle. Ensemble, ces 4 départements concentrent les deux tiers de la population régionale.

Malgré une densité de population de 96 habitants par km<sup>2</sup> très proche de la moyenne nationale (103 hab./km<sup>2</sup>), la région se caractérise par une variation sensible entre l'est et l'ouest de son territoire. Sur les plaines du Rhin, cette densité s'élève à 227 hab./km<sup>2</sup> puis s'abaisse à 99 hab./km<sup>2</sup> sur sa partie centrale pour atteindre une moyenne de 52 hab./km<sup>2</sup> aux portes de Paris et sur les côtes champenoises. Les principales métropoles de la région se distinguent également sur ce point et participent à cette hétérogénéité. La métropole du Grand Nancy et l'Eurométropole de Strasbourg affichent ainsi les densités les plus importantes avec respectivement 1 803 et 1 443 hab./km<sup>2</sup>. De son côté, le caractère urbain de Metz Métropole se place en second lieu avec une moyenne de 721 hab./km<sup>2</sup>. Elle reste toutefois reliée avec Thionville au nord et Forbach à l'est à d'autres intercommunalités relativement proches en termes d'occupation du territoire. À l'ouest de la région, la CU Ardenne Métropole, la CA du Grand Reims et la CA Troyes Champagne Métropole sont davantage en retrait et offrent un tissu urbain plus espacé et des densités de population proches des 200 hab./km<sup>2</sup>.

Entre 1975 et 2019, la population du Grand Est a augmenté de près de 331 000 habitants, soit une évolution de 6,4 % et une progression moins importante que sur l'ensemble du territoire français (+23,2 %). Tout comme les Hauts-de-France, la région reste moins dynamique sur le plan démographique en raison notamment d'un solde migratoire négatif à peine compensé par l'excédent des naissances par rapport aux décès. Sur ces dernières décennies, le cheminement démographique selon les départements est variable. Dans les Ardennes, la Haute-Marne et la Meuse, la déprise démographique s'explique à la fois par un important déficit migratoire et par une érosion progressive de l'excédent naturel tandis que dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin les soldes naturels et migratoires se maintiennent positivement.

Si l'attractivité économique des territoires peut expliquer pour partie les variations de population, la structure par âge des départements constitue également un facteur plus ou moins important de vitalité démographique. Dans ce cadre, le vieillissement de la population apparaît plus distinctement dans la Haute-Marne et les Vosges avec près de 30 % de personnes âgées de 60 ans et plus, soit 5 points de plus que sur l'ensemble de la région. À l'inverse, les jeunes de moins de 30 ans sont plus présents dans la Meurthe-et-Moselle, la Marne et le Bas-Rhin, départements où se situent les principaux pôles universitaires de la région.

Une population de 5,5 millions d'habitants concentrée au nord-est de la région

## STRUCTURE DE LA POPULATION

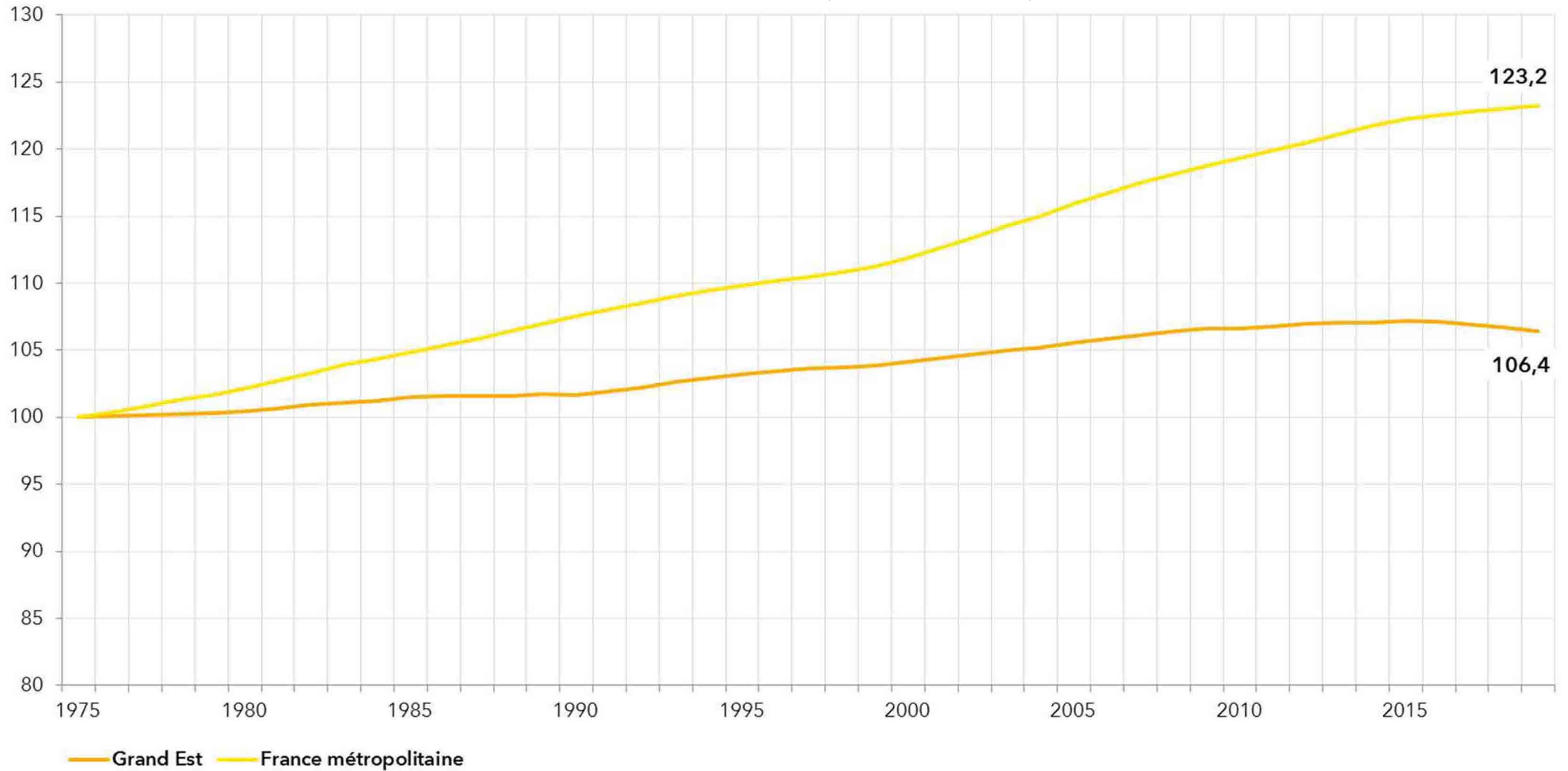
	1979		1989		1999		2009		2019	
	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)	Population	Part (en %)
Ardennes	305 352	5,9	297 758	5,6	290 452	5,4	283 296	5,1	267 409	4,8
Aube	287 238	5,5	289 404	5,5	292 317	5,4	303 298	5,5	309 117	5,6
Marne	536 583	10,3	556 536	10,5	565 366	10,5	566 145	10,2	567 225	10,3
Haute-Marne	211 190	4,1	205 311	3,9	195 131	3,6	185 214	3,3	173 041	3,1
Meurthe-et-Moselle	718 640	13,8	713 281	13,5	714 295	13,3	731 019	13,2	731 753	13,3
Meuse	201 862	3,9	197 165	3,7	192 443	3,6	194 003	3,5	184 474	3,3
Moselle	1 005 020	19,3	1 011 886	19,2	1 023 763	19,0	1 044 898	18,9	1 036 153	18,8
Bas-Rhin	898 888	17,3	947 414	18,0	1 025 033	19,0	1 094 439	19,8	1 126 505	20,4
Haut-Rhin	642 253	12,3	668 461	12,7	707 555	13,1	748 614	13,5	761 480	13,8
Vosges	396 648	7,6	388 056	7,4	381 154	7,1	380 192	6,9	361 031	6,5
<b>Grand Est</b>	<b>5 203 674</b>	<b>100,0</b>	<b>5 275 272</b>	<b>100,0</b>	<b>5 387 509</b>	<b>100,0</b>	<b>5 531 118</b>	<b>100,0</b>	<b>5 518 188</b>	<b>100,0</b>

Source : Insee - Estimations de population, enquêtes de recensement

Une croissance démographique qui s'atténue au fil des années

## ÉVOLUTION DE LA POPULATION

INDICE BASE 100 : ANNÉE 1975 (PÉRIODE 1975 - 2019)

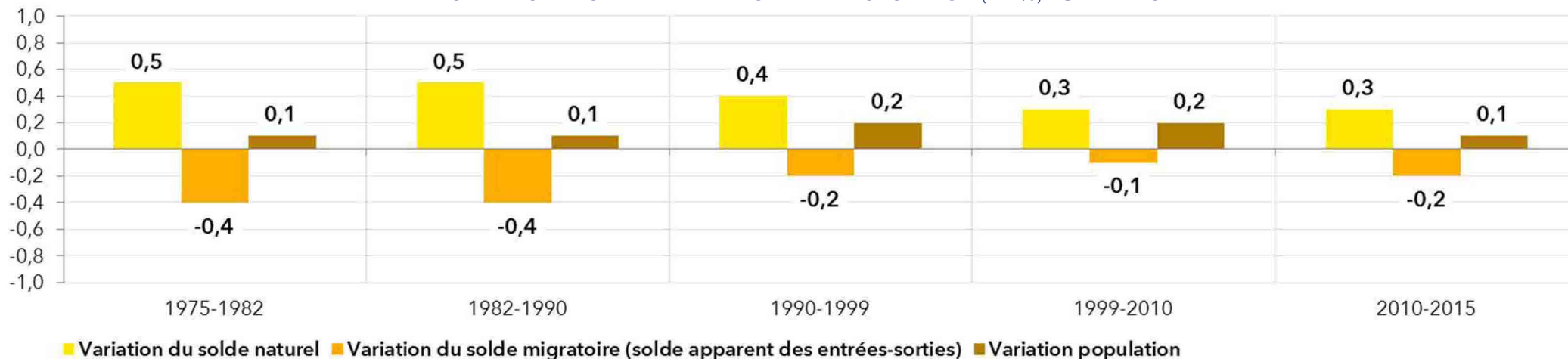


Source : Insee - Estimations de population, enquêtes de recensement

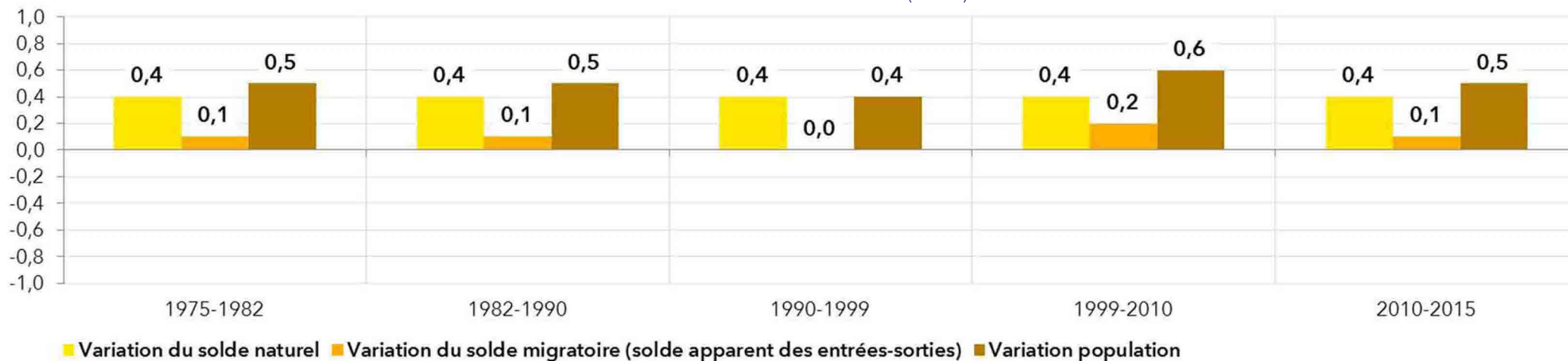
*L'excédent naturel, principal moteur démographique*

## SOLDE NATUREL ET MIGRATOIRE

TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA POPULATION (EN %) - GRAND EST



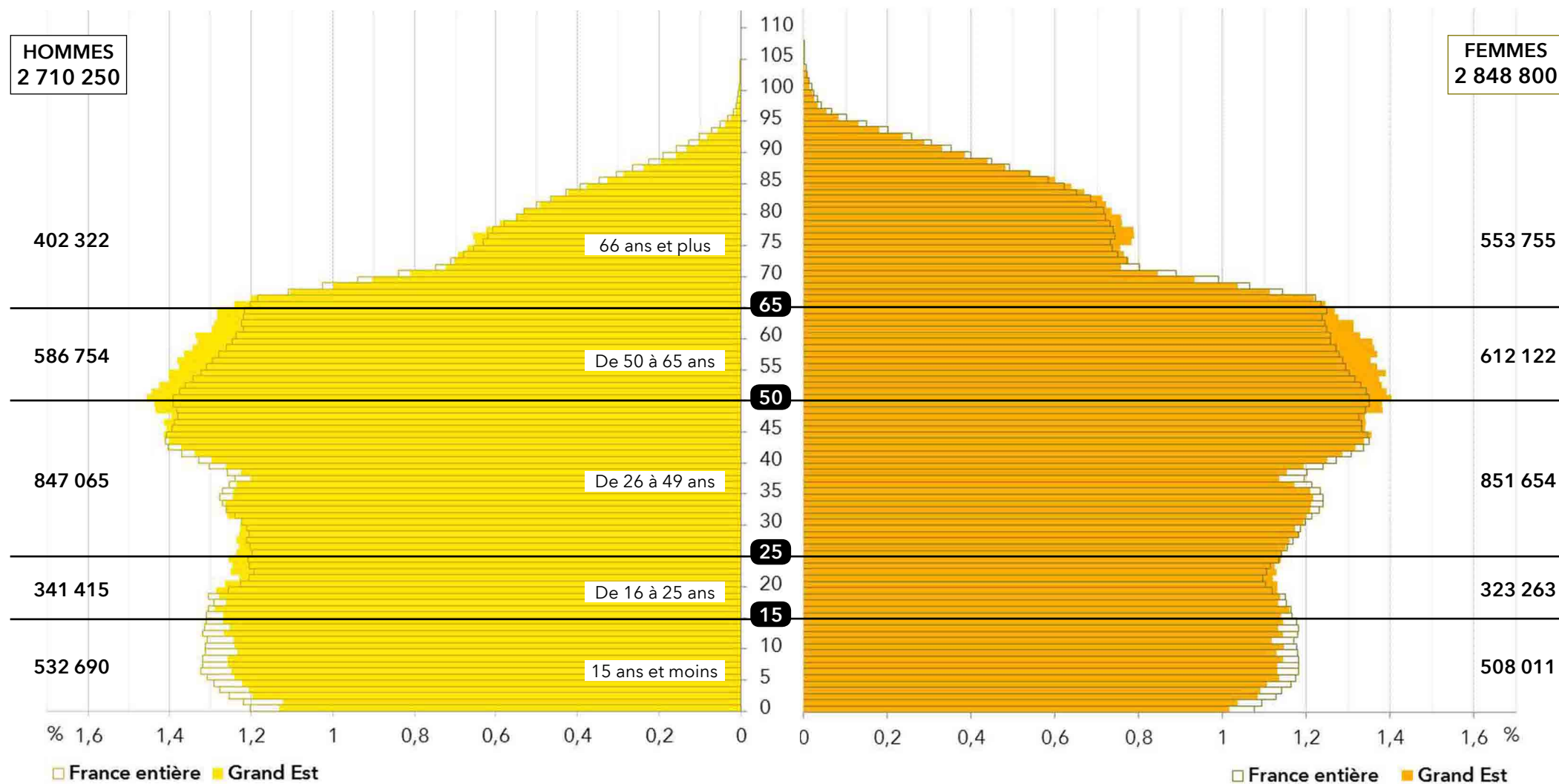
TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA POPULATION (EN %) - FRANCE MÉTROPOLITAINE



Source : Insee - Recensements de la population, Etat civil

Une répartition par âge de la population proche du niveau national avec un vieillissement plus prononcé

## PYRAMIDE DES ÂGES ET POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE

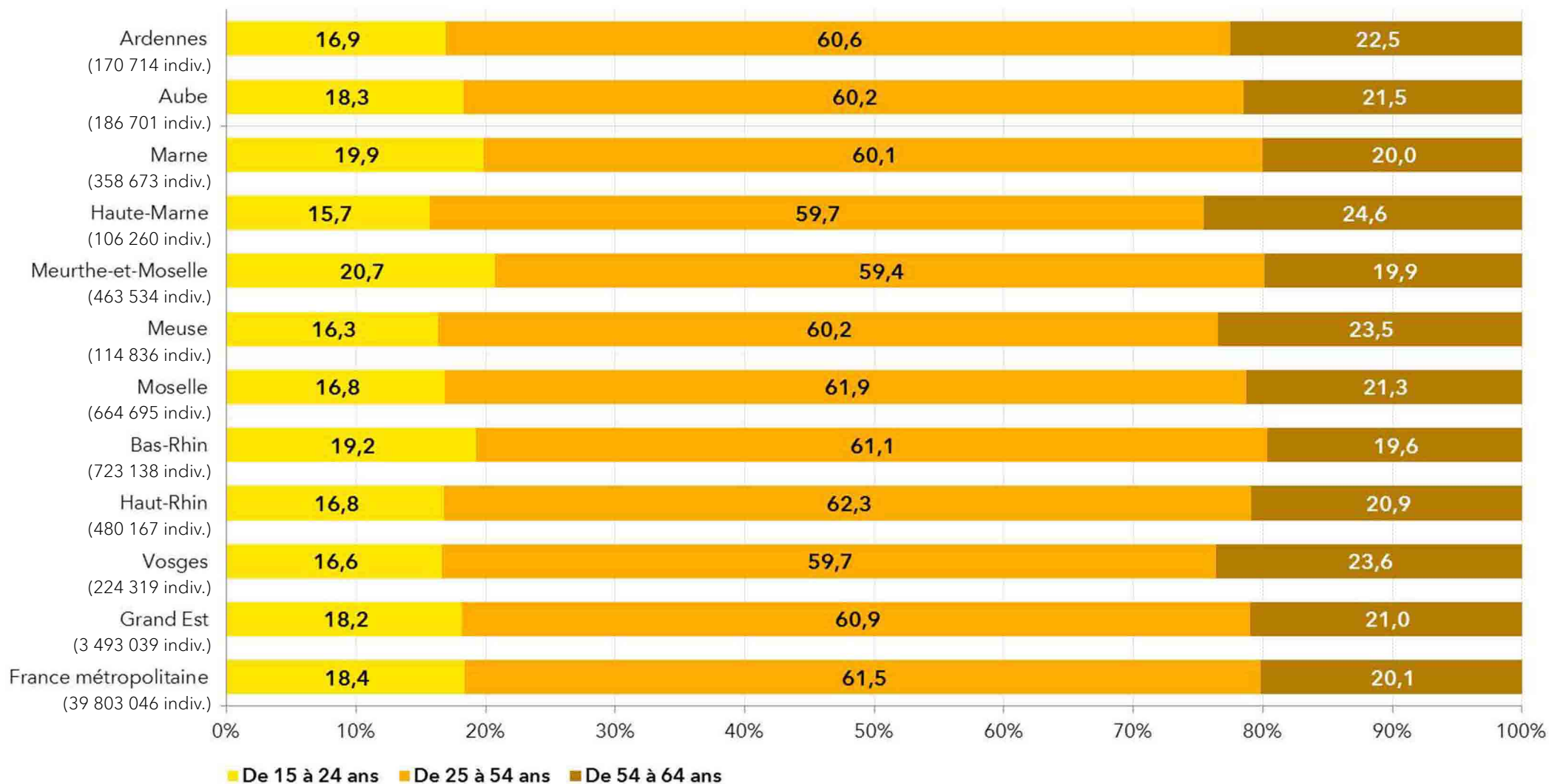


Source : Insee - Recensement de la population 2015



*Davantage de seniors en Haute-Marne, dans la Meuse et dans les Vosges - Les jeunes plus présents en Meurthe-et-Moselle, dans la Marne et le Bas-Rhin*

## RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS



Source : Insee - Recensement de la population 2015 Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans



# EMPLOI

Fin 2018, le Grand Est compte près de 2 millions d'emplois salariés. Il se distingue du niveau national par la présence plus importante de l'emploi dans l'industrie et le secteur tertiaire non marchand. Le secteur industriel de la région concentre ainsi 313 000 emplois au total, soit 16,2 % de l'emploi régional contre 12,6 % pour la France métropolitaine. De son côté, le tertiaire marchand englobe un total de 754 000 emplois dans la région. Son poids reste malgré tout en retrait par rapport au niveau national (38,9 % contre 46 % pour la France métropolitaine).

Entre 2010 et 2018, la région affiche un repli de 1,6 % de l'emploi salarié tandis qu'une hausse de 3,7 % est enregistré au niveau national. La répartition sectorielle de l'emploi, caractéristique au Grand Est, explique en partie l'évolution de l'emploi sur ces dernières années. L'emploi industriel ainsi que la construction affiche des reculs respectifs de 10,9 % et 11,8 %, deux fois plus importants qu'à l'échelle nationale. Dans le même temps et avec une hausse de 1,1 % contre 6,6 % au niveau national, le développement de l'emploi dans les services marchands est moindre. L'emploi intérimaire, dépendant par ailleurs de l'industrie et de la construction, n'échappe pas à ce même constat.

Le taux d'activité de la population en âge de travailler s'élève à 73,8 % dans le Grand Est. Un taux légèrement en-dessous de celui enregistré au niveau national (74,6 %). Le département des Ardennes se distingue par un taux d'activité plus faible (71,8 %), notamment chez les plus âgés. De même pour la Meurthe-et-Moselle où le taux d'activité de 72,2 % s'explique ici à travers les plus jeunes et le suivi de leurs études. À l'inverse, le Haut-Rhin affiche un taux d'activité de 75,6 %, une proportion plus élevée en lien avec une insertion plus importante dans le monde du travail chez les jeunes et les seniors.

Situé à proximité de 4 pays, le travail frontalier fait partie des spécificités importantes du Grand Est. Cette caractéristique influe sur l'équilibre entre volume d'emplois présent et main-d'œuvre disponible en bordure de frontière. Ainsi, au nord de la région environ 75 000 travailleurs, plutôt jeunes et diplômés, traversent la frontière luxembourgeoise pour y occuper un emploi, dans les services le plus souvent. Plus à l'est, les 83 000 frontaliers se dirigeant vers l'Allemagne ou la Suisse représentent une autre part importante de travailleurs. Ce sont essentiellement des hommes, plus âgés, travaillant dans le secteur de l'industrie manufacturière.

Au sein de la région, les flux de travailleurs entre les principaux pôles économiques apparaissent également. Les échanges entre Metz et Nancy sont les plus nombreux et se prolongent le long de ce sillon lorrain avec l'axe Épinal - Nancy. Ce réseau est complété par d'autres communications soutenues entre Strasbourg et Mulhouse ainsi qu'entre Reims et Charleville-Mézières. Les liens est-ouest permettant de relier Strasbourg et Reims au centre de la région sont moins prégnants.

Près de 2 millions d'emplois salariés dans la région

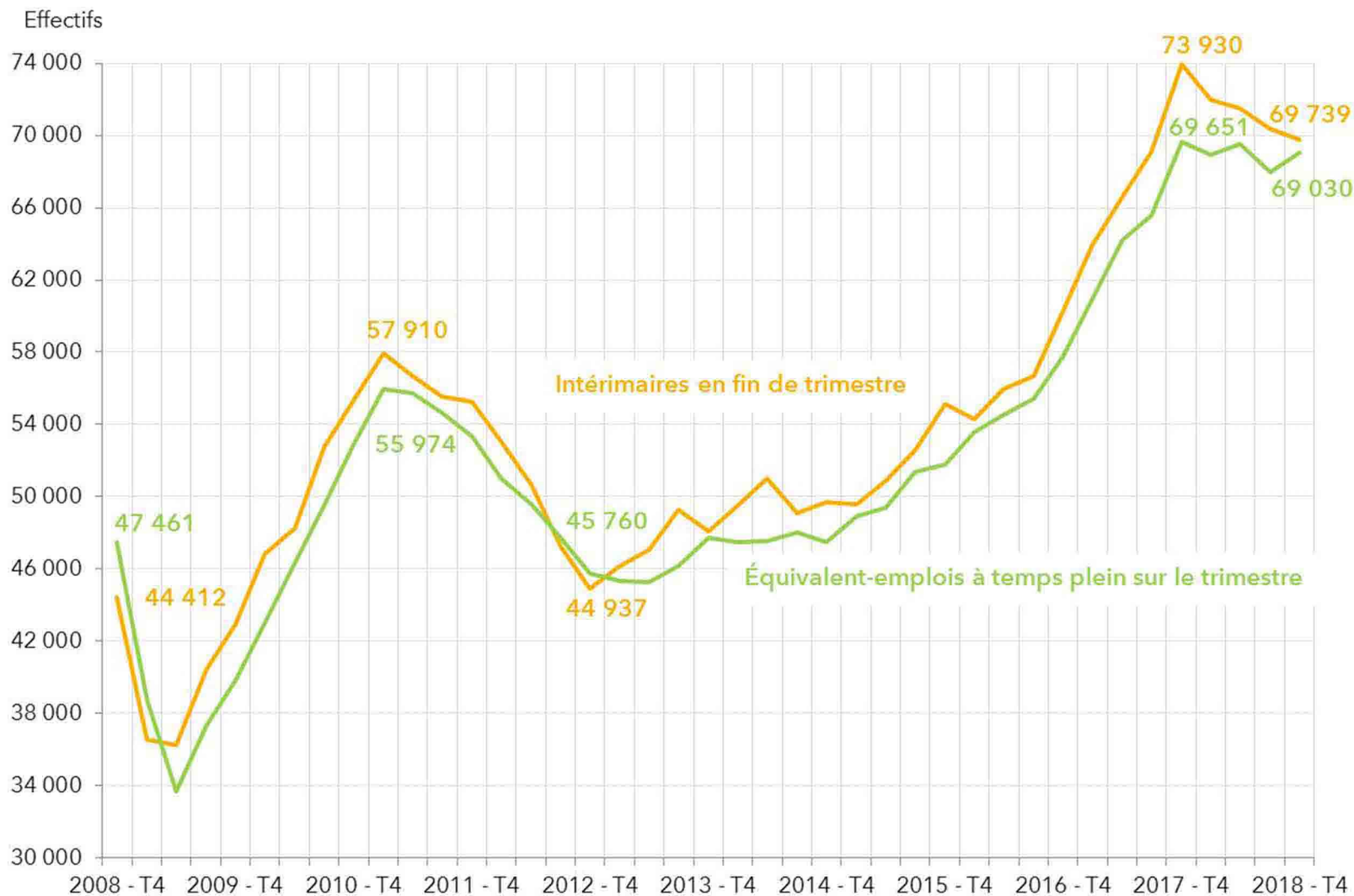
## EMPLOI SALARIÉ SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

	Grand Est			France métropolitaine		
	2010 - T4	2018 - T4	Évolution (en %)	2010 - T4	2018 - T4	Évolution (en %)
Agriculture	25 383	28 230	11,2	269 166	300 148	11,5
Industrie	351 634	313 139	-10,9	3 274 321	3 109 263	-5,0
Construction	121 347	106 968	-11,8	1 446 123	1 351 674	-6,5
Tertiaire marchand hors intérim	745 783	754 052	1,1	10 649 338	11 350 453	6,6
Intérim	57 640	67 546	17,2	617 333	777 374	25,9
Tertiaire non marchand	667 898	667 313	-0,1	7 559 499	7 803 502	3,2
<b>Ensemble</b>	<b>1 969 686</b>	<b>1 937 249</b>	<b>-1,6</b>	<b>23 815 779</b>	<b>24 692 414</b>	<b>3,7</b>

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee, données cvs

Coup d'arrêt de la hausse de l'emploi intérimaire en 2018

## ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM



Source : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

Depuis mi-2016, la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission - RMM - adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est progressivement substituée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). Le taux de substitution se situe, depuis début 2017, à près de 95 %. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires. Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail.

Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

**Équivalent-emploi à temps plein (EETP) :** rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. À l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée sur le stock en fin de trimestre.

## ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38...

		EETP moyen 2017	EETP moyen 2018	Évolution 2017 - 2018 (en %)	Évolution 2017 - 2018 France métr. (en %)
<b>AZ</b>	<b>AGRICULTURE</b>	272	336	23,5	11,9
	<b>INDUSTRIE</b>	32 103	33 676	4,9	2,3
BZ	Industries extractives	150	146	-2,7	3,2
CA	Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	4 059	4 169	2,7	3,5
CB	Fabric. textiles, industries habillement, cuir et chaussure	1 181	1 173	-0,7	8,2
CC	Travail du bois, industries du papier et imprimerie	1 913	2 006	4,9	1,1
CE/CD	Industrie chimique, cokéfaction et raffinage	693	724	4,5	3,9
CF	Industrie pharmaceutique	402	326	-18,9	2,5
CG	Fab. prdts en caoutc. & plastiq. & aut. prdts minéraux non métal.	3 503	3 435	-1,9	1,1
CH	Métallurgie & fab. de prdts métalliques sauf machines & équipmnts	5 548	5 885	6,1	1,8
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	851	1 006	18,2	6,2
CJ	Fabrication d'équipements électriques	1 652	1 657	0,3	-1,6
CK	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	3 121	3 522	12,8	5,4
CL	Fabrication de matériels de transport	4 856	5 263	8,4	-1,4
CM	Autres ind. manif. ; répar. & install. de machines et d'équipmnts	2 394	2 487	3,9	0,0
DZ	Prod. & distribution électricité, gaz, vapeur & air conditionné	339	355	4,7	3,0
EZ	Prod. & distrib. eau assainisst, gestion déchets & dépollution	1 443	1 523	5,5	9,2
<b>FZ</b>	<b>CONSTRUCTION</b>	10 528	10 925	3,8	6,5
	<b>COMMERCE</b>	5 800	5 977	3,1	2,8
GZ1	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	438	490	11,9	6,1
GZ2	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	3 341	3 496	4,6	5,8
GZ3	Comm. détail, sf automobiles et motocycles	2 020	1 991	-1,4	-1,9

EETP : équivalent-emplois à temps-plein

Source : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

## ...ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38 (SUITE)

		EETP moyen 2017	EETP moyen 2018	Évolution 2017 - 2018 (en %)	Évolution 2017 - 2018 France métro. (en %)
	<b>SERVICE (HORS COMMERCE)</b>	<b>16 391</b>	<b>17 954</b>	<b>9,5</b>	<b>11,0</b>
HZ	Transports et entreposage	6 572	6 820	3,8	7,8
IZ	Hébergement et restauration	878	955	8,8	9,3
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	57	48	-15,8	-4,1
JB	Télécommunications	79	100	26,6	27,0
JC	Activités informatiques et services d'information	83	76	-8,4	2,7
KZ	Activités financières et d'assurance	593	576	-2,9	-0,7
LZ	Activités immobilières	194	197	1,5	-7,5
MA	Act. juri., compta., de gest., archi., ingé., ctrl & anal. tech.	1 032	955	-7,5	1,4
MB	Recherche-développement scientifique	65	44	-32,3	1,8
MC	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	89	81	-9,0	6,3
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	4 918	6 082	23,7	23,9
OZ	Administration publique	141	221	56,7	10,7
PZ	Enseignement	294	297	1,0	1,0
QA	Activités pour la santé humaine	394	444	12,7	10,0
QB	Hébergement médico-social & social et action sociale sans hébergmnt	459	549	19,6	32,1
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	136	128	-5,9	0,0
SZ	Autres activités de services	409	383	-6,4	3,7
<b>Ensemble</b>		<b>65 094</b>	<b>68 868</b>	<b>5,8</b>	<b>5,9</b>

EETP : équivalent-emplois à temps-plein

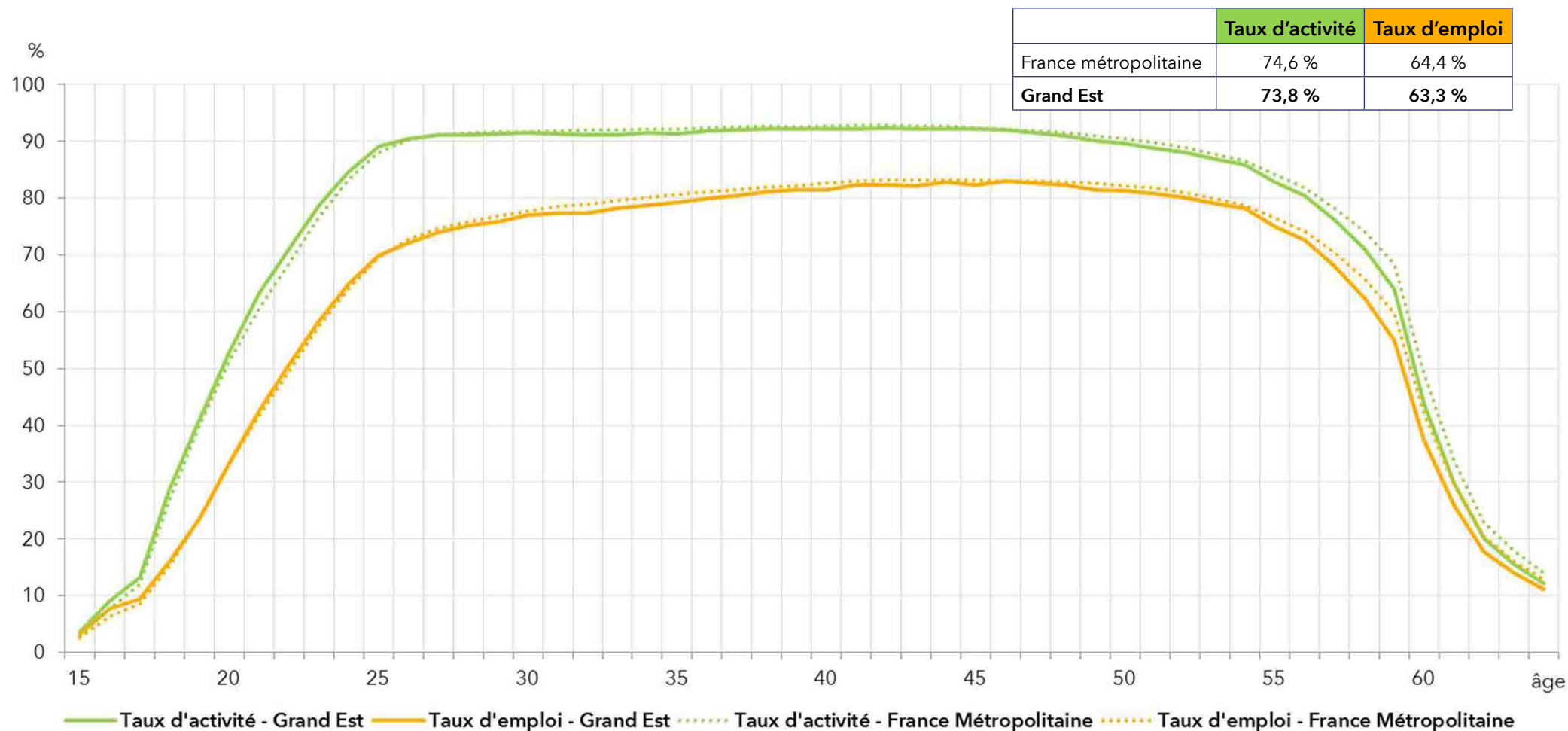
Source : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

Une proportion de personnes en activité et en emploi au plus haut entre 25 et 50 ans

## TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le **taux d'emploi** est calculé en rapportant le nombre d'individus ayant un emploi au nombre total d'individus. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population en âge de travailler (généralement définie, en comparaison internationale, comme les personnes âgées de 15 à 64 ans), ou à une sous-catégorie de la population en âge de travailler (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

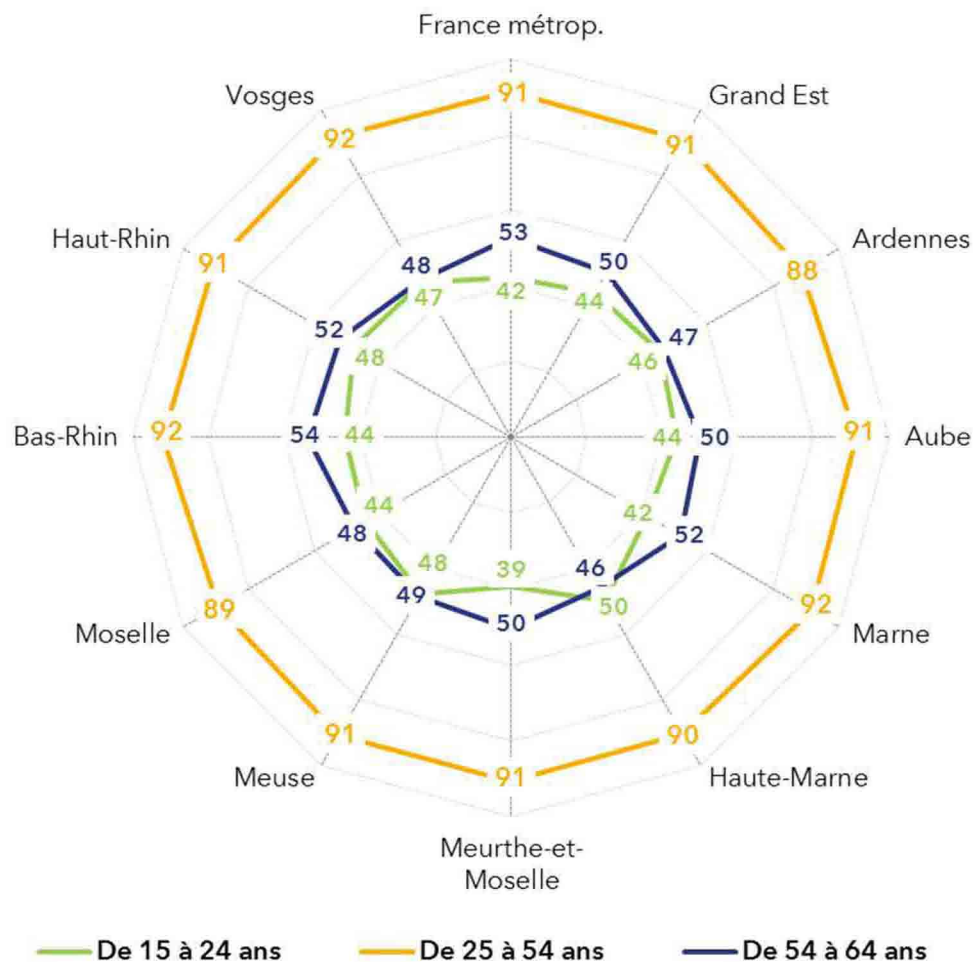


Source : Insee - Recensement de la population 2015 Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

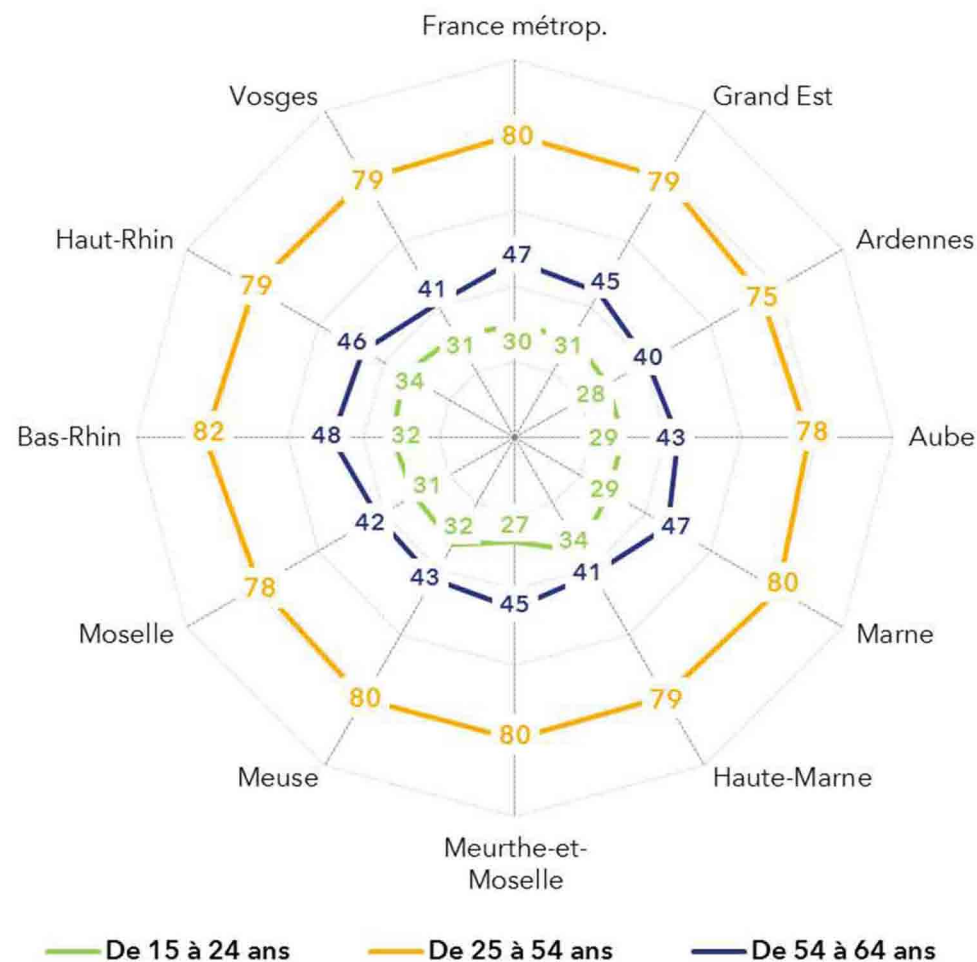
Moins de jeunes en activité et en emploi en Meurthe-et-Moselle, davantage en Haute-Marne

## TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI (SUITE)

TAUX D'ACTIVITÉ SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



TAUX D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)

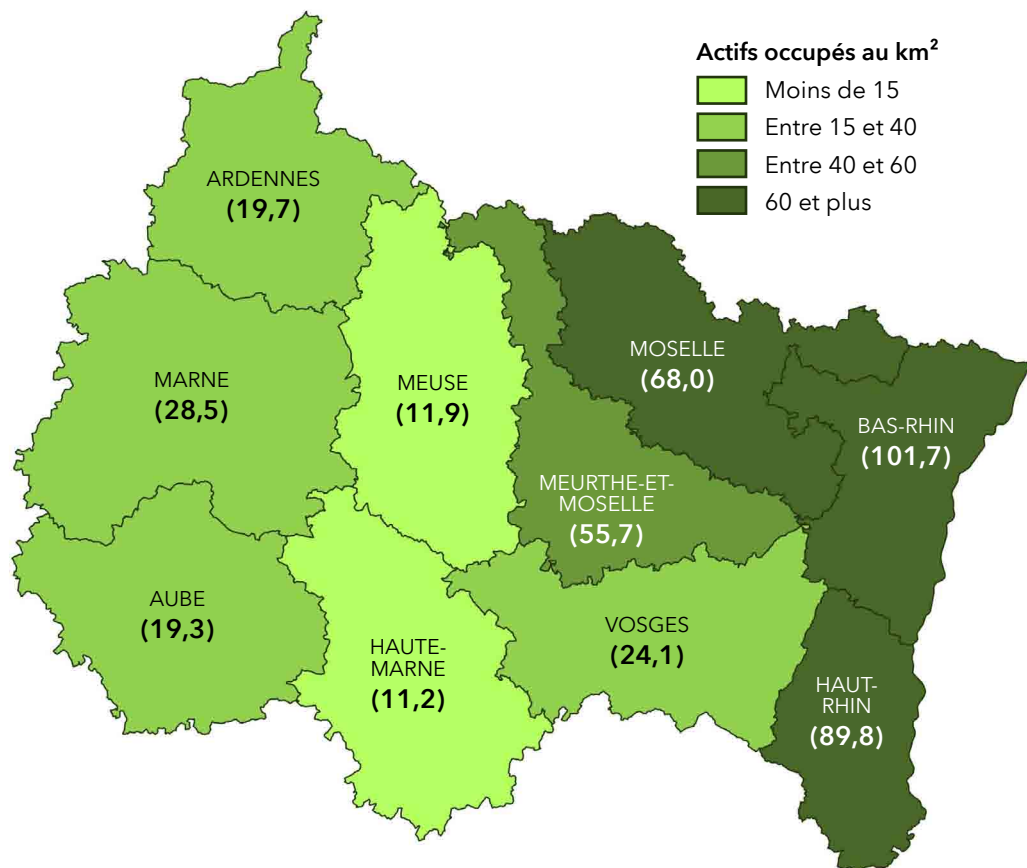


Source : Insee - Recensement de la population 2015 Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans



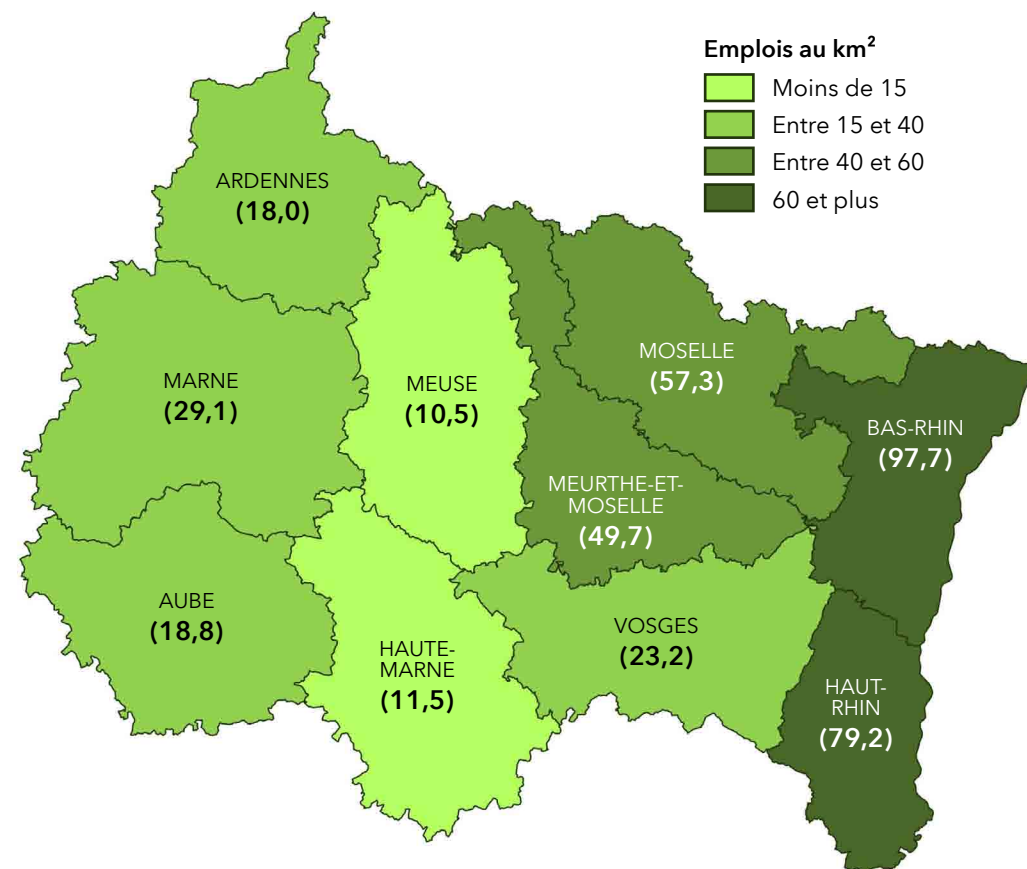
À l'échelle des départements et hormis la Moselle, un équilibre respecté entre présence de travailleurs et volume d'emplois

## DENSITÉ AU KM<sup>2</sup> D'ACTIFS OCCUPÉS



France métropolitaine	48,1
<b>Grand Est</b>	<b>39,2</b>

## DENSITÉ AU KM<sup>2</sup> D'EMPLOIS



France métropolitaine	47,3
<b>Grand Est</b>	<b>36,2</b>

Source : Insee - Recensement de la population 2015

*Le travail frontalier, source d'explication d'un moindre équilibre régional du marché du travail*

## ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

	Grand Est			France métropolitaine		
	Actifs occupés	Emplois	Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés	Actifs occupés	Emplois	Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés
Agriculteurs exploitants	37 121	37 074	99,9	426 298	426 024	99,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	121 871	118 676	97,4	1 710 644	1 699 857	99,4
Cadres, professions intellectuelles supérieures	308 229	278 547	90,4	4 651 393	4 570 432	98,3
Professions intermédiaires	569 936	529 289	92,9	6 761 554	6 658 882	98,5
Employés	646 589	607 306	93,9	7 256 690	7 171 318	98,8
Ouvriers	567 917	507 530	89,4	5 335 785	5 211 235	97,7
<b>Ensemble</b>	<b>2 251 664</b>	<b>2 078 423</b>	<b>92,3</b>	<b>26 142 364</b>	<b>25 737 747</b>	<b>98,5</b>

Ce tableau permet d'identifier au niveau d'un territoire d'éventuels déséquilibres entre le profil socioprofessionnel des actifs occupés et le profil socioprofessionnel des emplois offerts.

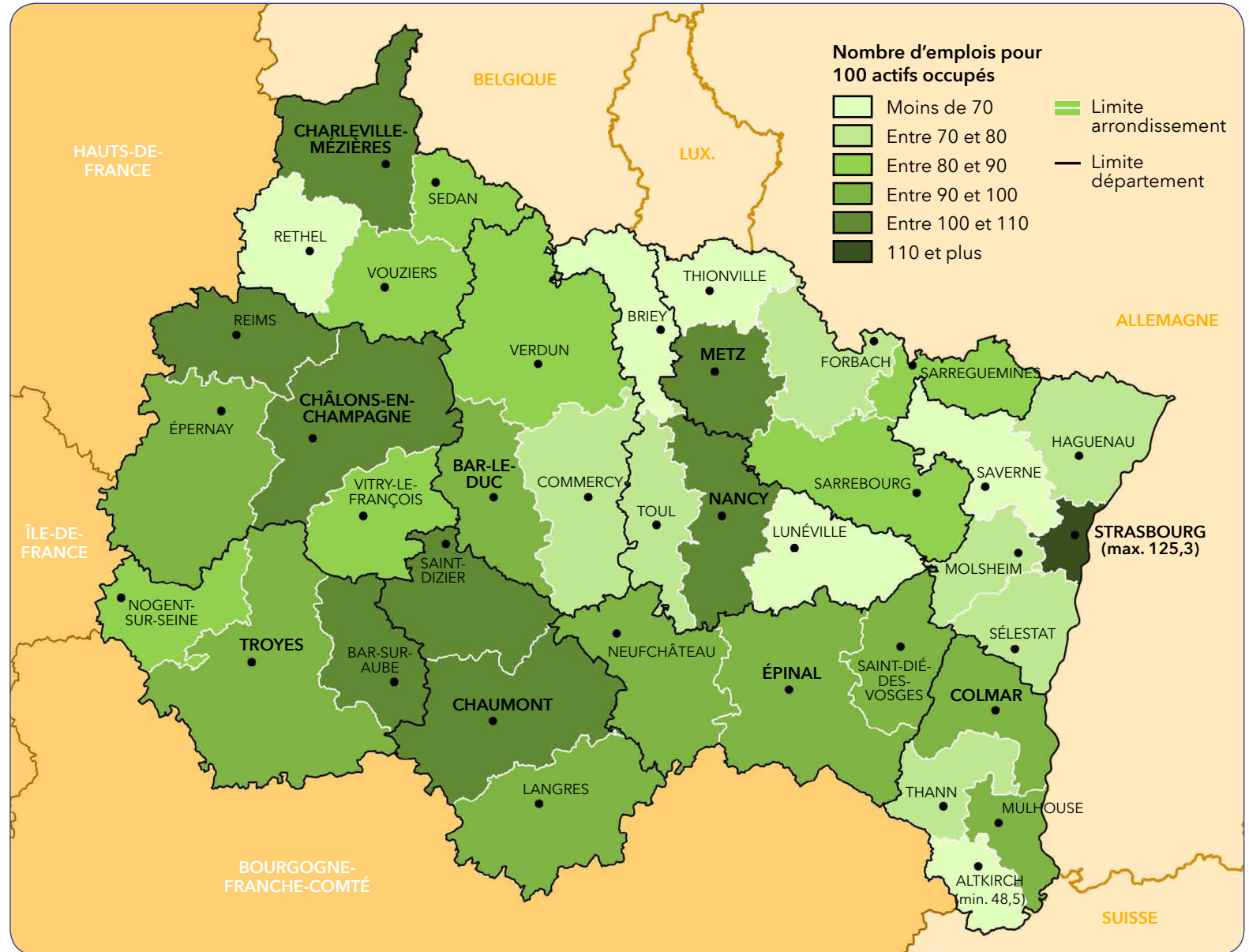
**Les actifs occupés** au lieu de résidence comprennent tous les actifs occupés, sans limite d'âge.

**Le nombre d'emplois pour 100 actifs occupés** rapporte le nombre d'emplois au lieu de travail au nombre d'actifs occupés au lieu de résidence d'un territoire pour la catégorie socioprofessionnelle considérée. Un taux supérieur à 100, par exemple pour les cadres, indique que le territoire offre plus d'emplois de cadres qu'elle ne compte d'actifs occupés résidents appartenant à la catégorie des cadres.

Source : Insee - Recensement de la population 2015

*Polarisation de l'emploi dans les territoires les plus urbains*

## ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR ARRONDISSEMENT



Source : Insee - Recensement de la population 2015

Des flux de travailleurs déficitaires pour de nombreux départements

## ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL

	Actifs occupés résidents	Actifs résidents et travaillant dans la zone (stables)	Actifs travaillant en dehors de la zone (sortants)	Actifs venant travailler dans la zone (entrants)	Solde des échanges (entrants - sortants)	Volume des échanges (entrants + sortants)	Attractivité (solde / volume)	Intensité des échanges (volume / actifs occupés résidents)
Ardennes	103 167	90 030	13 137	4 045	-9 092	17 182	-0,53	0,17
Aube	115 853	105 340	10 513	7 442	-3 071	17 955	-0,17	0,15
Marne	232 807	214 609	18 198	23 242	5 044	41 440	0,12	0,18
Haute-Marne	69 530	63 002	6 528	8 642	2 114	15 170	0,14	0,22
Meurthe-et-Moselle	292 263	233 732	58 531	26 834	-31 697	85 365	-0,37	0,29
Meuse	74 131	58 302	15 829	6 690	-9 139	22 519	-0,41	0,30
Moselle	422 439	322 888	99 551	33 228	-66 323	132 779	-0,50	0,31
Bas-Rhin	483 666	439 268	44 398	25 411	-18 987	69 809	-0,27	0,14
Haut-Rhin	316 435	259 851	56 584	19 326	-37 258	75 910	-0,49	0,24
Vosges	141 373	128 018	13 355	8 410	-4 945	21 765	-0,23	0,15
<b>Grand Est</b>	<b>2 251 663</b>	<b>2 039 588</b>	<b>212 075</b>	<b>38 721</b>	<b>-173 354</b>	<b>250 796</b>	<b>-0,69</b>	<b>0,11</b>
France métropolitaine	26 142 364	25 735 057	407 307	-	-407 307	407 307	-1,00	0,02

nb : les travailleurs en provenance des pays étrangers, des DOM ou des TOM ne sont pas comptabilisés

Source : Insee - Recensement de la population 2015

*Les travailleurs d'Altkirch, de Briey et Thionville tournés vers les pays limitrophes*  
*Des actifs occupés moins mobiles et une autonomie plus prégnante pour Épinal, Troyes et Charleville-Mézières*

## ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL PAR ARRONDISSEMENT



nb : la superficie des bulles est proportionnelle au nombre d'actifs résidants de la zone (stables + sortants)

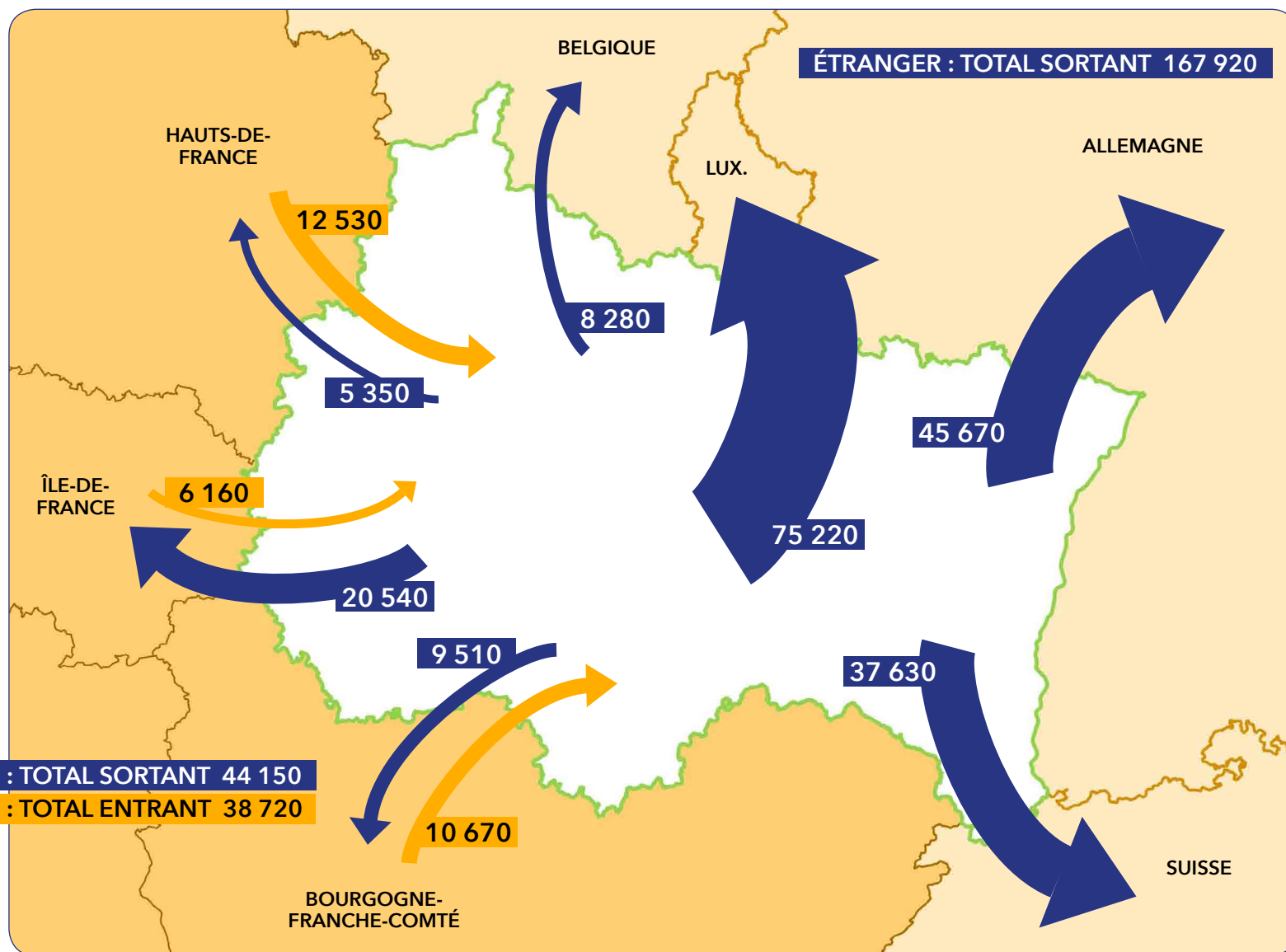
Source : Insee - Recensement de la population 2015

*Le Luxembourg, première destination des travailleurs frontaliers du Grand Est*

## FLUX INTERNES ET EXTERNES



FLUX INTERNES



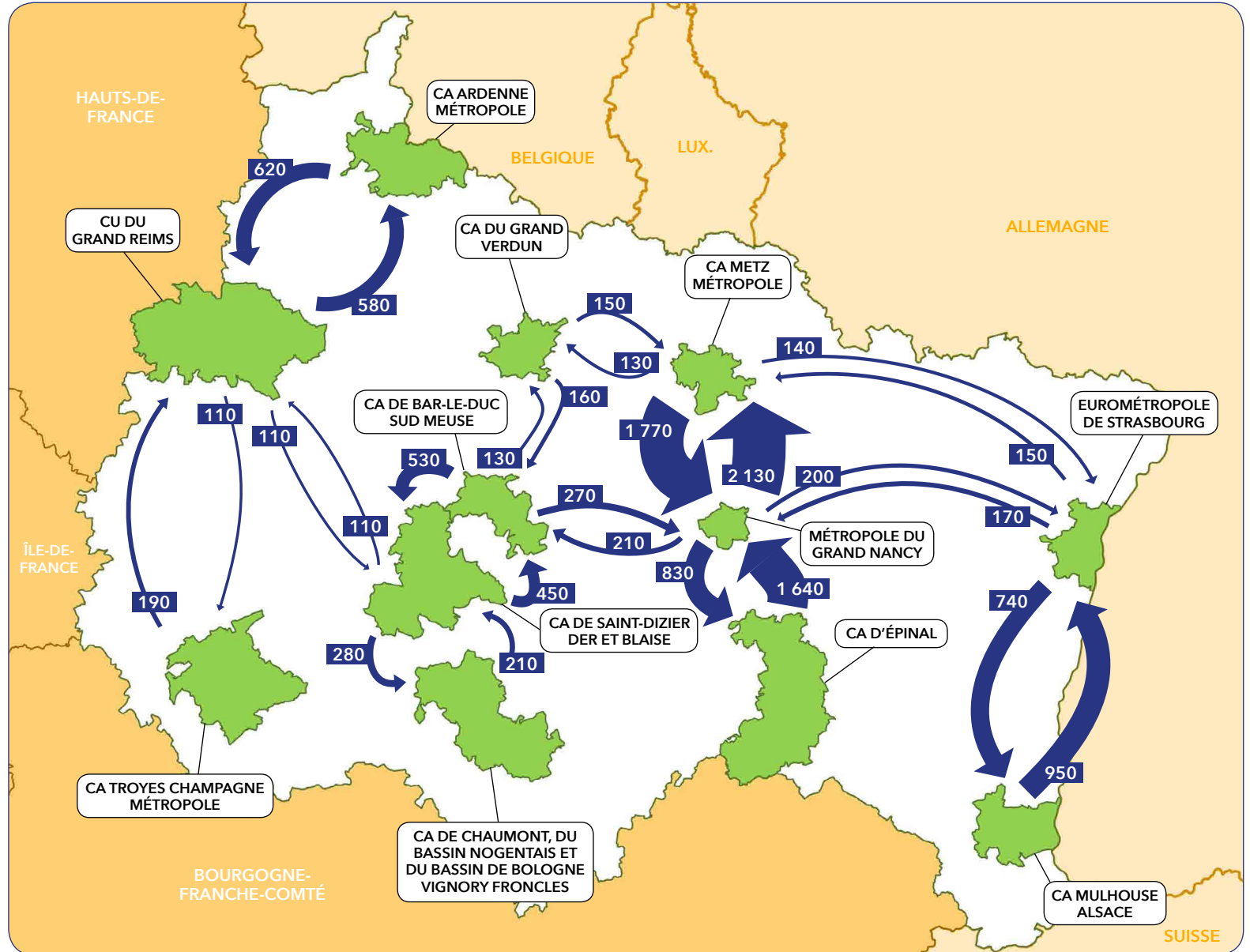
FLUX EXTERNES

Source : Insee - Recensement de la population 2015

À l'image du sillon lorrain, des navettes domicile-travail entre les principales intercommunalités essentiellement orientés sur un axe nord-sud

## FLUX DOMICILE - TRAVAIL ENTRE LES PRINCIPAUX EPCI

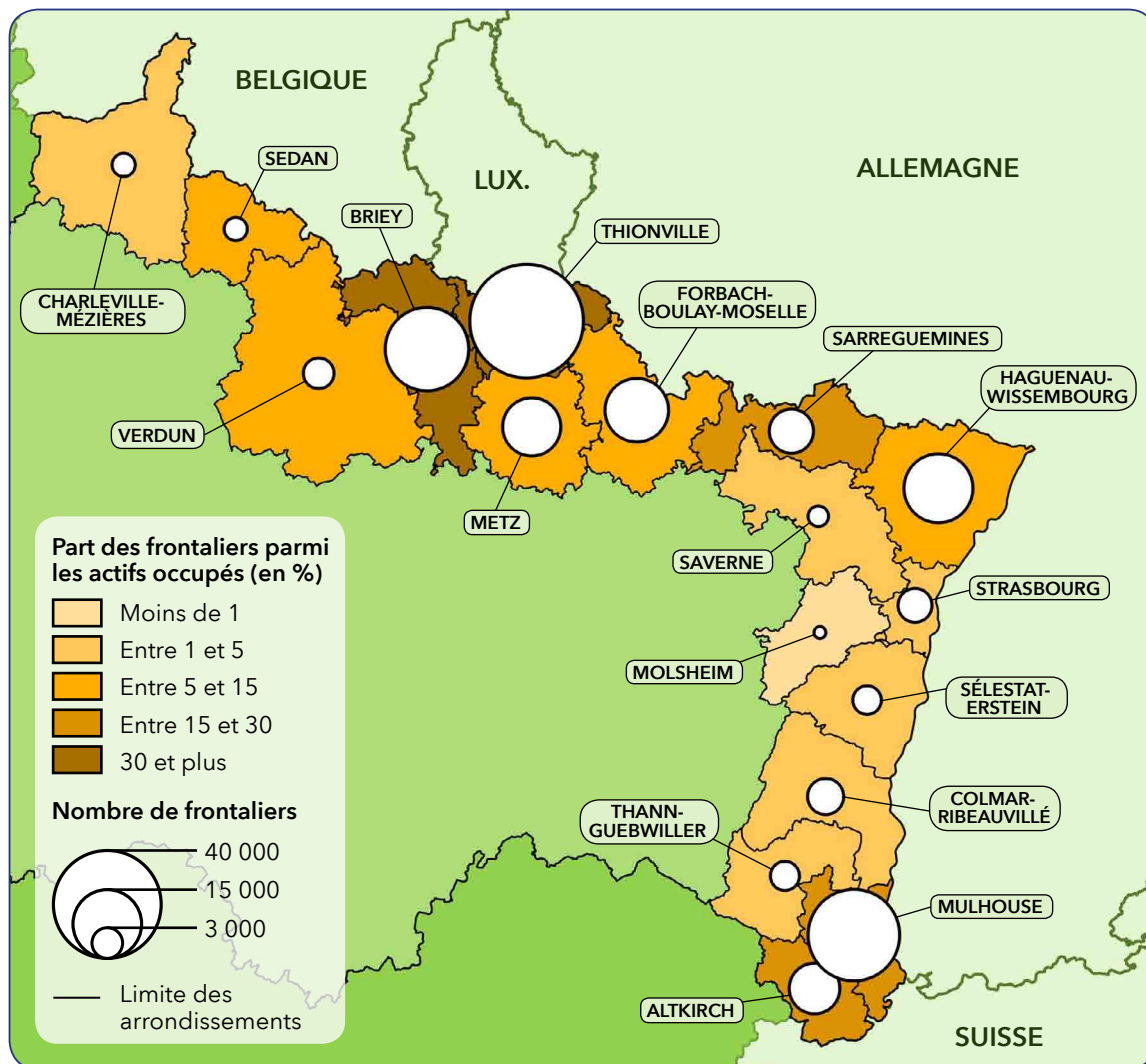
EPCI : établissement public de coopération intercommunale



Source : Insee - Recensement de la population 2015

Près de 167 000 frontaliers dans le Grand Est en 2015

## RÉPARTITION DES FRONTALIERS SELON LES ARRONDISSEMENTS



	Non frontaliers	Frontaliers	Ensemble	Part de frontaliers (en %)
Thionville	69 851	41 159	111 010	37,1
Briey	42 386	22 297	64 683	34,5
Altkirch	23 710	8 210	31 920	25,7
Mulhouse	110 884	26 759	137 643	19,4
Sarreguemines	34 781	6 286	41 067	15,3
Forbach-Boulay-Moselle	76 707	12 927	89 634	14,4
Haguenau-Wissembourg	96 103	15 082	111 185	13,6
Verdun	30 948	3 062	34 010	9,0
Sedan	19 506	1 747	21 253	8,2
Metz	130 893	10 768	141 661	7,6
Thann-Guebwiller	53 328	2 771	56 099	4,9
Colmar-Ribeauvillé	86 461	4 137	90 598	4,6
Sélestat-Erstein	68 380	2 604	70 984	3,7
Charleville-Mézières	56 608	1 714	58 322	2,9
Saverne	55 893	1 361	57 254	2,4
Strasbourg	193 168	3 750	196 918	1,9
Molsheim	46 558	451	47 009	1,0
Autres arrondissements du Grand Est	887 577	1 707	889 284	0,2
<b>Grand Est</b>	<b>2 083 742</b>	<b>166 792</b>	<b>2 250 534</b>	<b>7,4</b>

Source : Insee - Recensement de la population 2015



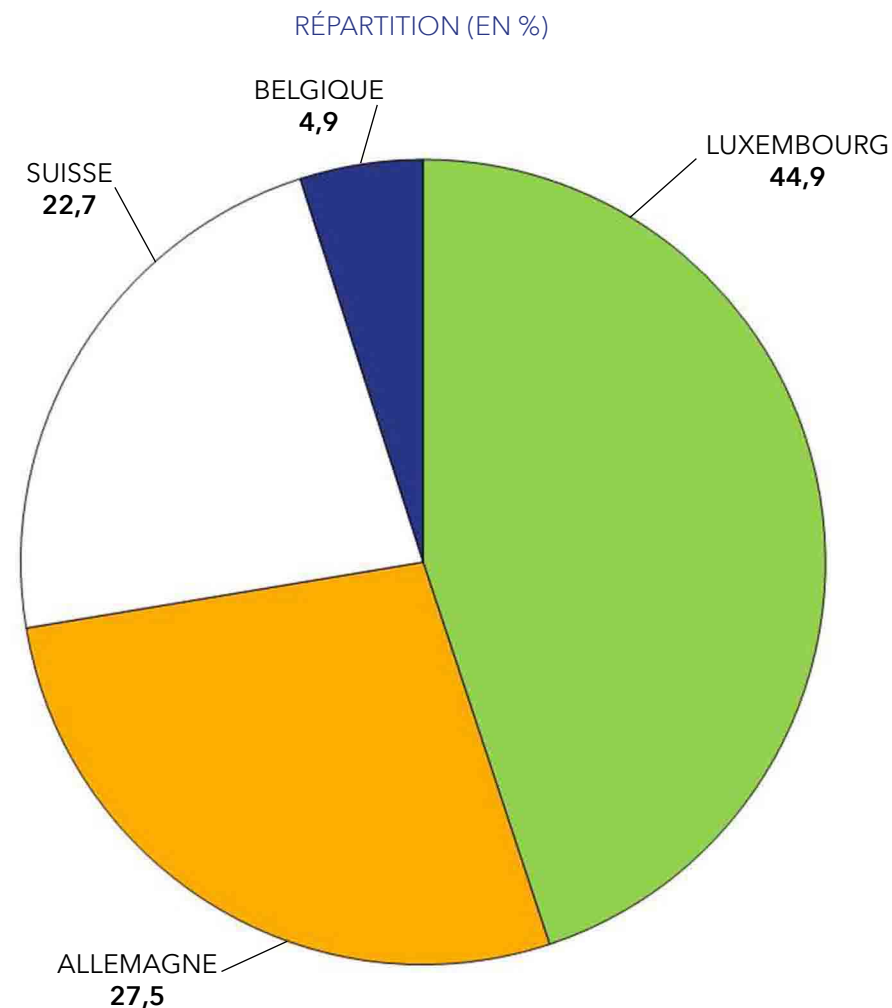
Des frontaliers plus nombreux en direction du Luxembourg, peu d'échanges avec la Belgique

## LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL

Lieu de travail	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France	Ensemble
<b>Arrondissements limitrophes</b>						
Thionville	40 664	385	s	s	69 851	111 010
Briey	19 133	s	s	3 138	42 386	64 682
Altkirch	s	201	8 000	s	23 710	31 920
Mulhouse	s	1 966	24 768	s	110 884	137 642
Sarreguemines	157	6 088	s	s	34 781	41 067
Forbach-Boulay-Moselle	1 611	11 240	s	s	76 707	89 634
Haguenau-Wissembourg	s	14 941	111	s	96 103	111 185
Verdun	1 330	s	s	1 730	30 948	34 011
Sedan	293	s	s	1 454	19 506	21 253
Metz	10 634	85	s	s	130 893	141 661
Thann-Guebwiller	s	357	2 409	s	53 328	56 099
Colmar-Ribeauvillé	s	2 686	1 420	s	86 461	90 598
Sélestat-Erstein	s	2 415	158	s	68 380	70 984
Charleville-Mézières	92	s	s	1 619	56 608	58 322
Saverne	54	1 245	s	s	55 893	57 253
Strasbourg	s	3 352	298	s	193 168	196 918
Molsheim	s	364	73	s	46 558	47 009
<b>Ensemble</b>	<b>74 138</b>	<b>45 348</b>	<b>37 436</b>	<b>8 161</b>	<b>1 196 165</b>	<b>1 361 248</b>

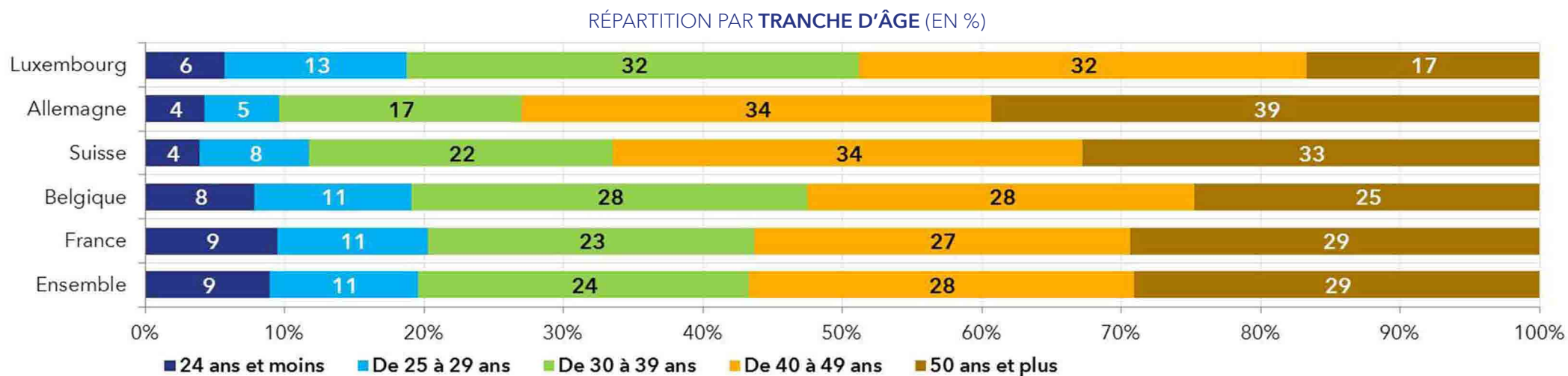
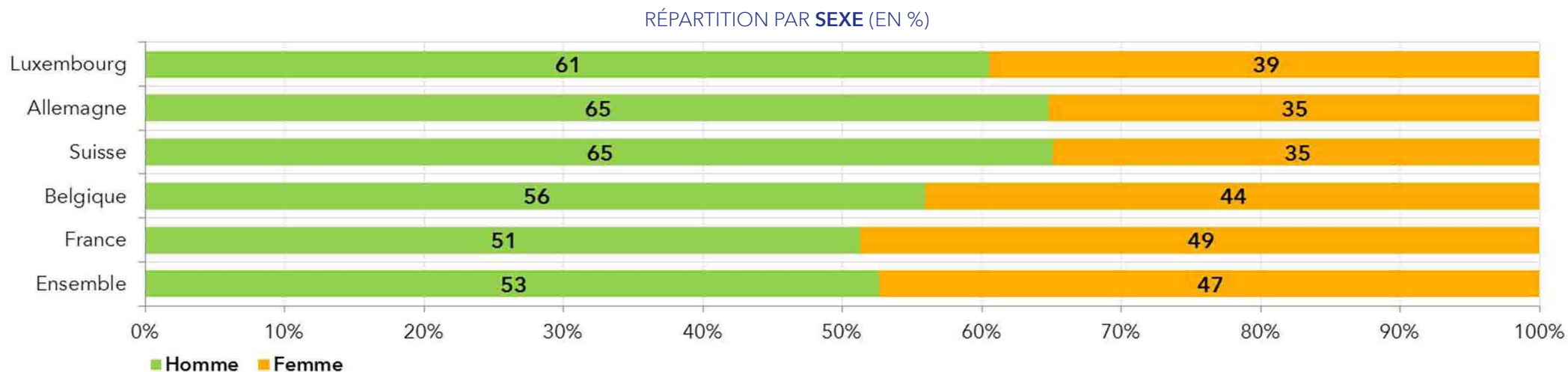
s : secret statistique

Source : Insee - Recensement de la population 2015 Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse



Plus d'hommes parmi les frontaliers et plus âgés en direction de l'Allemagne ou de la Suisse - Des travailleurs plus jeunes vers le Luxembourg

## LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

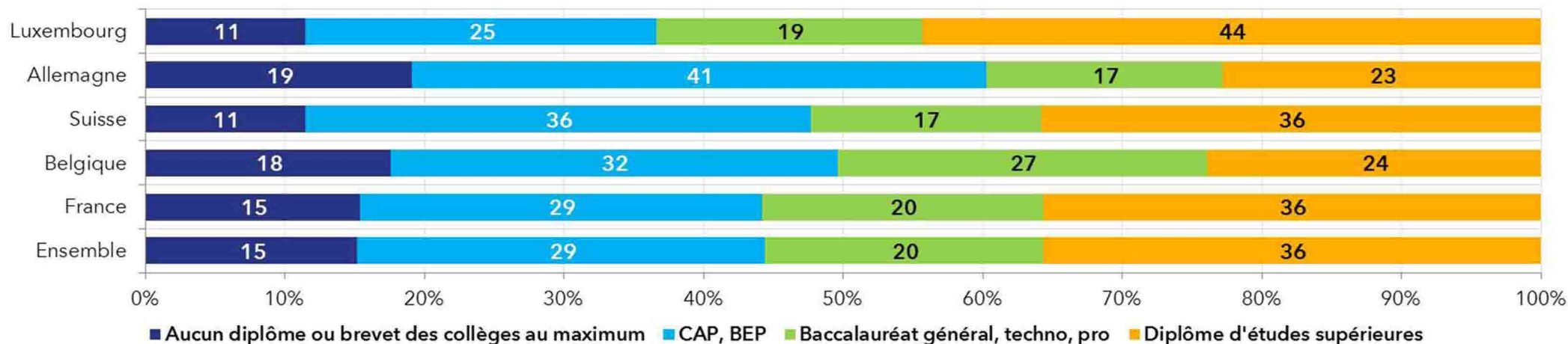


Source : Insee - Recensement de la population 2015 Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

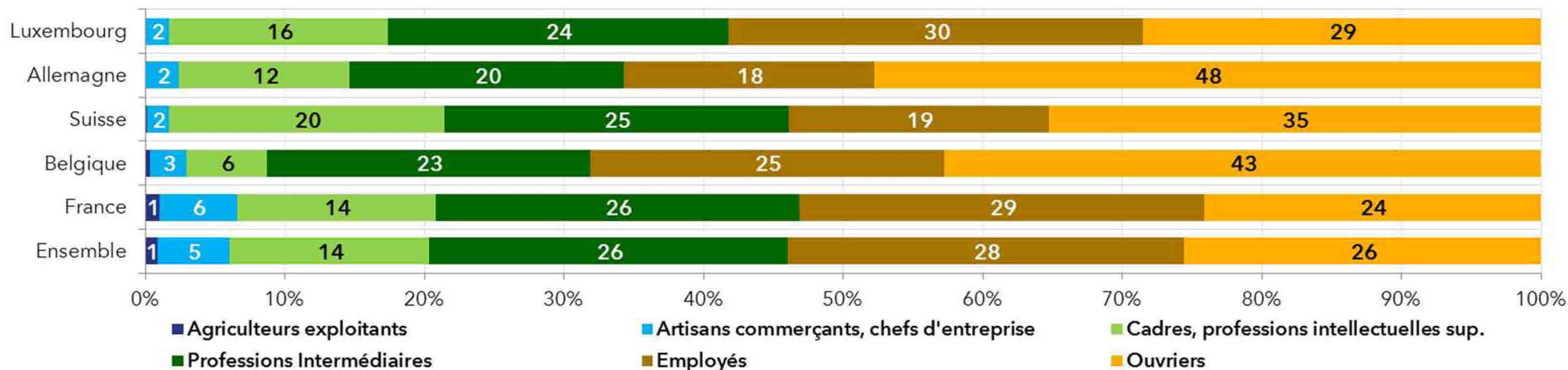
*Davantage d'employés et de travailleurs diplômés vers le Luxembourg, plus d'ouvriers vers l'Allemagne*

## LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR NIVEAU DE DIPLÔME (EN %)



RÉPARTITION PAR CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (EN %)





Source : Insee - Recensement de la population 2015 Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

Le travail frontalier, reflet des spécificités sectorielles du pays avec l'industrie en première ligne pour l'Allemagne et la Suisse et les activités tertiaires pour le Luxembourg

## LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN %)	Lieu de travail					Ensemble
	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France	
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,2	0,2	0,7	1,8	1,6
Industries extractives	0,1	0,3	0,2	0,3	0,1	0,1
Industrie manufacturière	13,0	43,8	35,5	26,7	15,5	16,9
Prod distrib élec gaz vapeur air condit	0,2	0,3	0,5	0,2	0,9	0,8
Prod distrib eau assainiss dépollution	0,7	0,8	0,8	1,1	0,7	0,7
Construction	9,9	7,0	7,9	8,8	6,5	6,7
Commerce réparation automobile	15,4	16,3	12,5	18,0	13,5	13,7
Transports et entreposage	5,1	4,3	9,3	4,3	4,5	4,7
Hébergement et restauration	5,4	1,6	3,3	3,3	3,8	3,8
Information et communication	5,6	2,1	2,0	0,4	1,6	1,8
Activités financières et d'assurance	12,6	1,7	2,3	1,0	2,7	3,2
Activités immobilières	0,6	0,3	0,2	0,2	1,0	0,9
Activ spécialisées scientif techniques	9,2	3,2	7,2	1,5	4,2	4,5
Activ services administratifs soutien	10,0	5,5	6,9	5,5	5,6	5,9
Administration publique	1,6	2,2	0,9	2,7	9,3	8,4
Enseignement	1,0	1,9	1,5	4,2	7,5	6,8
Santé humaine et action sociale	6,6	5,6	6,2	17,3	15,8	14,7
Arts spectacles et activités récréatives	0,6	1,5	0,8	1,0	1,1	1,1
Autres activités de services	1,6	1,3	1,5	2,3	3,2	3,0
Activités ménages en tant qu'employeurs	0,1	0,1	0,2	0,4	0,3	0,3
Activités extra-territoriales	0,7	0,1	0,0	0,2	0,3	0,3
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

 surreprésentation ≥ 2 points par rapport à la répartition Naf de la zone d'étude

 sous-représentation ≥ 2 points par rapport à la répartition Naf de la zone d'étude

Source : Insee - Recensement de la population 2015 Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse



# MARCHÉ DU TRAVAIL

Fin 2018, la région compte 281 850 demandeurs d'emploi de catégorie A. En élargissant aux catégories B et C faisant état de la présence d'un temps de travail plus ou moins long, les effectifs sont portés à 456 810 demandeurs d'emploi. Le Grand Est concentre ainsi 8 % de la demande d'emploi nationale.

La Moselle et le Bas-Rhin sont les 2 départements comptant le plus de demandeurs d'emploi avec d'ailleurs des effectifs respectifs assez proches d'environ 54 000 personnes en catégorie A. Ils englobent ainsi 38 % de l'ensemble des personnes concernées par la recherche d'un travail dans le Grand Est.

Entre 2015 et 2018, la demande d'emploi (cat. A) enregistre un recul de 26 300 personnes en particulier chez les jeunes de moins de 25 ans et notamment dans les Vosges. Ce recul est également notable parmi les hommes âgés de 25 à 49 ans. À contrario et toujours sur ces 3 dernières années, les 37 800 femmes demandeuses d'emploi de 50 ans et plus ont vu leur effectif croître d'un millier de personnes et cela dans l'agglomération strasbourgeoise en particulier.

Parmi les demandeurs d'emploi de catégorie ABC, c'est-à-dire ceux tenus de rechercher un emploi, la part des demandeurs d'emploi de catégorie A, n'ayant donc eu aucune activité, s'élève à près de 62 % en moyenne sur l'année 2018. Cette proportion est variable selon les territoires de la région, plus marquée dans les grandes agglomérations ainsi que dans le nord de la région et les zones frontalières.

Malgré un palier présent durant l'année 2016, la demande d'emploi de longue durée (inscription à Pôle emploi depuis 1 an et plus) croît continuellement pour atteindre une part de 48,9 % fin 2018, soit 2 points de plus par rapport à fin 2017. Par ailleurs, le lien entre l'âge du demandeur d'emploi et sa durée d'inscription reste bien ancré. D'un côté, les jeunes actifs parviennent à rester moins longtemps en situation de chômage avec une présence diminuant de moitié entre 1 an et 2 ans de présence sur les listes de Pôle emploi. De l'autre, les seniors de plus de 50 ans, moins diplômés et détenant des compétences pouvant être distinctes de celles attendues sur le marché du travail actuel (numérique, informatique,...), représentent près de la moitié des 77 000 demandeurs d'emploi de la région inscrits à Pôle emploi depuis plus de 3 ans.

Fin 2018, le taux de chômage dans la région est proche de celui enregistré au niveau national (8,4 % contre 8,5 %). Il reste néanmoins plus prégnant dans les départements de l'Aube et des Ardennes. Le chômage touche davantage les hommes que les femmes (9,3 % contre 9,0 %). Il est plus élevé également parmi les plus jeunes avec en 2017 un taux annuel moyen régional de 22 %. Ce chômage des jeunes reste important en Meuse (23,8 %) et dépasse les 27 % dans l'Aube et les Ardennes.

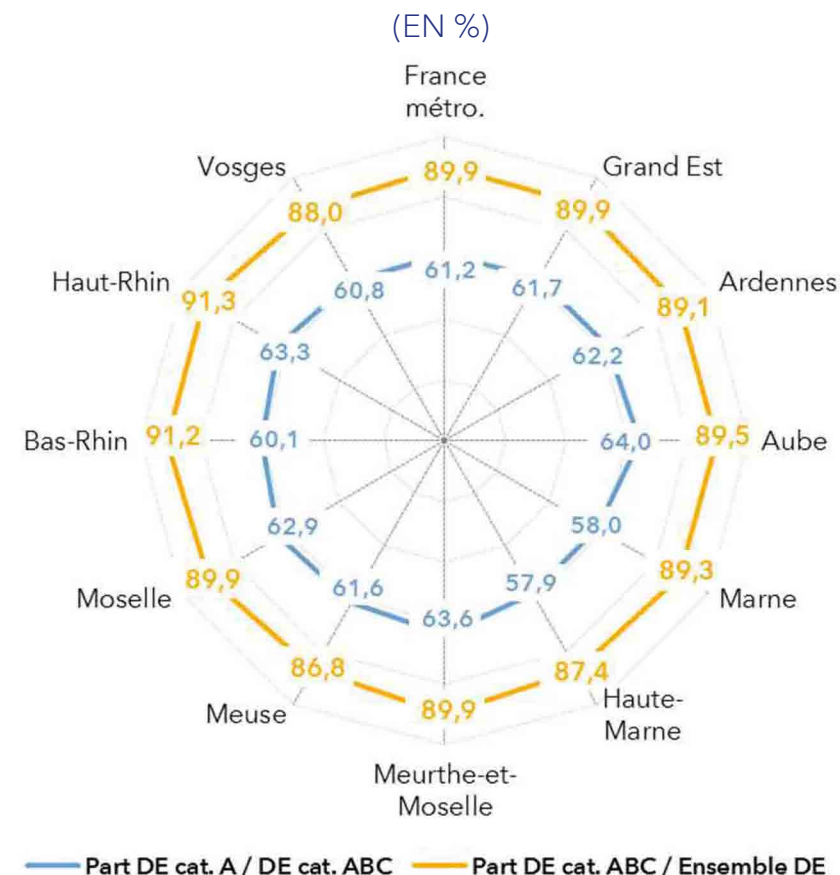
Fin 2018, 456 800 demandeurs d'emploi de catégorie ABC dans la région

Des demandeurs d'emploi de catégorie A plus présents dans l'Aube, la Meurthe-et-Moselle et le Haut-Rhin

## RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES

	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. ABC	Cat. D	Cat. E	Ensemble
Ardennes	15 420	3 090	6 290	24 800	1 420	1 620	27 840
Aube	19 530	3 860	7 120	30 510	1 550	2 030	34 090
Marne	27 870	7 150	13 040	48 060	2 590	3 150	53 800
Haute-Marne	7 850	1 840	3 860	13 550	850	1 110	15 510
Meurthe-et-Moselle	36 290	6 880	13 890	57 060	3 160	3 250	63 470
Meuse	8 780	1 790	3 680	14 250	930	1 240	16 420
Moselle	54 140	10 420	21 460	86 020	4 370	5 290	95 680
Bas-Rhin	53 760	11 710	23 920	89 390	4 310	4 360	98 060
Haut-Rhin	39 060	7 560	15 040	61 660	3 110	2 750	67 520
Vosges	19 160	4 110	8 250	31 520	1 740	2 540	35 800
<b>Grand Est</b>	<b>281 850</b>	<b>58 410</b>	<b>116 550</b>	<b>456 810</b>	<b>24 020</b>	<b>27 330</b>	<b>508 160</b>
France métro.	3 478 605	761 290	1 441 244	5 681 139	293 886	345 231	6 320 256

## PART DE DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES

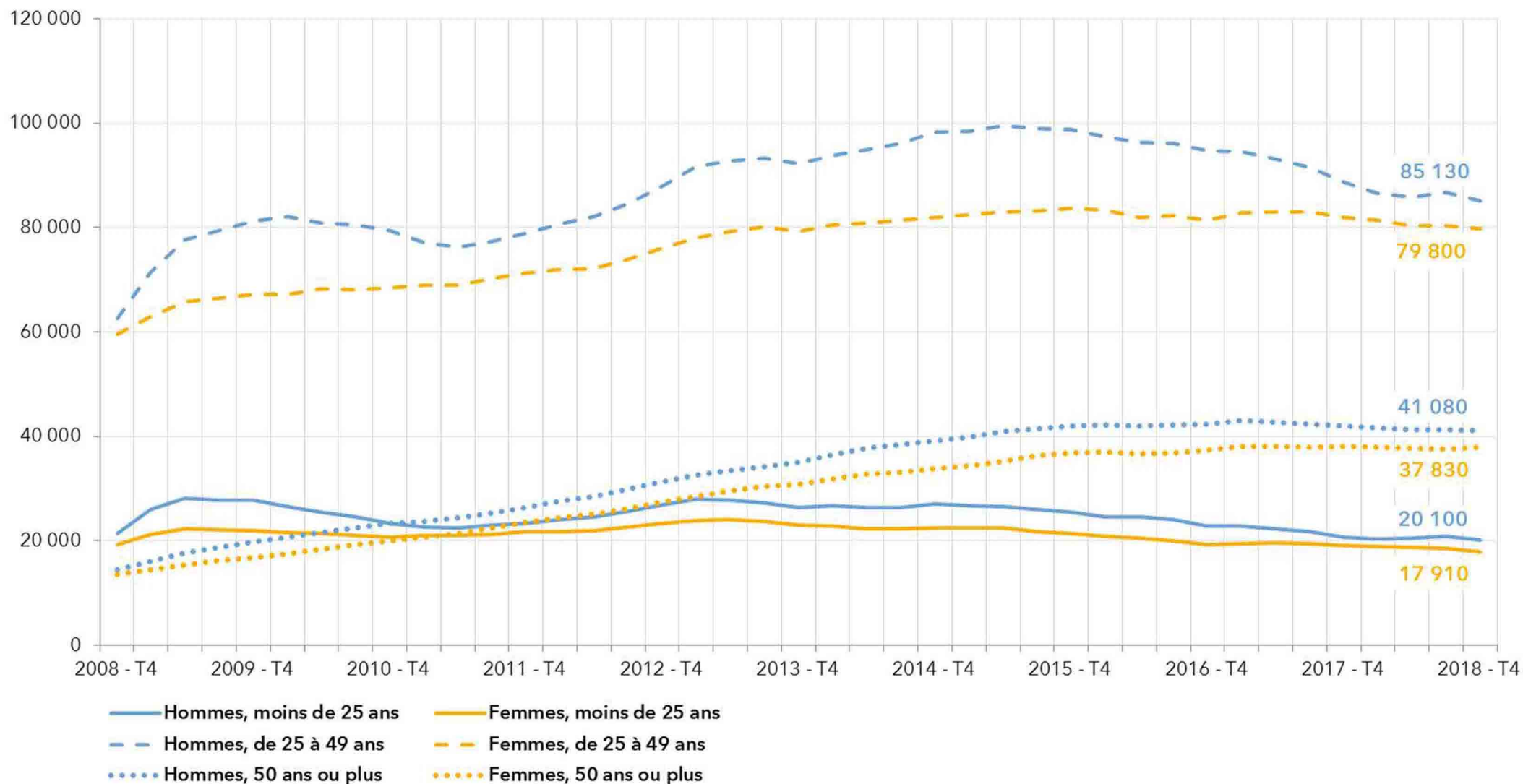


**Cat. A :** inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi  
**Cat. B :** inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (<= 78 heures)  
**Cat. C :** inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (>= 79 heures)  
**Cat. D :** inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi  
**Cat. E :** inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi

Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4<sup>ème</sup> trimestre 2018)

Un recul plus important de la demande d'emploi parmi les jeunes et les hommes âgés de 25 à 49 ans

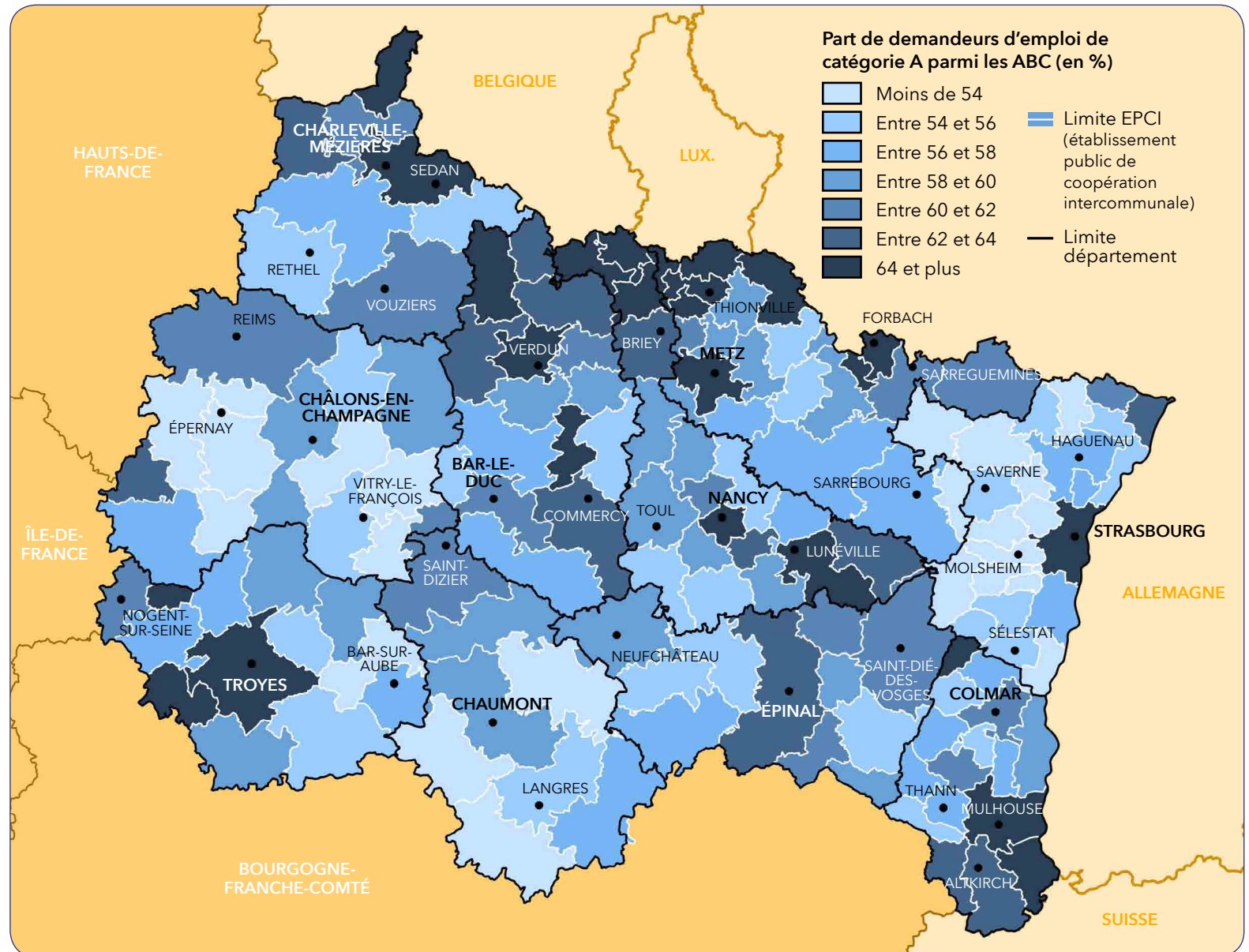
## ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET LE SEXE



Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4<sup>ème</sup> trimestre 2018) Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A

Une présence de demandeurs d'emploi de catégorie A plus importante dans les villes et les territoires frontaliers

## DEMANDEURS D'EMPLOI CAT. A / CAT. ABC PAR EPCI



Source : STMT - Pôle emploi, Dares données brutes

Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, en moyenne sur l'année 2018



Près d'un demandeur d'emploi sur deux inscrit à Pôle emploi depuis plus d'un an

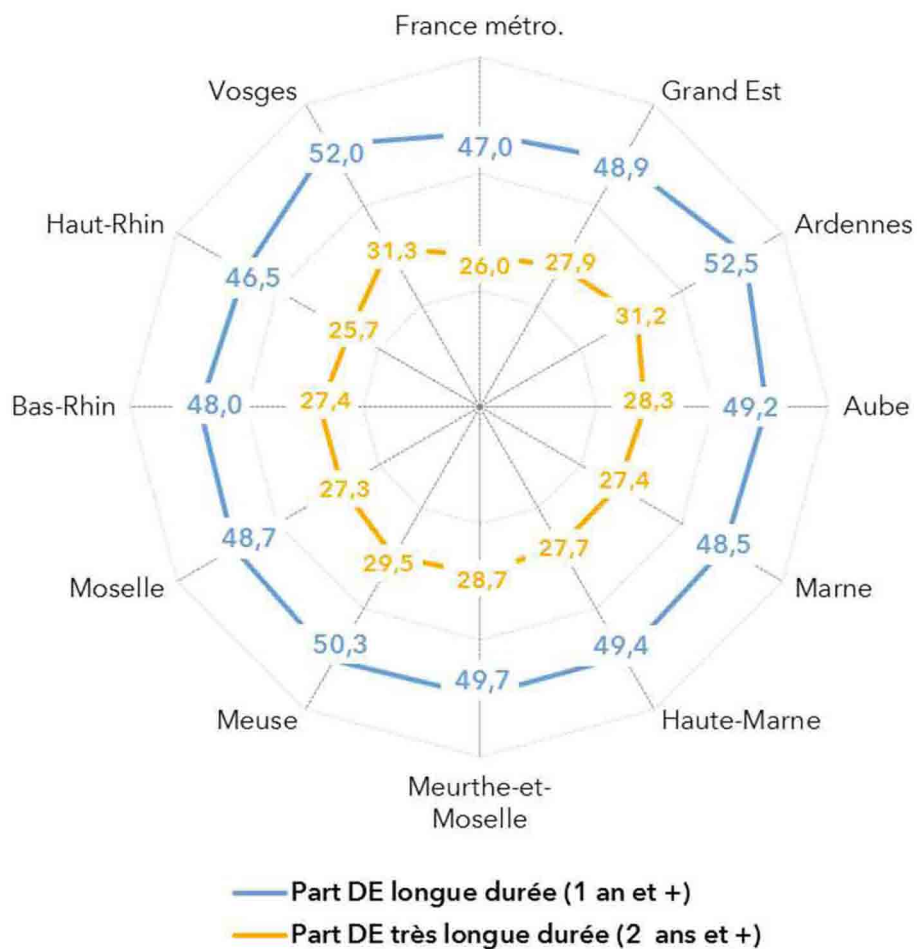
## RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION

	Moins d'un an		Entre 1 et 2 ans		Entre 2 et 3 ans		3 ans et plus		Ensemble	
	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)
Ardennes	11 770	-5,9	5 280	-0,8	2 880	13,4	4 870	0,2	24 807	-1,7
Aube	15 490	-4,7	6 370	-4,5	3 500	16,3	5 140	3,6	30 507	-1,3
Marne	24 740	-4,9	10 150	1,9	5 180	16,7	7 990	2,2	48 074	-0,3
Haute-Marne	6 850	-9,6	2 950	1,4	1 500	14,5	2 250	1,4	13 556	-3,3
Meurthe-et-Moselle	28 690	-7,4	11 960	-1,5	6 130	8,5	10 270	2,0	57 050	-3,0
Meuse	7 080	-6,2	2 960	1,0	1 550	8,4	2 650	5,2	14 243	-1,3
Moselle	44 150	-8,1	18 390	-1,6	9 520	17,0	13 950	1,1	86 017	-3,0
Bas-Rhin	46 460	-4,9	18 410	-5,6	9 800	11,6	14 720	1,5	89 391	-2,4
Haut-Rhin	32 960	-3,7	12 830	-4,8	6 630	12,4	9 240	3,0	61 664	-1,4
Vosges	15 140	-6,5	6 520	2,7	3 380	5,6	6 480	-0,9	31 522	-2,3
<b>Grand Est</b>	<b>233 340</b>	<b>-6,0</b>	<b>95 820</b>	<b>-2,2</b>	<b>50 070</b>	<b>12,8</b>	<b>77 570</b>	<b>1,7</b>	<b>456 805</b>	<b>-2,1</b>
France métropolitaine	3 011 981	-4,5	1 191 821	4,2	572 873	9,7	904 464	3,0	5 681 148	-0,3

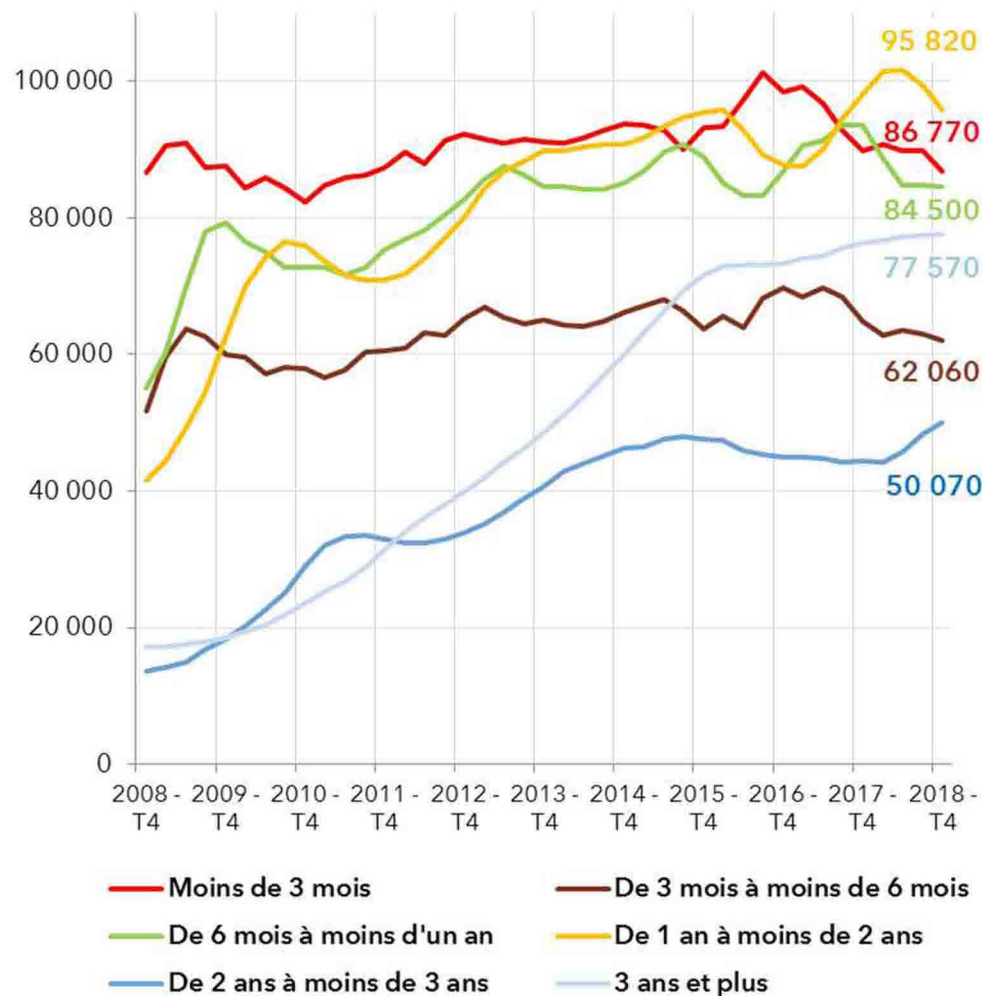
Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4<sup>ème</sup> trimestre 2018) Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC

Une demande d'emploi de longue durée plus prégnante qu'au niveau national, en particulier dans les Ardennes et les Vosges  
 Depuis fin 2017, une hausse notable de demandeurs d'emploi ayant une ancienneté d'inscription comprise entre 2 et 3 ans

**PARTS DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION**



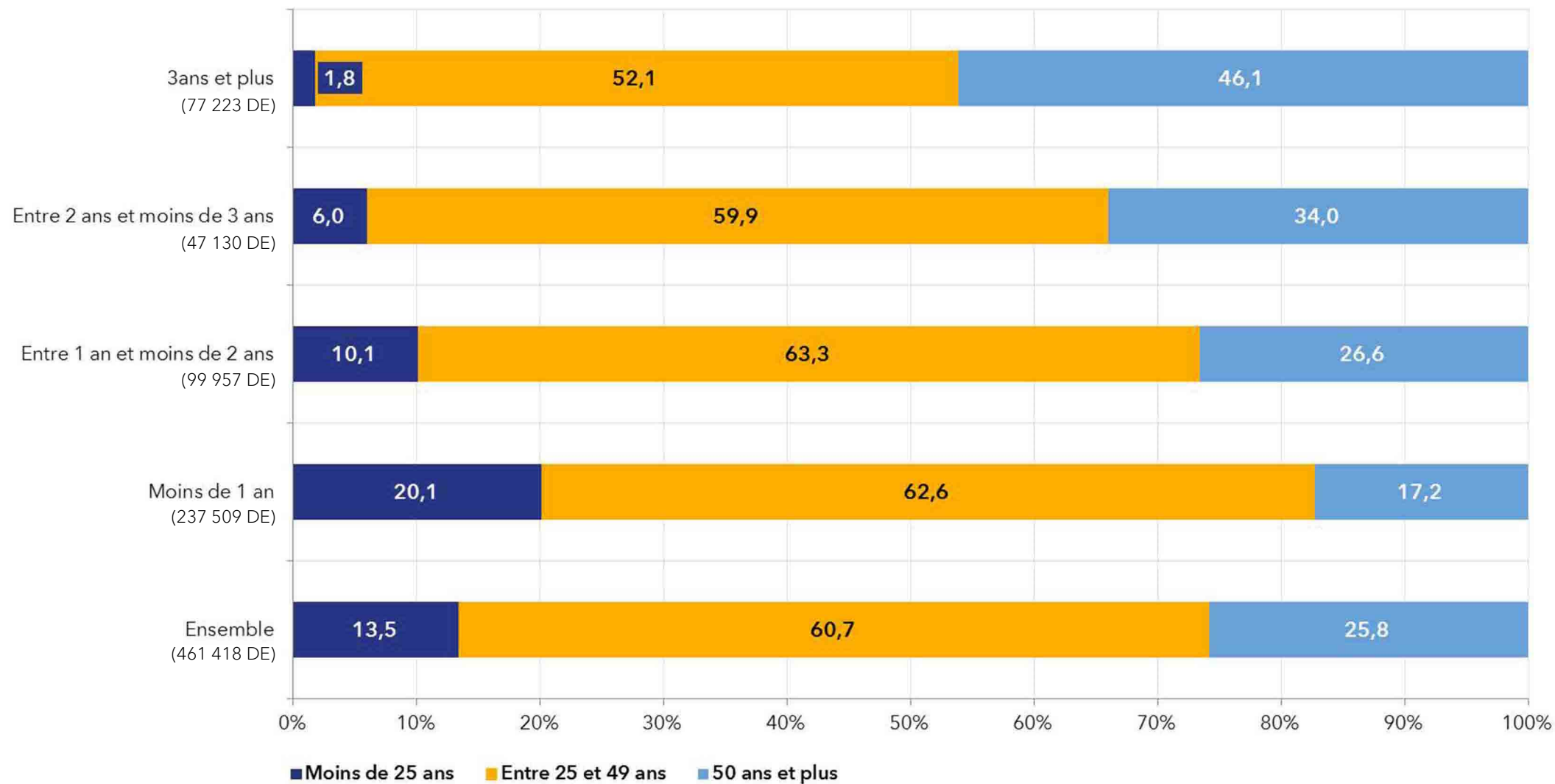
**ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION**



Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4<sup>ème</sup> trimestre 2018) Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC

*Un lien fort entre l'ancienneté d'inscription et l'âge du demandeur d'emploi*

## RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION ET LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



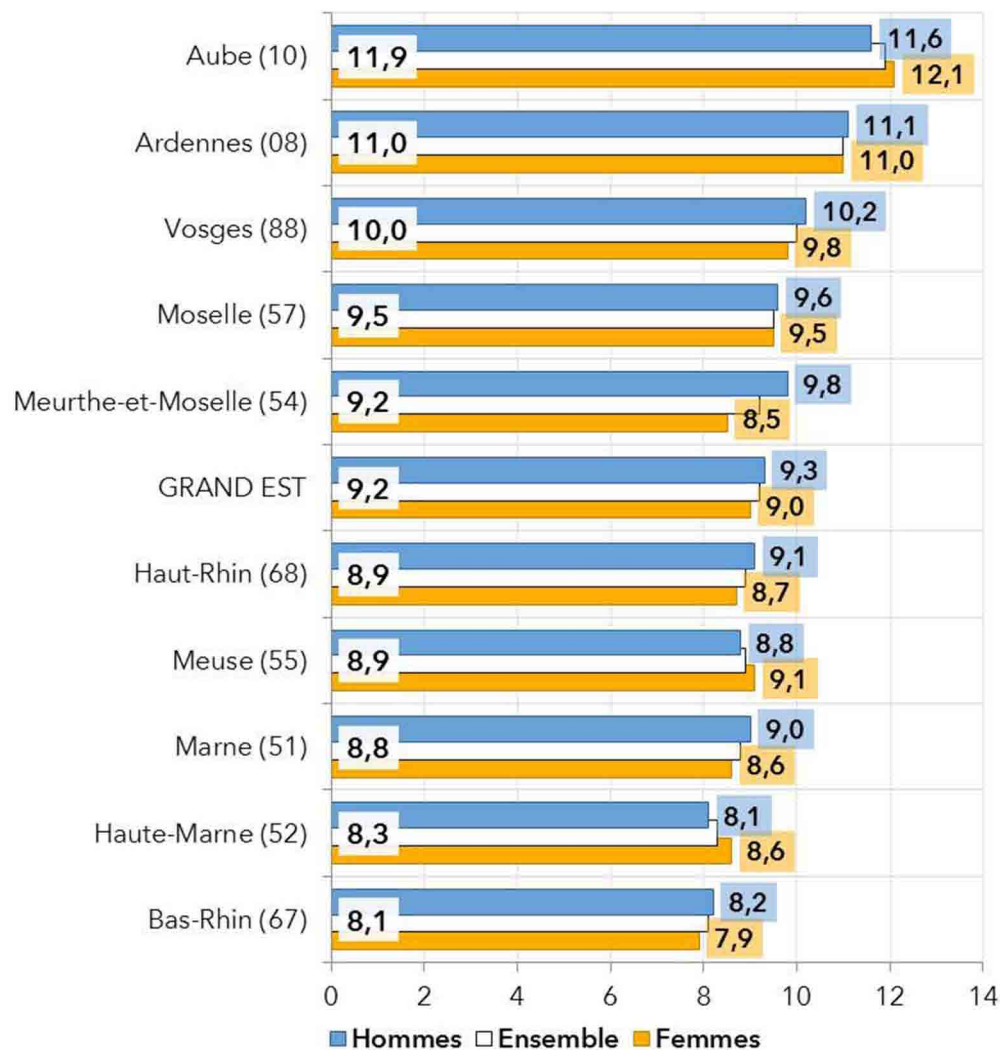
Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données brutes Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC, en moyenne sur l'année 2018

Les hommes davantage touchés par le chômage en Meurthe-et-Moselle et plus d'un jeune sur quatre au chômage dans l'Aube, les Ardennes et les Vosges

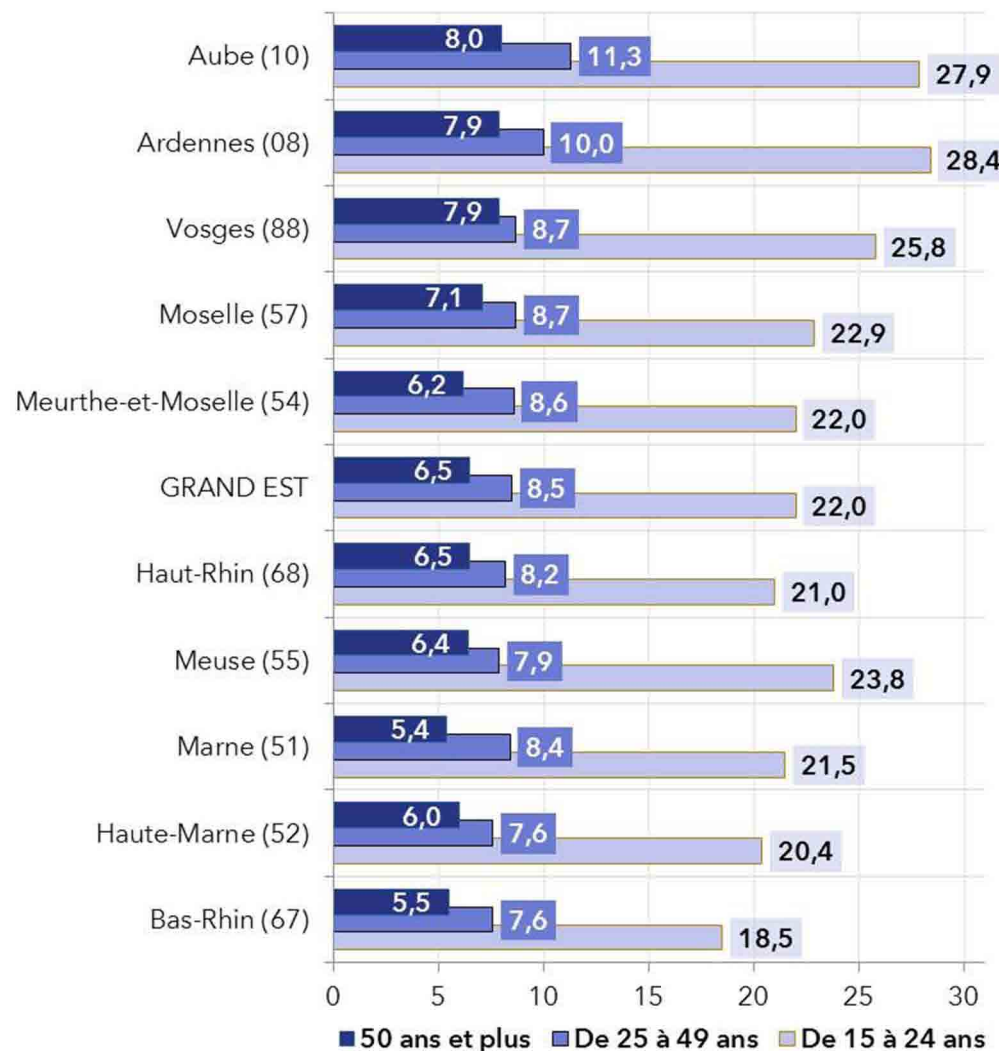
## TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN

ANNÉE 2017

SELON LE **SEXE** (EN %)



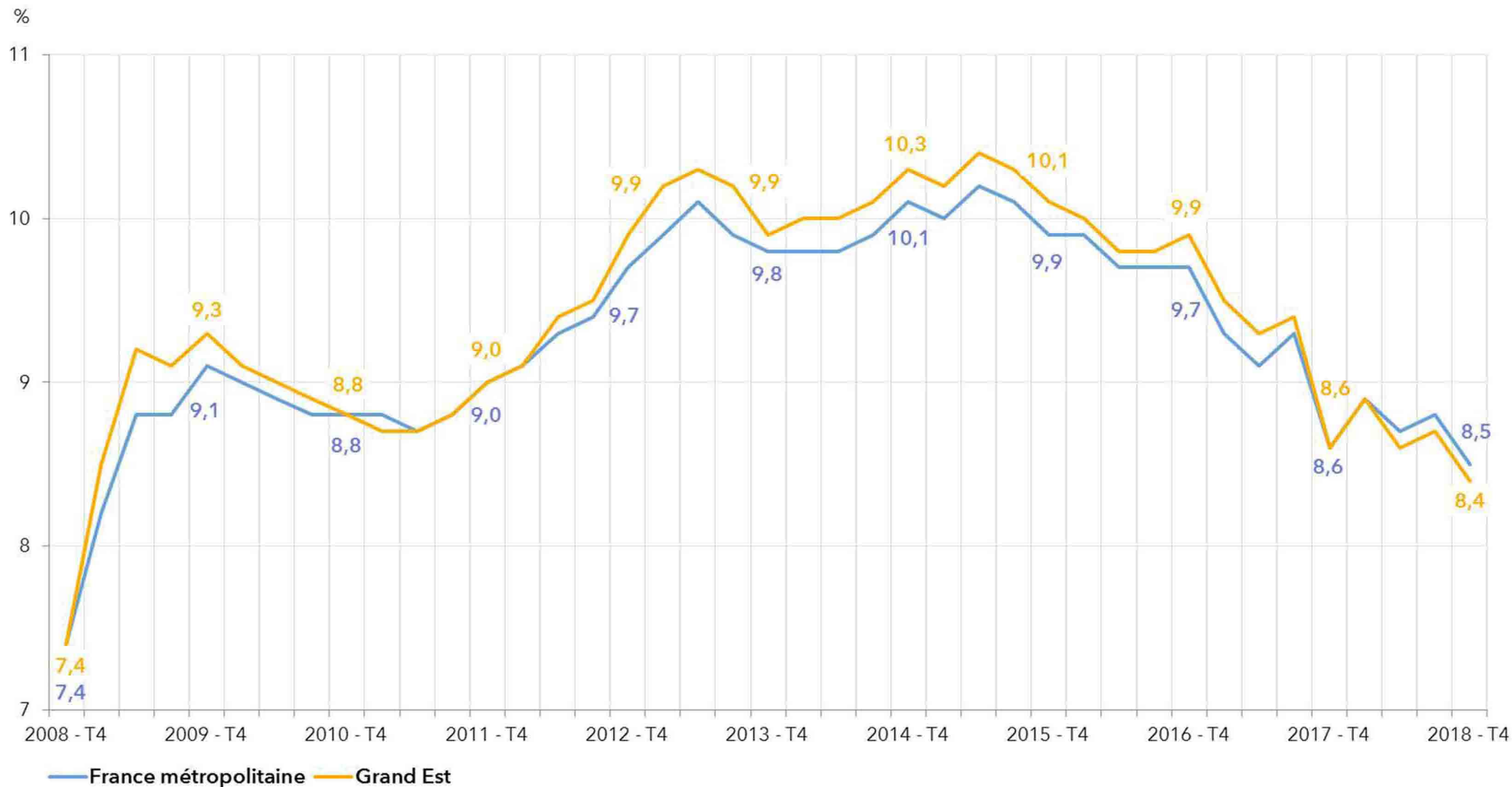
SELON LA **TRANCHE D'ÂGE** (EN %)



Source : Insee, taux de chômage localisé, enquête emploi **Champ** : personnes âgées de 15 ans ou plus

Un recul du chômage moins accentué durant l'année 2018

## ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE LOCALISÉ



Source : Insee, taux de chômage localisé



# TISSU PRODUCTIF

Fin 2016, près de 425 000 établissements actifs sont implantés dans le Grand Est. Les petites unités n'employant aucun salarié représentent la plus grande majorité (62,7 %). Les 29 800 établissements de 10 salariés et plus constituent 7 % de l'ensemble de l'appareil productif, une part se réduisant à moins de 1 % si l'on considère ceux employant plus de 100 salariés.

Les orientations sectorielles diffèrent selon les départements. La Marne, l'Aube et la Meuse affichent ainsi une prépondérance du secteur agricole liée naturellement à l'importance de l'activité viticole dans ces territoires. L'administration et les services publics en général sont plus implantés en Meurthe-et-Moselle tandis que les entreprises du BTP sont plus présentes en Moselle et dans les Vosges.

En comparaison avec la France métropolitaine, la région compte davantage de petites unités dans le commerce et le tertiaire. Les établissements du BTP de taille moyenne ayant entre 20 et 49 salariés sont eux aussi plus représentés tout comme les sites industriels de plus de 100 salariés.

Dans le Grand Est, un peu plus de 37 500 établissements ont été créés en 2017. Depuis 2 ans, le rythme des créations reprend des couleurs avec une hausse de 10,9 % par rapport au point bas de 2015. Sur une plus longue période, le fléchissement dans la dynamique entrepreneuriale reste toutefois perceptible avec un recul de 12 % par rapport à 2009 alors qu'une hausse de 4 % est enregistrée au niveau national. Parmi les principaux secteurs, celui de la construction affiche une baisse notable de 34 % par rapport à 2009.

Parmi les départements et face à cette lente décroissance de long terme, seuls la Marne et le Bas-Rhin avec les pôles économiques de Reims et Strasbourg tirent récemment leur épingle du jeu avec des hausses respectives de 22,2 % et 18,5 % depuis 2015.

La région reste spécialisée dans de nombreux sous-secteurs de l'industrie tels que la fabrication d'équipements électriques, de machines ou la fabrication de produits industriels. Malgré une perte de 27 000 emplois depuis 2010, ces 2 secteurs concentrent 200 000 emplois salariés en 2018 et renforcent encore un peu plus le visage industriel du Grand Est. L'agriculture marque toujours l'identité de la région contrairement au secteur de l'information et de la communication qui se développe difficilement et où la représentation en emploi est près de 2 fois moins importante qu'au niveau national (1,4 % contre 3,2 %).

À travers leur taille en nombre d'emplois, les usines Peugeot-Citroën identifient plusieurs territoires comme ceux à proximité de Mulhouse, Metz et Charleville-Mézières. À Erstein, Würth France dans le commerce de gros et ArcelorMittal dans la métallurgie basé à Florange complètent la liste des principaux établissements de la région. Du côté du secteur public, ce sont essentiellement les hôpitaux des grandes métropoles (Strasbourg, Reims, Nancy) qui arrivent en première position. Aux côtés des principales instances administratives de la région, seule l'Université de Strasbourg s'intercale parmi ces grandes structures de santé.

## STOCK D'ÉTABLISSEMENTS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38...

AU 31 DÉCEMBRE 2016 (DONNÉES DÉFINITIVES)		0 sal.	de 1 à 9 sal.	de 10 à 19 sal.	de 20 à 49 sal.	de 50 à 99 sal.	de 100 à 249 sal.	de 250 à 499 sal.	de 500 à 999 sal.	1000 sal. et plus	Total
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	52 648	9 928	177	57	9	6	1	1	-	<b>62 827</b>
BZ	Industries extractives	150	156	40	26	3	-	-	-	-	<b>375</b>
CA	Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	2 044	3 365	476	194	72	78	21	3	2	<b>6 255</b>
CB	Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	1 128	188	48	47	23	24	5	2	-	<b>1 465</b>
CC	Travail bois, ind. papier & imprimerie	1 652	716	160	126	45	31	12	3	-	<b>2 745</b>
CD	Cokéfaction et raffinage	9	2	1	-	-	-	-	-	-	<b>12</b>
CE	Industrie chimique	124	80	23	39	14	23	8	1	-	<b>312</b>
CF	Industrie pharmaceutique	9	16	3	12	1	10	5	1	1	<b>58</b>
CG	Fab. ps caou., plas., aut. ps mi. non m.	680	512	128	115	64	49	12	4	1	<b>1 565</b>
CH	Métallurgie & fab. ps mét. sauf machines	937	888	341	251	87	77	20	5	3	<b>2 609</b>
CI	Fab. prod. informat., électroniq. & opt.	79	67	23	25	15	12	4	2	-	<b>227</b>
CJ	Fabrication d'équipements électriques	85	73	33	27	12	19	10	3	2	<b>264</b>
CK	Fabric. de machines & équipements n.c.a.	229	259	70	79	39	37	15	5	3	<b>736</b>
CL	Fabrication de matériels de transport	107	64	28	27	20	31	6	8	6	<b>297</b>
CM	Aut. ind. manif.; répa. & inst. de mach.	3 156	1 630	218	164	42	26	6	4	-	<b>5 246</b>
DZ	Prdn & distr. élec. gaz vap. & air cond.	3 825	228	62	81	40	21	3	4	1	<b>4 265</b>
EZ	Gestion eau, déchets & dépollution	1 513	888	178	138	41	18	-	1	-	<b>2 777</b>
FZ	Construction	24 540	14 805	1 390	851	183	63	4	-	1	<b>41 837</b>

Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

## ...STOCK D'ÉTABLISSEMENTS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38 (SUITE)

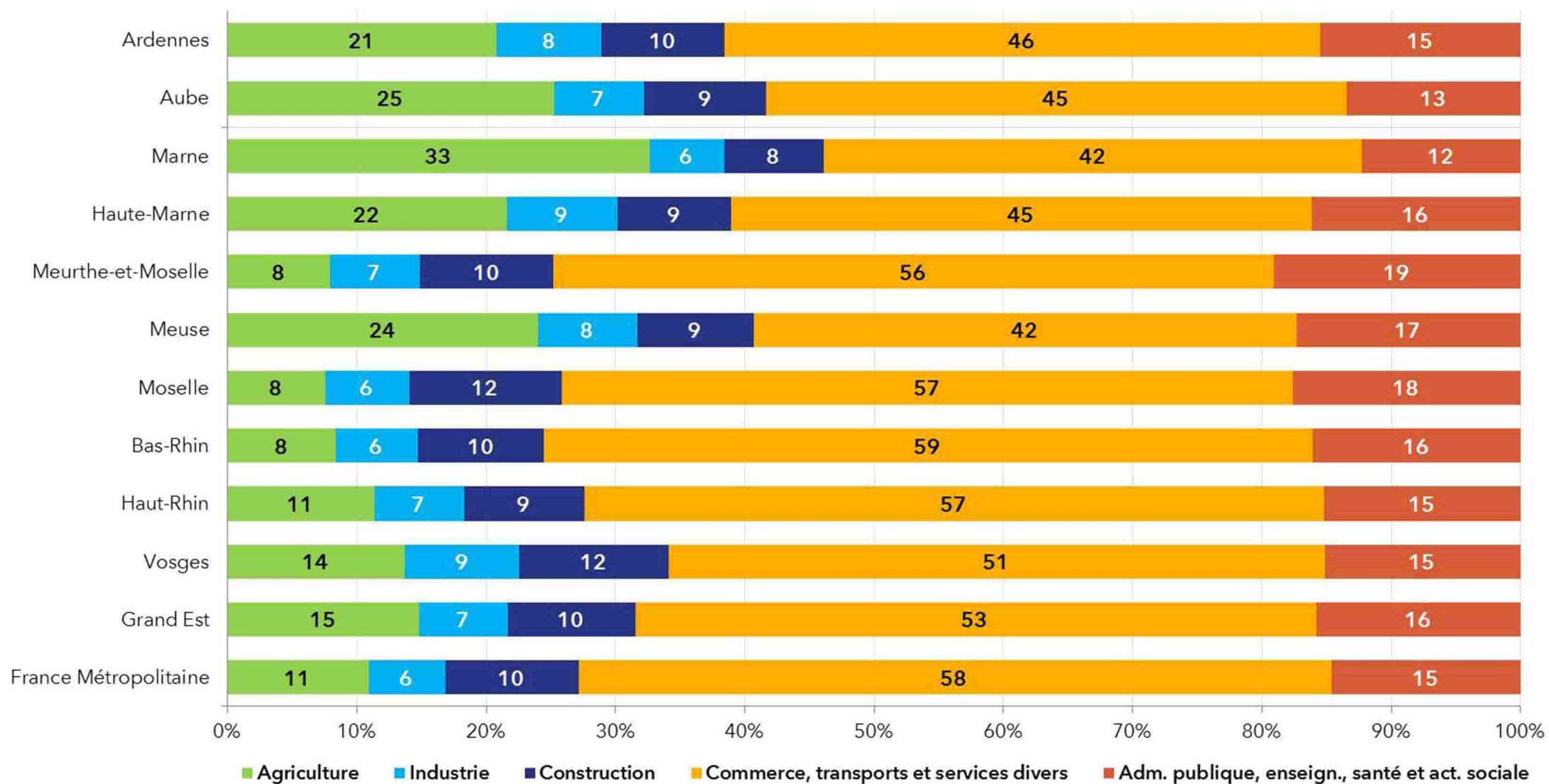
AU 31 DÉCEMBRE 2016 (DONNÉES DÉFINITIVES)		0 sal.	de 1 à 9 sal.	de 10 à 19 sal.	de 20 à 49 sal.	de 50 à 99 sal.	de 100 à 249 sal.	de 250 à 499 sal.	de 500 à 999 sal.	1000 sal. et plus	Total
GZ	Commerce ; répar. automobile & motocycle	40 787	27 573	2 807	1 425	381	166	59	5	1	73 204
HZ	Transports et entreposage	4 648	2 704	759	682	218	137	35	12	1	9 196
IZ	Hébergement et restauration	9 487	10 803	1 028	508	49	11	-	-	-	21 886
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	1 339	515	85	51	12	6	3	1	-	2 012
JB	Télécommunications	244	124	28	17	10	17	4	-	-	444
JC	Act. informatique & svices d'information	4 045	979	130	74	23	16	1	-	-	5 268
KZ	Activités financières et d'assurance	8 396	4 937	620	193	63	35	12	8	1	14 265
LZ	Activités immobilières	11 252	2 423	113	89	22	20	3	-	-	13 922
MA	Act. juri., compta., gest., arch., ingé.	15 546	6 358	715	338	81	38	5	-	-	23 081
MB	Recherche-développement scientifique	368	130	30	22	12	7	3	2	1	575
MC	Autres act. spécial., scientif. et tech.	7 492	1 409	106	46	17	10	1	-	-	9 081
NZ	Act. de svices administratifs & soutien	9 563	4 245	529	410	153	91	39	6	1	15 037
OZ	Administration publique	1 398	5 572	1 089	704	299	191	52	30	14	9 349
PZ	Enseignement	8 871	5 952	1 422	821	462	174	22	6	4	17 734
QA	Activités pour la santé humaine	26 815	6 466	487	322	93	103	44	37	23	34 390
QB	Héb. méd.-soc. & soc. & ac. soc. ss héb.	1 128	1 844	848	1 032	624	177	12	8	2	5 675
RZ	Arts, spectacles & activités récréatives	5 791	2 964	189	123	32	13	2	-	-	9 114
SZ	Autres activités de services	16 212	9 662	410	177	54	17	4	1	-	26 537
<b>Ensemble</b>		<b>266 297</b>	<b>128 525</b>	<b>14 794</b>	<b>9 293</b>	<b>3 315</b>	<b>1 754</b>	<b>433</b>	<b>163</b>	<b>68</b>	<b>424 642</b>

Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)



*Agriculture à l'ouest de la région, services et administrations à l'est*

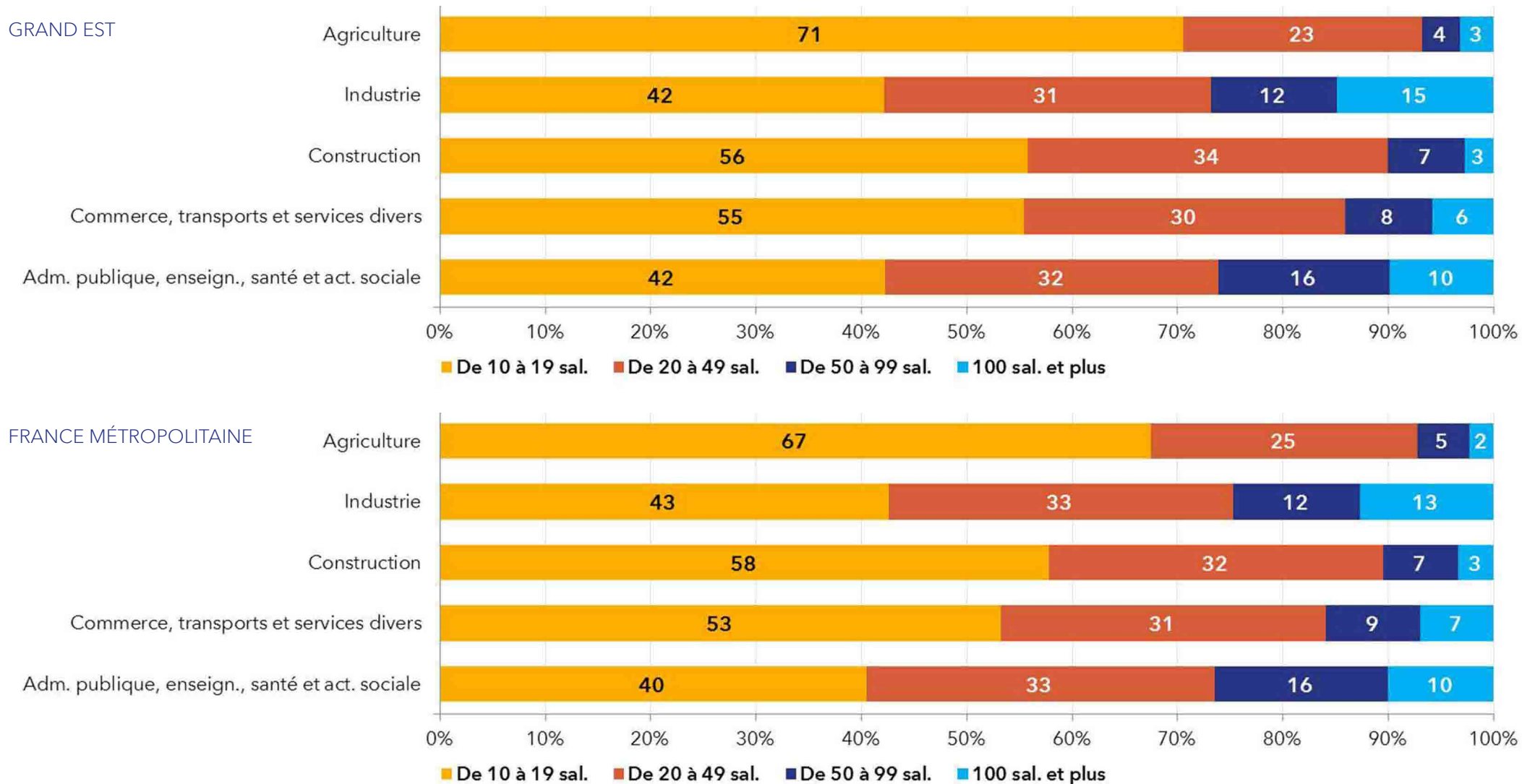
## RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS (EN %)



Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - stocks d'établissements 2016 (données définitives) Champ : établissements toutes tailles confondus (y compris 0 sal.)

Dans le Grand Est, davantage de petits commerces, d'établissements du BTP de taille moyenne et de grandes industries

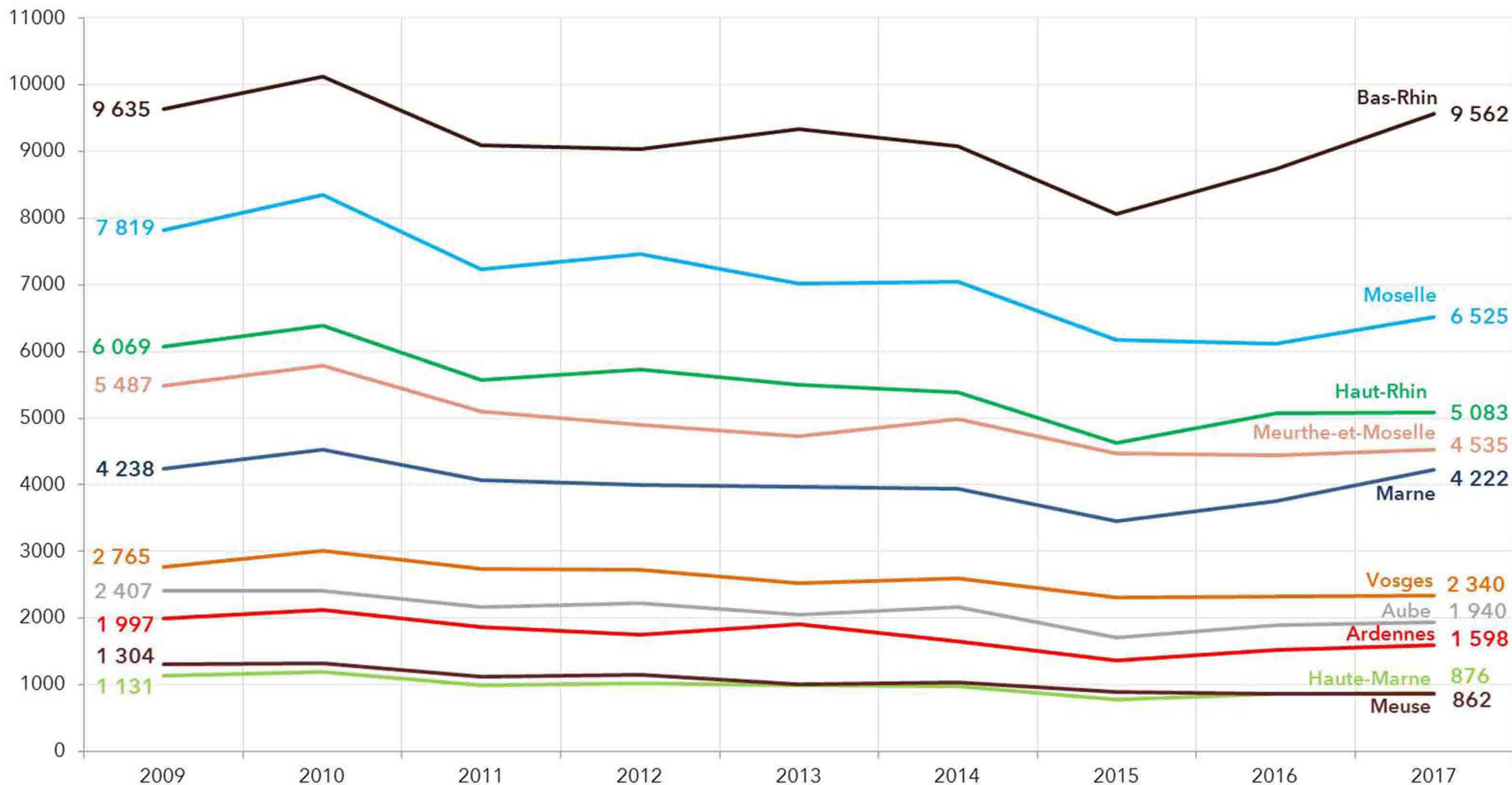
## RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE (EN %)



Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - stocks d'établissements 2016 (données définitives) Champ : établissements de 10 salariés et plus

Plus de 37 500 créations d'établissements en 2017 concentrées dans le Bas-Rhin et la Moselle

## CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2009-2017

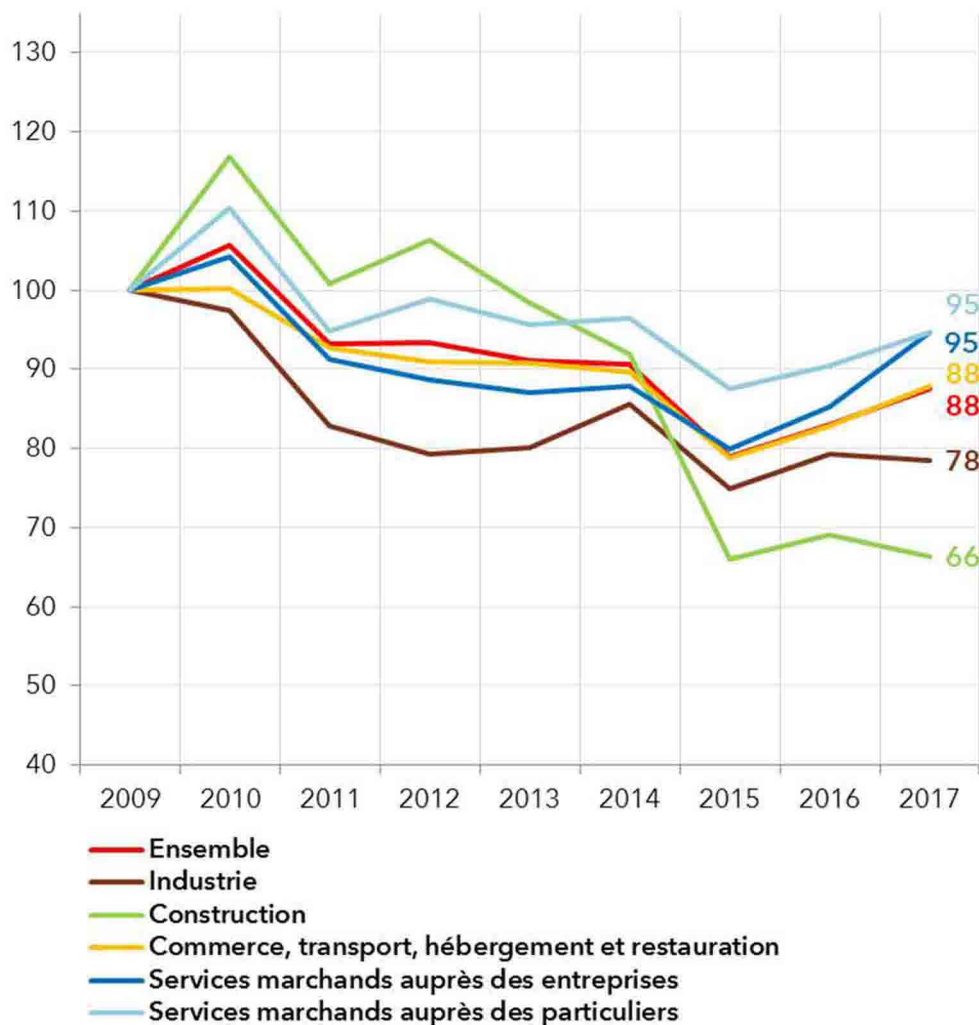


Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

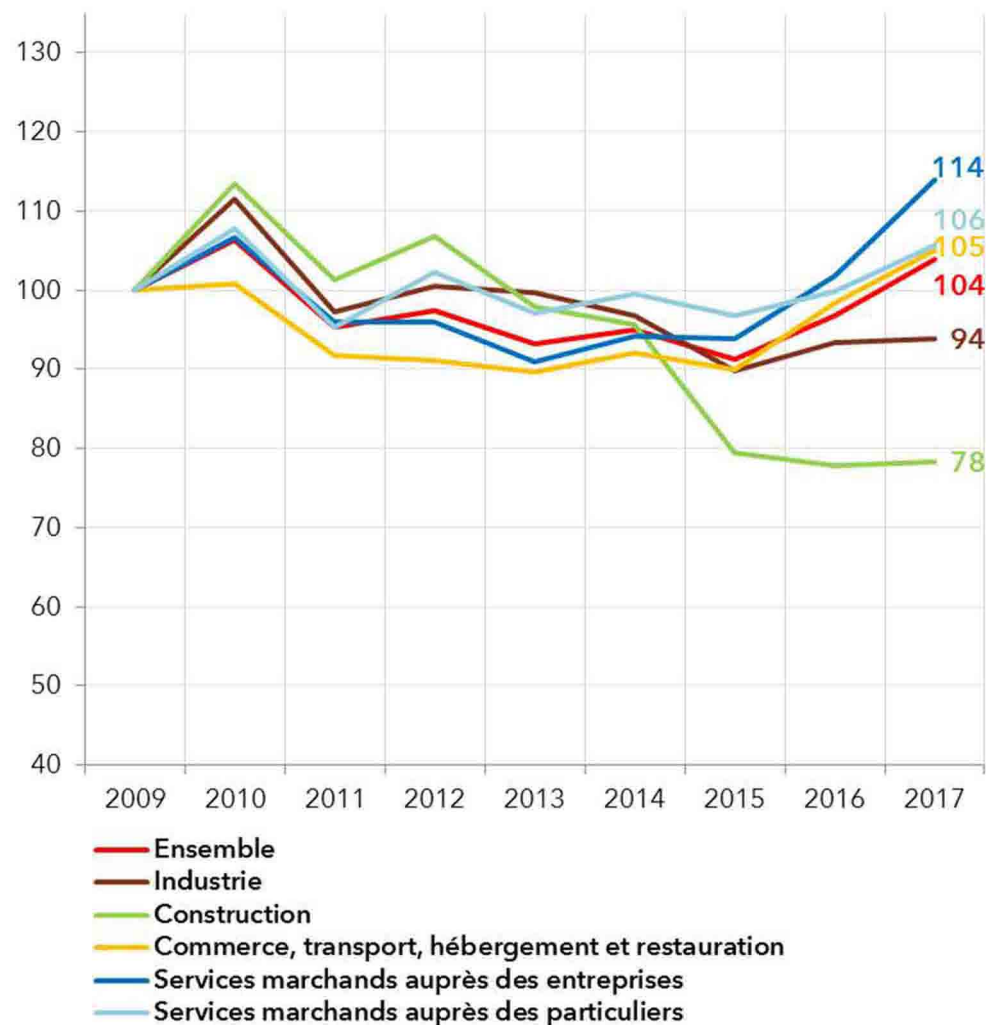
Sur une longue période, un fléchissement des créations d'établissements dans tous les secteurs d'activité

## ÉVOLUTION DE LA CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2009-2017

INDICE BASE 100 EN 2009 - **GRAND EST**



INDICE BASE 100 EN 2009 - **FRANCE MÉTROPOLITAINE**

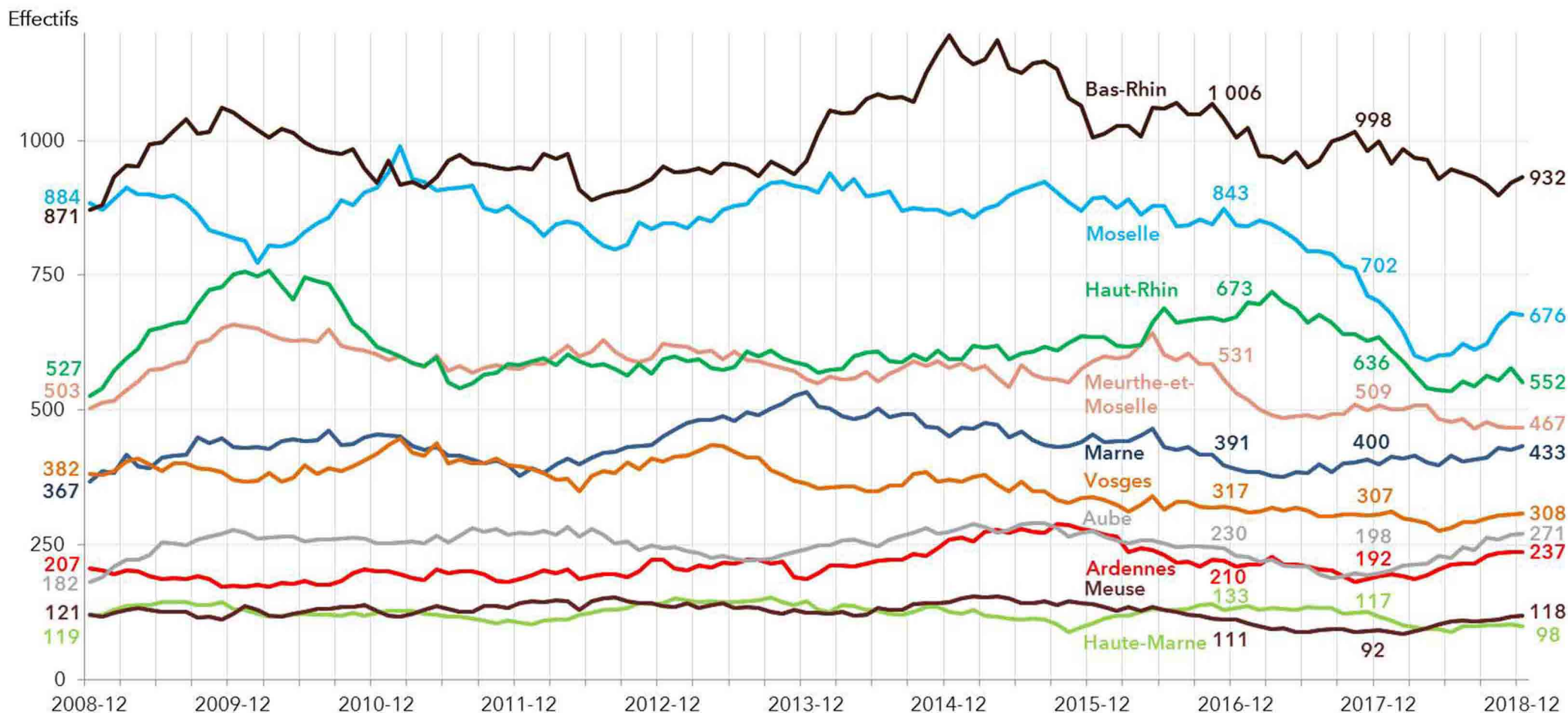


Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Fin 2018, une remontée des défaillances d'entreprises en Moselle, les Ardennes et l'Aube

## ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2009-2018 SELON LES DÉPARTEMENTS

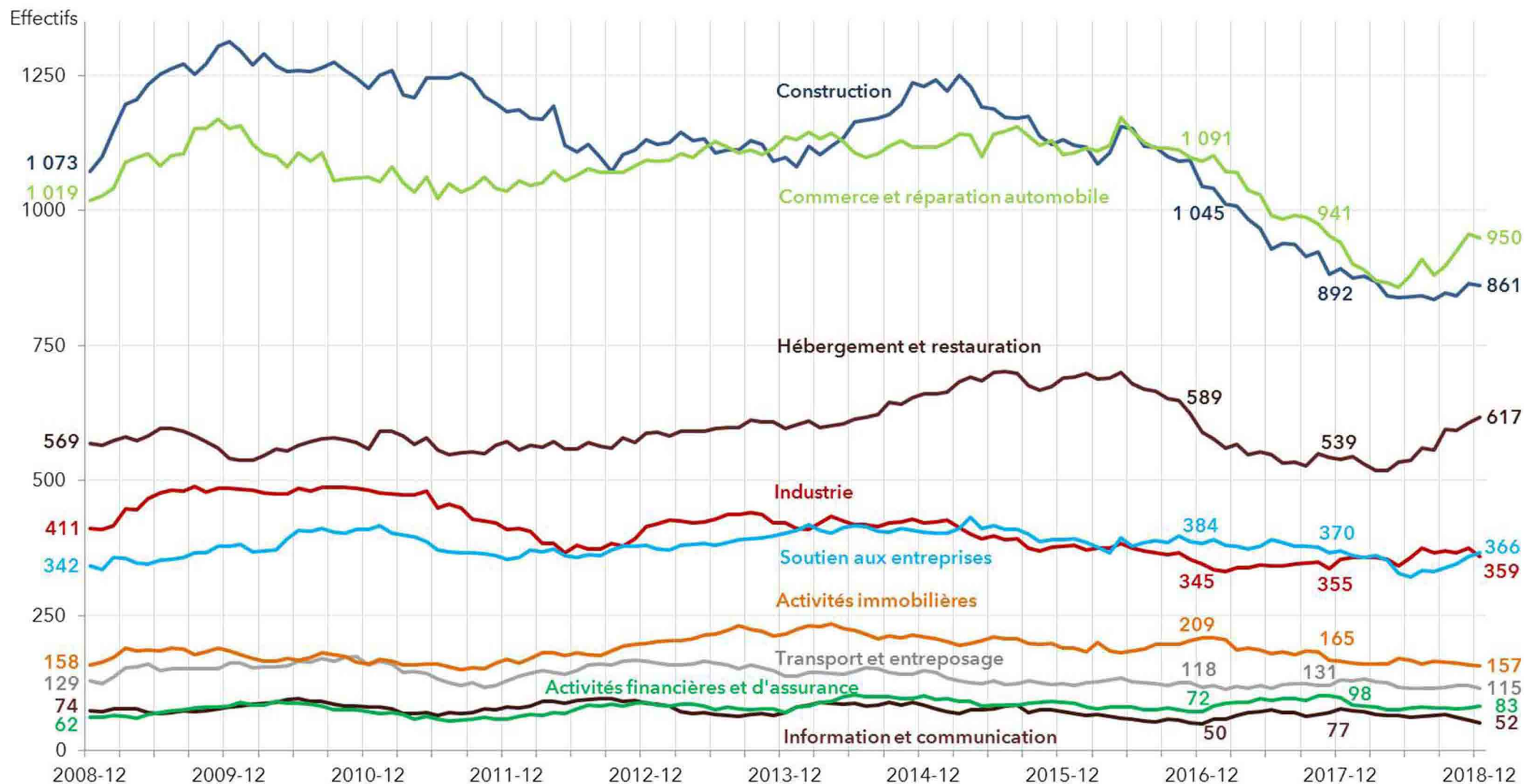
**Défaillances d'entreprises** : dans les statistiques de l'Insee, la défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de jugement de redressement judiciaire, dans un tribunal de commerce ou dans un tribunal de grande instance, à l'encontre d'une entreprise. Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en situation de cessation de paiements, c'est-à-dire lorsqu'elle ne peut plus faire face à ses dettes. Elle ne se traduit pas toujours par une liquidation. L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire fait toujours l'objet d'une inscription au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).



Source : Insee, cumul brut glissant sur 12 mois

*Des défaillances d'entreprises plus accentuées dans les secteurs du commerce et de l'hébergement et restauration*

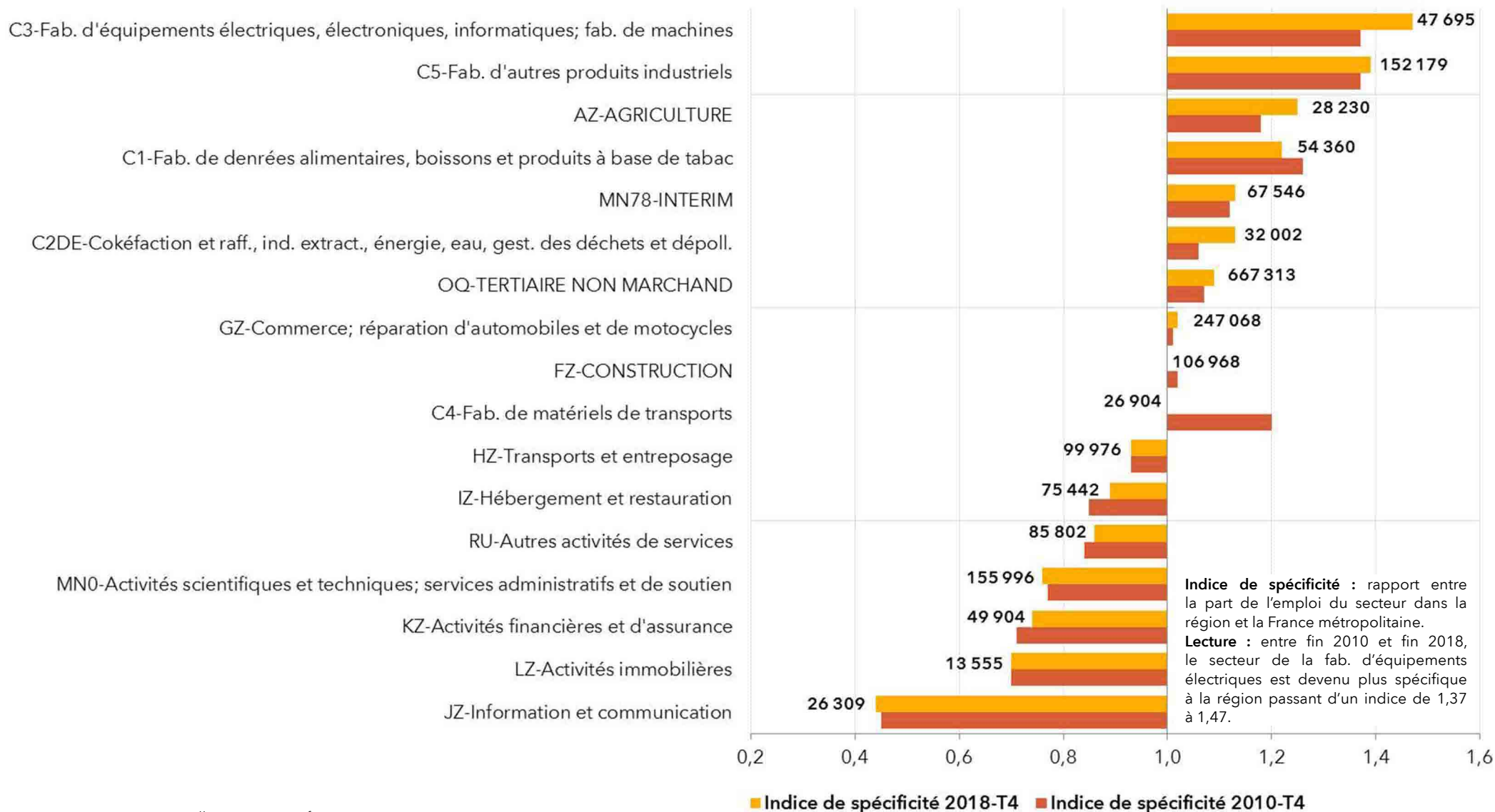
## ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2009-2018 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ



Source : Insee, cumul brut glissant sur 12 mois

Une région qui préserve un visage industriel et qui se spécialise dans l'agriculture

## SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET VOLUME D'EMPLOI PAR SECTEUR



Source : Estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

## TOP 20 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ

Dép.	Commune	Dénomination	Secteur d'activité	Effectif
68	Sausheim	Peugeot Citroën Automobile SA	Industrie automobile	entre 5000 et 9999 salariés
67	Erstein	Würth France	Commerce de gros	entre 2000 et 4999 salariés
57	Trémery	Peugeot Citroën Automobile SA	Industrie automobile	
57	Florange	Arcelormittal Atlantique et Lorraine	Métallurgie	
54	Batilly	Société Véhicules Automobiles Batilly	Industrie automobile	
67	Haguenau	Schaeffler France	Industrie automobile	
08	Villers-Semeuse	Peugeot Citroën Automobile SA	Métallurgie	entre 1000 et 1999 salariés
67	Obernai	Hager Electro	Fabrication d'équipements électriques	
67	Fegersheim	Lilly France	Industrie pharmaceutique	
67	Strasbourg	Compagnie des Transports Strasbourgeois	Transports terrestres et par conduites	
57	Metz	Peugeot Citroën Automobile SA	Industrie automobile	
68	Mulhouse	Association Pour Accompag Maintien à Domicile	Action sociale sans hébergement	
57	Cattenom	Électricité de France	Prod distrib élec gaz vapeur air condit	
68	Biesheim	Constellium Neuf Brisach	Métallurgie	
57	Sarreguemines	Continental France	Fabrication prod caoutchouc plastiques	
67	Strasbourg	Association Bas-Rhinoise Aide Personnes Agées	Action sociale sans hébergement	
67	Mundolsheim	Herbalife International France	Commerce de gros	
67	Saverne	Kuhn SA	Fabrication machines équipements n.c.a.	
67	Haguenau	Sew Usocom	Fabrication d'équipements électriques	
67	Molsheim	Millipore	Fabrication machines équipements n.c.a.	

Source : Insee, Clap 2015



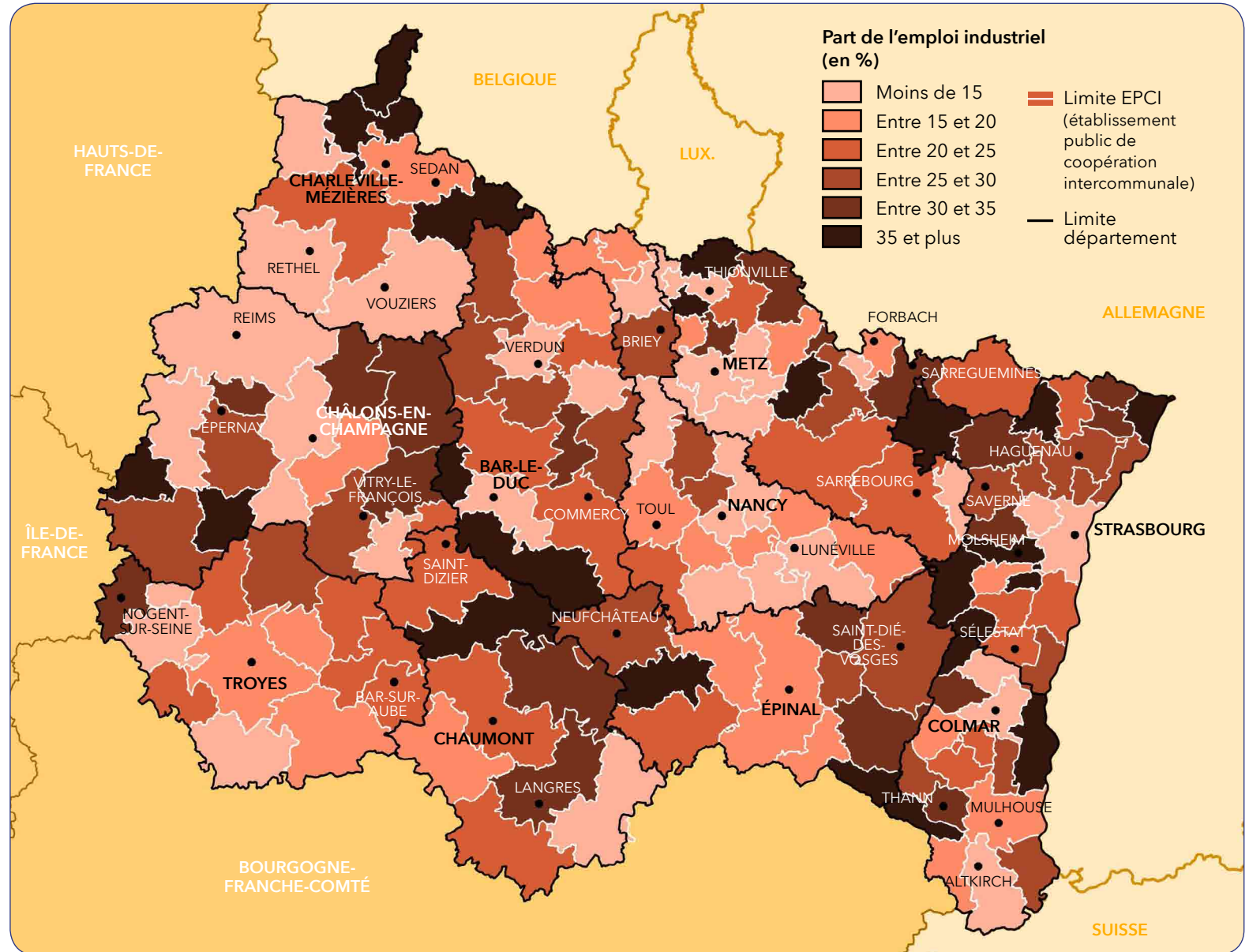
## TOP 20 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC

Dép.	Commune	Dénomination	Secteur d'activité	Effectif
67	Strasbourg	Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg	Activités pour la santé humaine	10000 salariés et plus
67	Strasbourg	Eurométropole de Strasbourg	Administration publique défense sécu soc	entre 5000 et 9999 salariés
51	Reims	Centre Hospitalier Universitaire Reims	Activités pour la santé humaine	
54	Vandœuvre-lès-Nancy	Centre Hospitalier Régional de Nancy	Activités pour la santé humaine	entre 2000 et 4999 salariés
67	Strasbourg	Université de Strasbourg	Enseignement	
54	Nancy	Centre Hospitalier Régional de Nancy	Activités pour la santé humaine	
68	Mulhouse	Groupe Hospitalier Région. Mulhouse Sud Alsace	Activités pour la santé humaine	
68	Colmar	Centre Hospitalier de Colmar	Activités pour la santé humaine	
57	Metz	Hôtel de Région	Administration publique défense sécu soc	
67	Strasbourg	Département du Bas-Rhin	Administration publique défense sécu soc	
57	Ars-Laquenexy	Centre Hospitalier Régional Metz Thionville	Activités pour la santé humaine	
57	Metz	Département de la Moselle	Administration publique défense sécu soc	
10	Troyes	Centre Hospitalier de Troyes	Activités pour la santé humaine	
57	Metz	Commune de Metz	Administration publique défense sécu soc	
68	Colmar	Département du Haut-Rhin	Administration publique défense sécu soc	
08	Charleville-Mézières	Centre Hospitalier de Charleville-Mézières	Activités pour la santé humaine	
57	Thionville	Centre Hospitalier Régional Metz Thionville	Activités pour la santé humaine	
51	Châlons-en-Champagne	Hôtel de Région	Administration publique défense sécu soc	
67	Strasbourg	Hôtel de Région	Administration publique défense sécu soc	
67	Haguenau	Centre Hospitalier	Activités pour la santé humaine	

Source : Insee, Clap 2015

Des territoires très industrialisés dans le nord et l'est de la région ainsi qu'au sud de la Meuse

## PRÉSENCE DE L'INDUSTRIE SELON LES EPCI



Source : Insee, Clap 2015



# POLITIQUE DE L'EMPLOI

L'objectif principal des politiques de l'emploi vise à faciliter le retour à l'emploi d'un public rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Au sein de cette population, les jeunes constituent une cible particulièrement privilégiée pour lesquels de nombreux dispositifs sont mis en place. On retrouve dans ce cadre le parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) ainsi que la Garantie Jeunes, deux dispositifs liés et comptabilisant respectivement dans la région 16 770 et 6 712 entrées en 2018. La part de jeunes issus des quartiers prioritaires de la ville (QPV) est d'ailleurs très sensible avec environ un jeune sur cinq pour la Garantie Jeunes.

L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier d'un accompagnement renforcé afin de se réinsérer sur le marché du travail. Ce dispositif se décline selon 4 types de structure : les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), les associations intermédiaires (AI), les entreprises d'insertion (EI) et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI). Dans le Grand Est, 411 structures sont dédiées à l'IAE. Les structures d'ACI sont essentiellement associatives alors que les AI le sont exclusivement. Toutes deux relèvent principalement du secteur non marchand. Les EI et les ETTI sont quant à elles des associations ou des sociétés qui relèvent du secteur marchand.

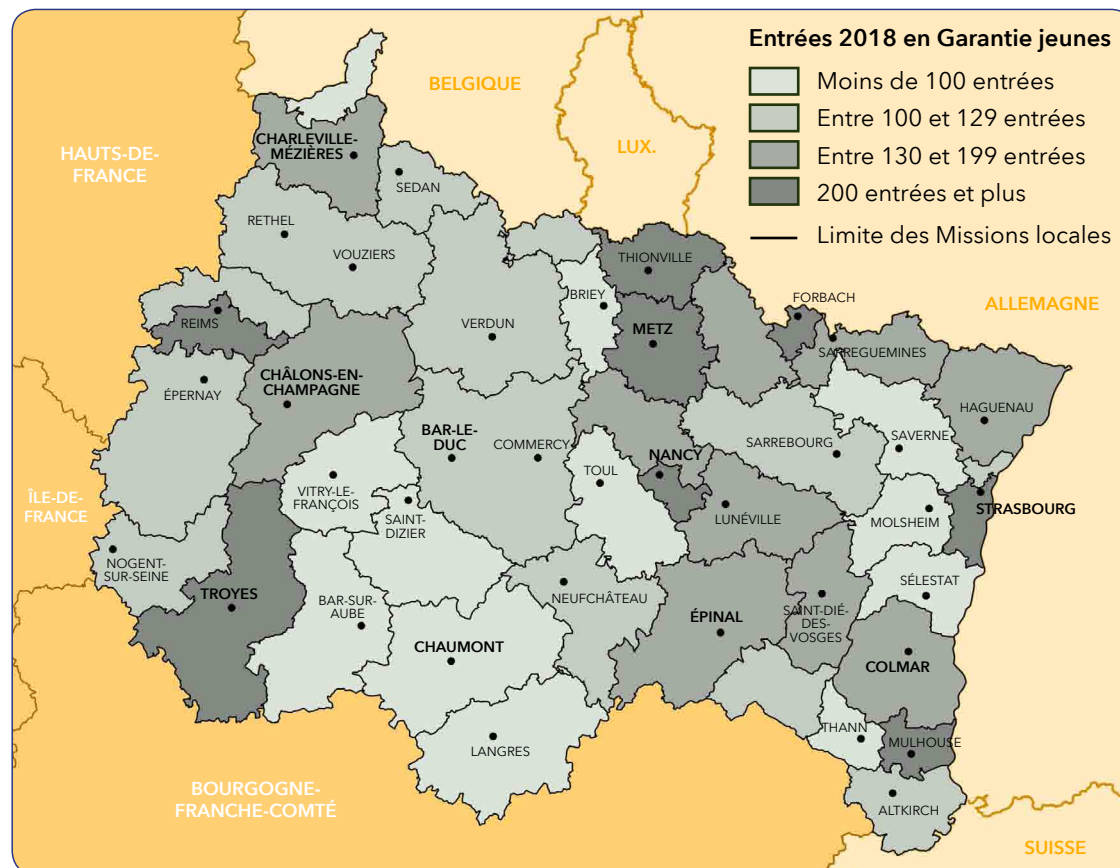
Au niveau des embauches réalisées sur l'année 2018, les ACI comptabilisent un peu plus de 17 000 entrées, en grande partie en Moselle et Meurthe-et-Moselle tandis que les EI enregistrent 6 100 entrées dont près de la moitié concentrées dans le Bas-Rhin. Toujours sur 2018, les 5 750 mises à disposition en provenance des AI restent l'apanage de la Moselle et du Haut-Rhin. Enfin, les mises à disposition issues des ETTI, structures en nombre plus modestes, comptabilisent près de 1 900 entrées.

Depuis début 2018, les contrats unique d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand sont remplacés par le dispositif des parcours emploi compétences (PEC), davantage recentré sur l'accès à la formation et l'acquisition des compétences. La région Grand Est comptabilise environ 9 200 entrées en PEC durant l'année 2018.

Les prescriptions de contrats unique d'insertion - contrats d'initiative emploi (CUI-CIE) sont pour leur part uniquement autorisées dans les départements d'outre-mer (DOM) ou par les conseils départementaux en lien avec des conventions annuelles d'objectifs et de moyens (CAOM). Ces nouvelles dispositions expliquent ainsi le fort recul sur l'année 2018.

## ENTRÉES EN PACEA ET GARANTIE JEUNES

ANNÉE 2018	PACEA	Garantie jeunes
Ardennes	1 671	480
Aube	1 225	469
Marne	2 457	904
Haute-Marne	509	242
Meurthe-et-Moselle	2 312	1 110
Meuse	371	244
Moselle	2 424	1 251
Bas-Rhin	2 537	814
Haut-Rhin	1 706	613
Vosges	1 558	585
<b>Grand Est</b>	<b>16 770</b>	<b>6 712</b>
<i>Habitant en QPV</i>	<b>16,4 %</b>	<b>20,2 %</b>
France métropolitaine	260 761	91 502
<i>Poids Grand Est / France métropolitaine</i>	6,4	7,3



**PACEA** : le parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) est le nouveau cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales, unique et adaptable aux besoins du jeune.

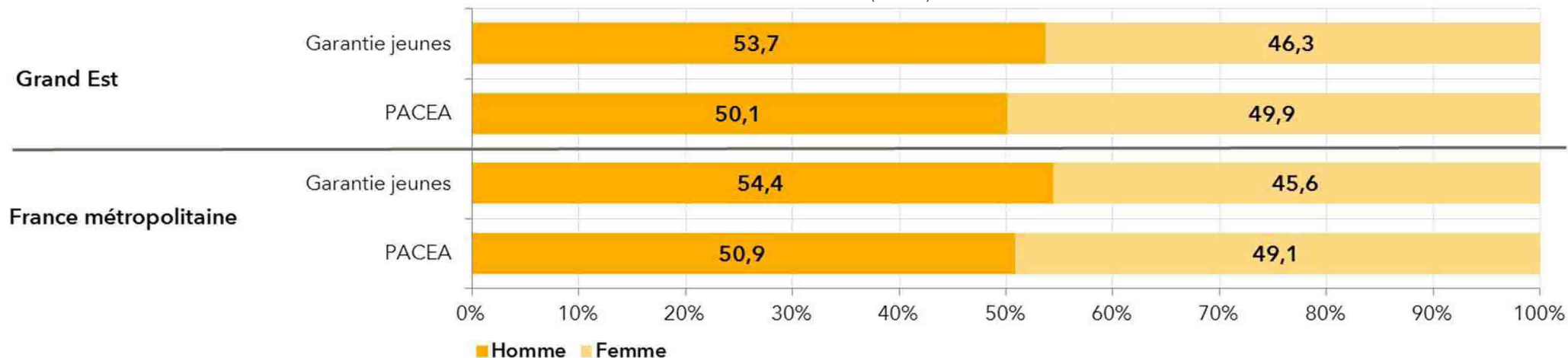
**Garantie jeunes** : c'est un accompagnement intensif et collectif d'une durée de douze mois qui constitue une modalité spécifique du PACEA. Elle s'adresse aux jeunes de 16 à moins de 26 ans en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET). Cet accompagnement est assorti d'une aide financière pour faciliter leurs démarches d'accès à l'emploi.

Source : ARML - Grand Est

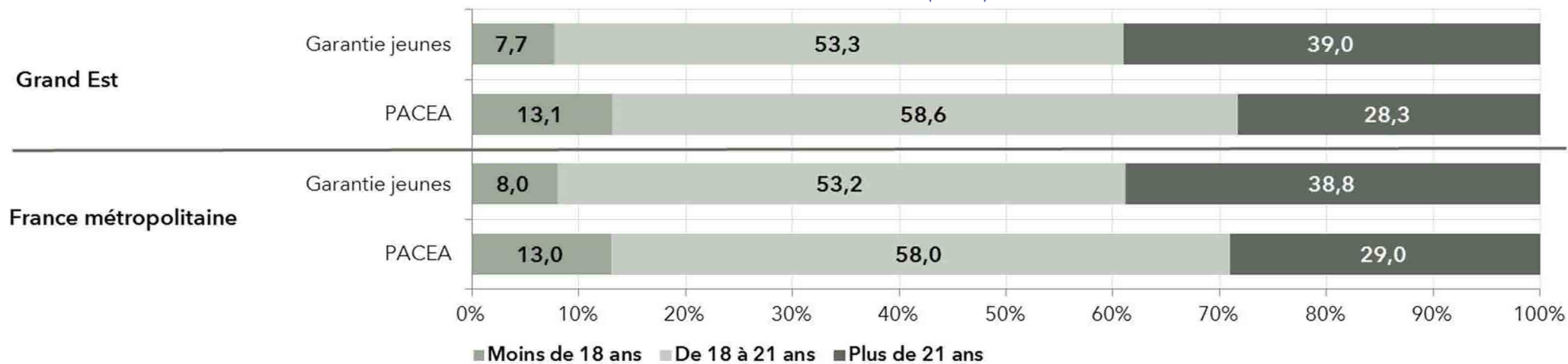
## RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES ENTRÉS EN PACEA ET GARANTIE JEUNE

ANNÉE 2018

RÉPARTITION PAR **SEXE** (EN %)

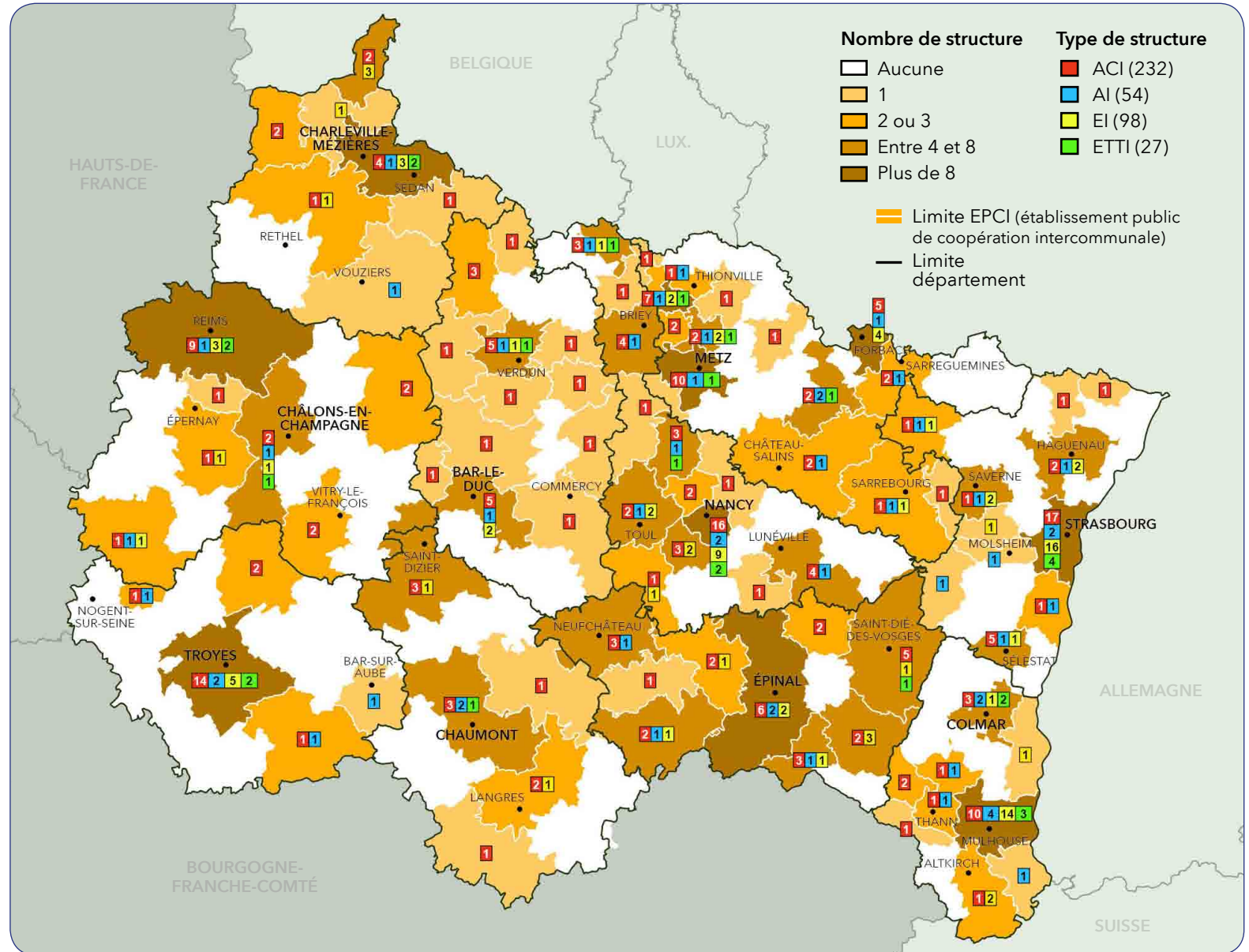


RÉPARTITION PAR **TRANCHE D'ÂGE** (EN %)



Source : Direccte - Pop Champ : Répartition depuis le début des dispositifs

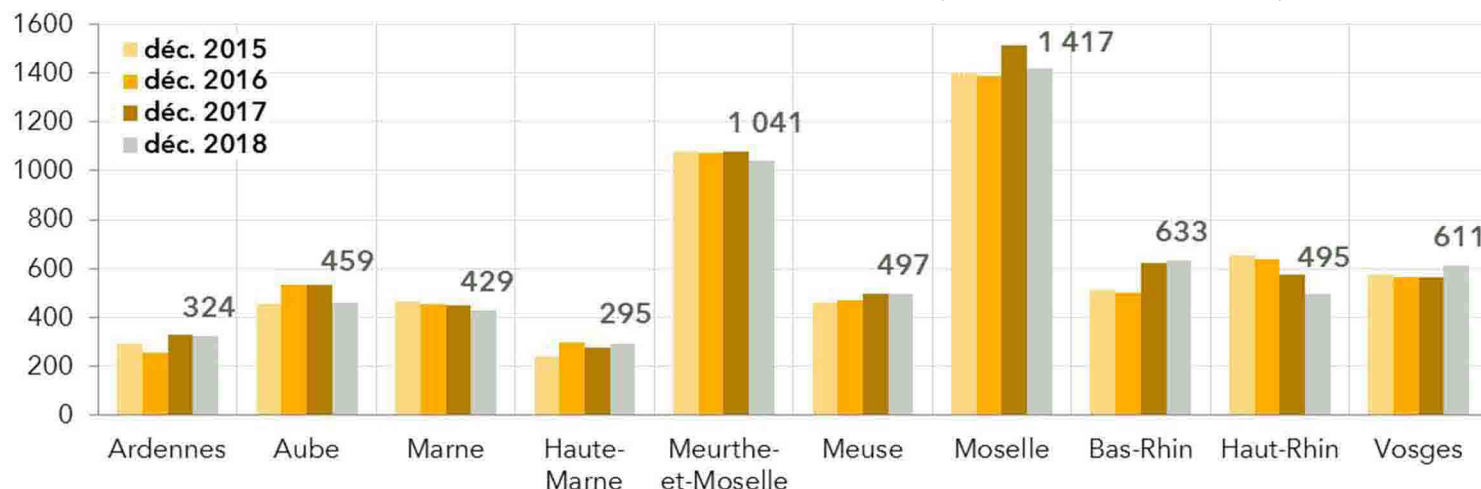
## LOCALISATION DES STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE) DU GRAND EST PAR EPCI



Source : Direccte Grand Est - mars 2019

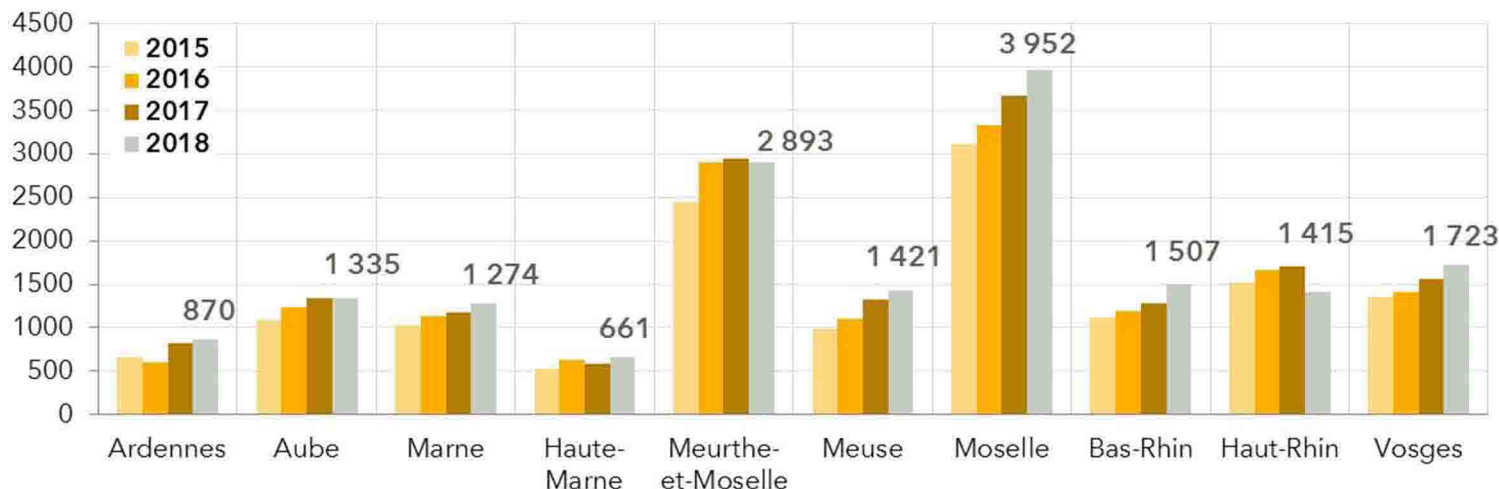
## STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ATELIER OU CHANTIER D'INSERTION (ACI)

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métropolitaine
déc. 2015	6 129	46 778
déc. 2016	6 179	47 350
déc. 2017	6 444	51 188
<b>déc. 2018</b>	<b>6 201</b>	<b>48 568</b>

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

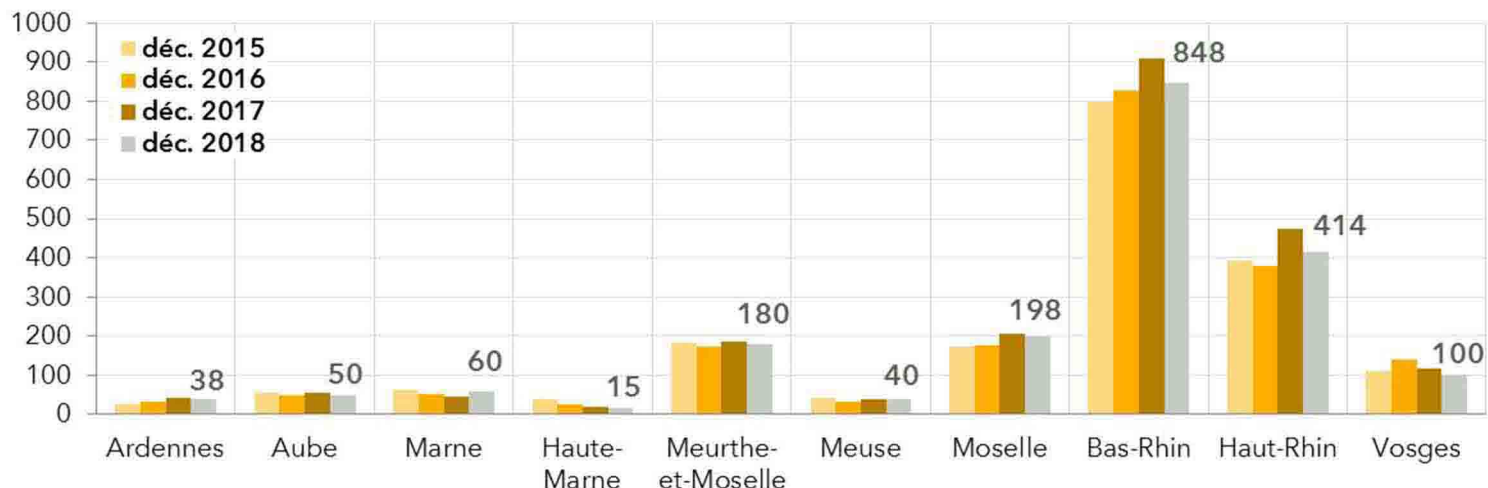


	Grand Est	France métropolitaine
2015	13 831	102 214
2016	15 185	111 366
2017	16 410	119 328
<b>2018</b>	<b>17 051</b>	<b>125 624</b>

Source : Dares - Politique de l'emploi

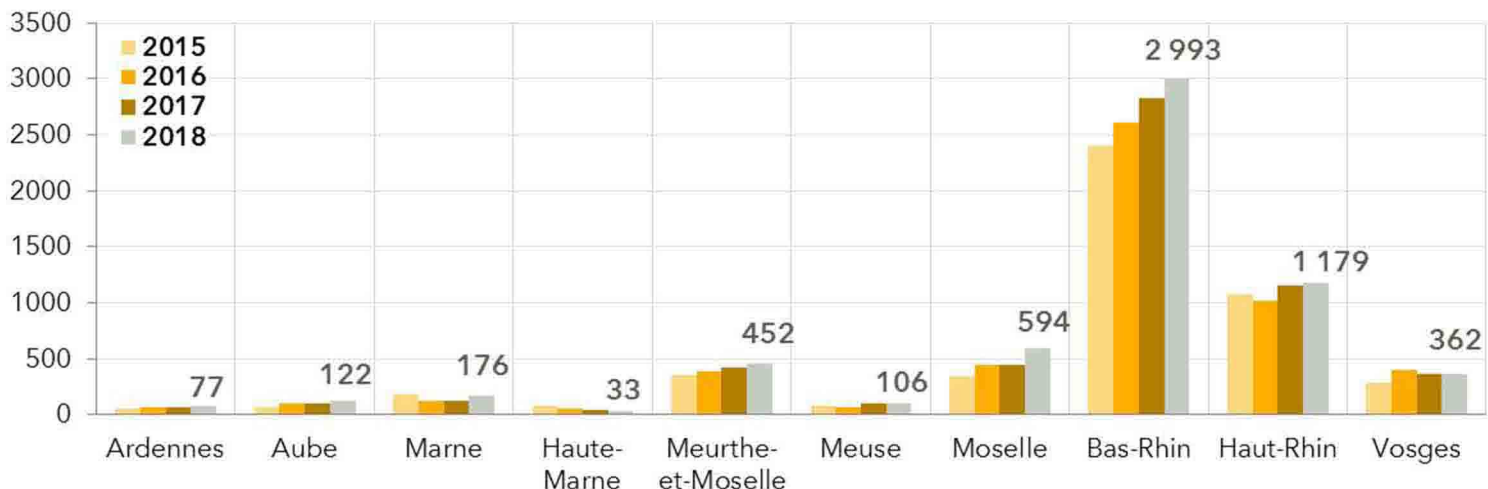
## STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ENTREPRISE D'INSERTION (EI)

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métropolitaine
déc. 2015	1 883	12 510
déc. 2016	1 891	12 991
déc. 2017	2 096	14 503
<b>déc. 2018</b>	<b>1 943</b>	<b>14 378</b>

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



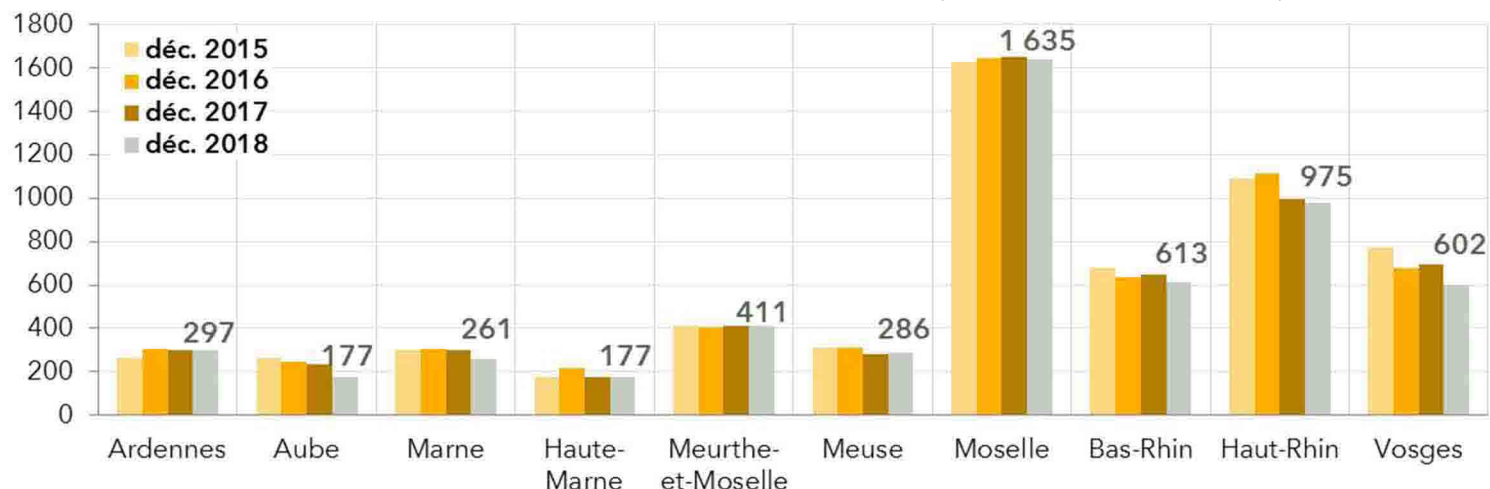
	Grand Est	France métropolitaine
2015	4 932	29 726
2016	5 289	32 091
2017	5 648	34 426
<b>2018</b>	<b>6 094</b>	<b>36 863</b>

Source : Dares - Politique de l'emploi



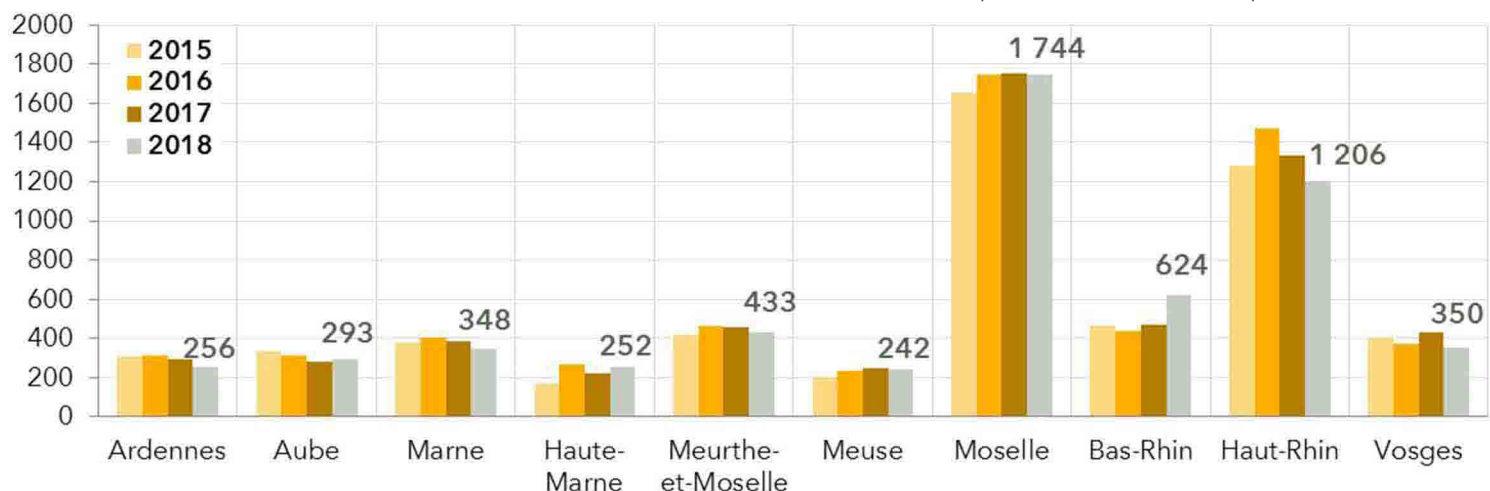
## STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE (AI)

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métropolitaine
déc. 2015	5 891	57 334
déc. 2016	5 863	54 839
déc. 2017	5 697	54 319
<b>déc. 2018</b>	<b>5 434</b>	<b>53 555</b>

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

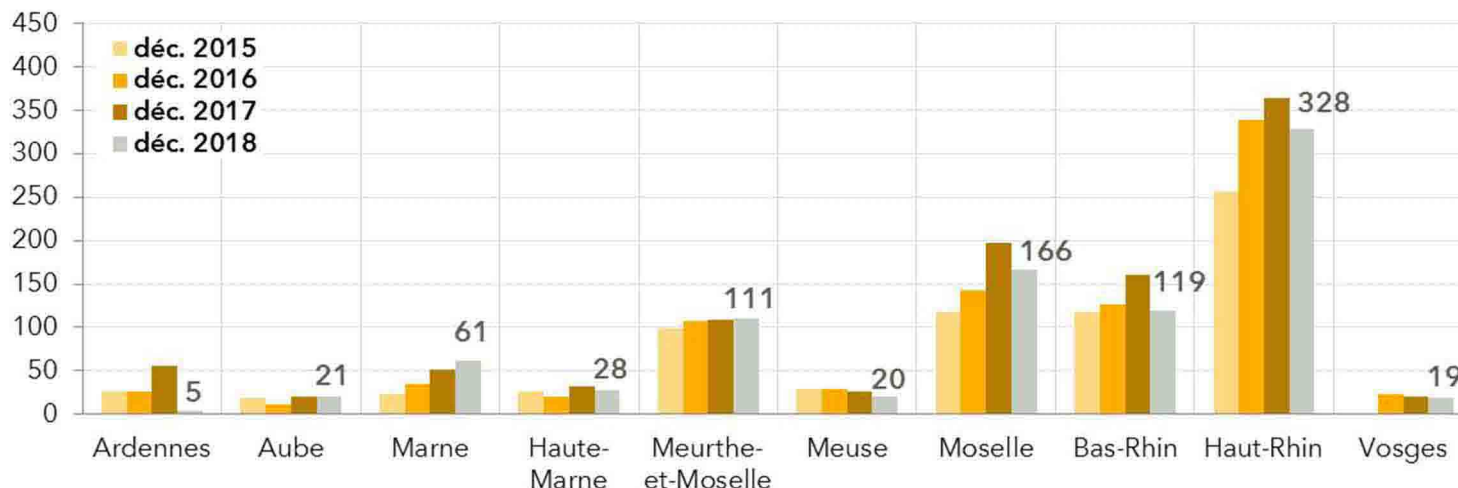


	Grand Est	France métropolitaine
2015	5 613	66 364
2016	6 028	65 029
2017	5 880	69 605
<b>2018</b>	<b>5 748</b>	<b>67 993</b>

Source : Dares - Politique de l'emploi

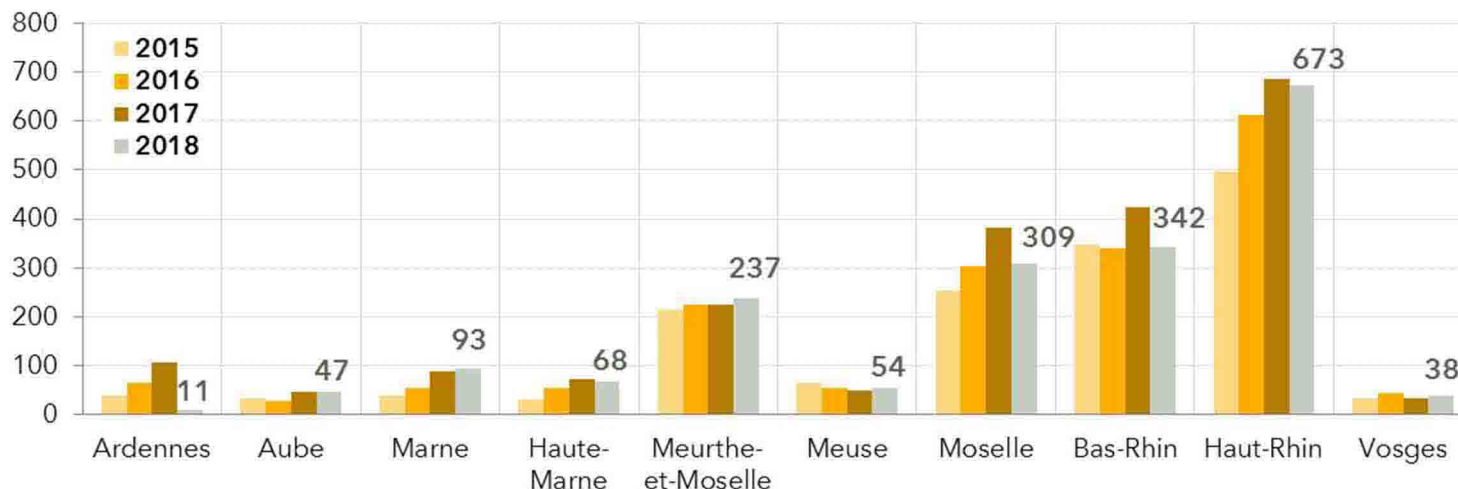
## STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI)

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métropolitaine
déc. 2015	718	11 322
déc. 2016	862	12 256
déc. 2017	1 036	12 707
<b>déc. 2018</b>	<b>878</b>	<b>12 622</b>

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



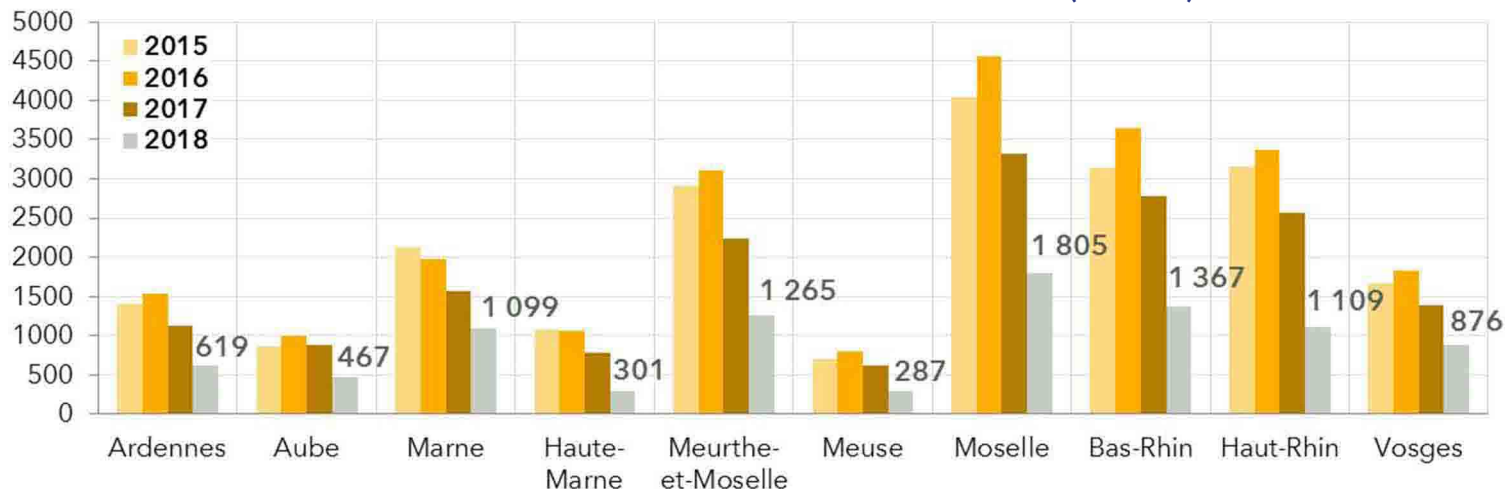
	Grand Est	France métropolitaine
2015	1 556	22 202
2016	1 782	23 408
2017	2 114	25 349
<b>2018</b>	<b>1 872</b>	<b>23 823</b>

Source : Dares - Politique de l'emploi

## ENTRÉES DES BÉNÉFICIAIRES EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION (CUI) ET PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC)

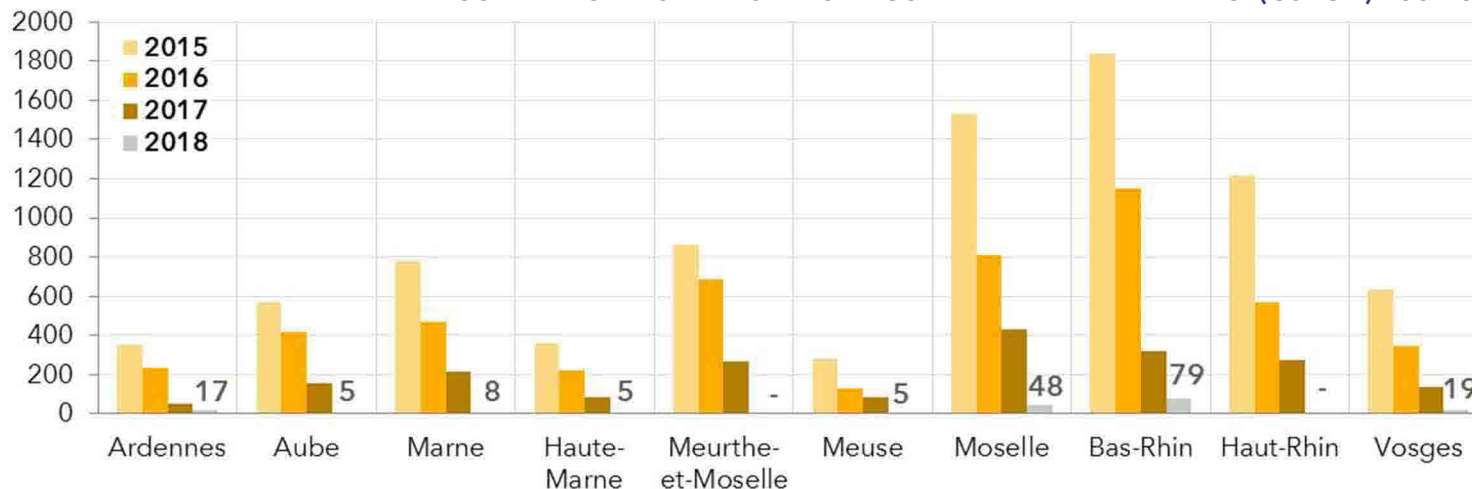
Depuis janvier 2018, les parcours emploi compétences (PEC) remplacent les CUI-CAE. Ces contrats sont recentrés sur l'accès à la formation et à l'acquisition des compétences en parallèle de la mise en situation professionnelle. Le cadre juridique est inchangé (prescription sous la forme d'un CUI-CAE), avec un taux de prise en charge moyen par l'Etat abaissé à 50 %. Seuls les employeurs respectant le triptyque emploi-formation-accompagnement pourront désormais embaucher des publics éloignés de l'emploi en PEC.

### CONTRAT UNIQUE D'INSERTION - CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT À L'EMPLOI (CUI-CAE) ET PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC) - CUMUL SUR L'ANNÉE



	Grand Est	France métropolitaine
déc. 2015	21 102	250 065
déc. 2016	22 900	274 279
déc. 2017	17 292	202 530
déc. 2018	<b>9 195</b>	<b>104 196</b>

### CONTRAT UNIQUE D'INSERTION - CONTRAT INITIATIVE EMPLOI (CUI-CIE) - CUMUL SUR L'ANNÉE



	Grand Est	France métropolitaine
2015	8 422	91 447
2016	5 040	71 797
2017	2 030	24 126
2018	<b>186</b>	<b>1 213</b>

Source : Dares - Politique de l'emploi



# CONDITIONS DE TRAVAIL

Entre 2011 et 2014, le risque d'accident du travail (AT) a diminué. Les salariés du régime général et du régime agricole ont été victimes de près de 50 000 accidents du travail avec arrêt en 2014 contre plus de 57 000 accidents en 2011. Ces évolutions à la baisse des AT, tant en nombre qu'en taux, sont probablement liées à une meilleure prévention des risques. Toutefois, le taux de fréquence est influencé par la conjoncture économique du fait de la réduction des emplois mais aussi des victimes qui hésitent davantage à signaler un accident en période de chômage élevé par crainte de perdre leur emploi [1].

S'agissant des emplois, les ouvriers sont plus exposés au risque d'accident du travail. Ce constat est à mettre en lien avec les secteurs les plus accidentogènes qui sont également les plus masculins comme la construction. En effet, le risque est plus élevé dans la construction, le transport et l'entreposage. À relever aussi : les accidents de travail sont plus fréquents dans les établissements de taille intermédiaire que dans les petits ou même les grands établissements. Pour les TPE, ceci s'explique vraisemblablement par une sous-déclaration des AT liée à l'ignorance des procédures, par peur de perdre son emploi, par pression de l'employeur, ... [2]. En revanche, le faible taux de fréquence dans les grandes entreprises s'explique par une meilleure prévention des risques professionnels.

En termes d'âge, les salariés âgés ont moins d'accidents que les jeunes mais d'une gravité plus grande. Au-delà de possibles différences dans les postes occupés (les seniors prennent en charge des travaux plus risqués par rapport à des jeunes en pleine acquisition de compétence), il est plausible que l'âge réduise les capacités de résistance et de récupération des individus suite à un accident.

[1] « Les accidents du travail entre 2005 et 2010 », Dares Analyses n°010, Dares, février 2014.

[2] Le rapport de la commission d'évaluation sur le coût des accidents du travail, encore appelé rapport Diricq, publié en août 2008, analyse les causes de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Des accidents du travail en baisse depuis 2011

## ÉVOLUTION DU TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT



**Avertissement :** Ces données font référence aux accidents du travail avec arrêt (hors accidents de trajet) et sur le champ des salariés couverts par les régimes général et agricole (hors salariés agricoles d'Alsace-Moselle) et présents dans les DADS-INSEE ; dont la commune de résidence est connue.

Les taux de fréquence d'accidents du travail par secteurs doivent être interprétés avec prudence du fait de possibles sous ou surestimations des effectifs salariés intérimaires. En effet, les DADS ne permettent pas de connaître le SIRET de l'établissement utilisateur des intérimaires. Ces derniers sont reliés au SIRET de l'établissement qui verse une rémunération (l'établissement de travail temporaire) et non l'établissement dans lequel ils travaillent (l'établissement utilisateur). Comme ces informations ne sont pas disponibles, ni dans les données CNAM-TS ni dans celles des DADS, la DARES affecte donc les intérimaires au secteur NAF88 78.20 : Activités des agences de travail temporaire / NAF17 Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien.

Source : Cnam-TS ; Insee, DADS ; MSA

Sont définis comme accidents du travail (AT), les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail. Les résultats publiés ici reposent sur un rapprochement entre les données sur les AT enregistrés par le régime général (Cnam-TS) et agricole (MSA) et les déclarations annuelles de données sociales (DADS) traitées par l'Insee ; le recours à ces trois sources permet à la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) de présenter des indicateurs par catégorie socioprofessionnelle et par secteur d'activité détaillé.

**Le taux de fréquence** au cours d'une année est défini comme le nombre d'AT avec arrêt par million d'heures salariées et ayant occasionné un premier versement d'une prestation au cours de l'année considérée. Il représente le nombre moyen d'AT avec arrêt d'un ensemble de salariés ayant travaillé un million d'heures salariées. Il rapporte le nombre d'AT à une approximation de la durée d'exposition au risque d'AT. Les catégories de salariés pour lesquelles le taux de fréquence est le plus élevé seront ainsi considérées avoir « à durée égale d'exposition », en moyenne plus d'AT que les autres.

NB : Un faible risque d'AT (taux de fréquence) ne signifie pas forcément que l'étendue moyenne des séquelles permanentes des AT par heure de travail (indice de gravité) est faible. En particulier, si chaque AT subit une forte probabilité de se conclure par une IPP, l'indice de gravité peut présenter une valeur élevée.

Un risque d'accident du travail comparable au niveau national mais un taux de fréquence des AT toujours élevé en Meurthe-et-Moselle

## INDICATEURS DE RISQUE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT

ANNÉE 2014	Nombre d'AT	Taux de fréquence	Indice de gravité	Proportion d'AT avec IPP (en %)	Nombre d'AT mortels
Ardennes	2 329	22,7	20,4	6,7	5
Aube	2 657	19,7	13,3	7,4	s
Marne	5 780	20,8	12,9	6,9	6
Haute-Marne	1 728	22,3	16,3	8,0	s
Meurthe-et-Moselle	6 517	23,3	14,0	7,3	s
Meuse	1 351	20,1	13,8	6,5	s
Moselle	8 373	20,7	13,5	7,7	5
Bas-Rhin	11 043	19,4	11,0	5,8	7
Haut-Rhin	6 441	19,1	7,8	3,5	5
Vosges	3 480	22,0	12,8	6,3	s
<b>Grand Est</b>	<b>49 699</b>	<b>20,6</b>	<b>12,4</b>	<b>6,4</b>	<b>41</b>
France métropolitaine	643 397	21,2	13,3	6,2	550

Définition des indicateurs statistiques AT utilisés :

Le taux de fréquence : voir page précédente

**L'indice de gravité** représente le taux moyen d'incapacité partielle permanente (IPP) occasionné par des AT par million d'heures de travail. Les catégories de salariés pour lesquelles cet indice est le plus élevé ont, à durée égale d'exposition, des séquelles permanentes occasionnées par des AT d'ampleur en moyenne plus importante que les autres. Cela peut résulter du fait qu'elles subissent plus souvent des AT avec IPP et/ou que ces AT avec IPP se traduisent en moyenne par un taux d'IPP plus élevé.

**La proportion d'AT avec IPP** parmi les AT estime le risque qu'un AT débouche sur une séquelle physique permanente. Les accidents ayant occasionné des séquelles permanentes donnent lieu à l'attribution, par un médecin de la Cnam-TS et MSA, d'un taux d'incapacité partielle permanente (IPP). Elle ne mesure donc pas le risque de subir un AT grave mais permet de repérer les populations pour lesquelles un AT a une probabilité plus grande de se conclure par des séquelles permanentes.

**Avertissement** : la Moselle, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin ne comptabilisent pas les données AT agricole

s : secret statistique

Source : Cnam-TS ; Insee, DADS ; MSA

Un taux de fréquence des AT plus important chez les hommes et les jeunes mais une sévérité qui augmente avec l'âge  
Un taux de fréquence d'AT moins élevé pour les salariés des TPE et des grands établissements de 200 salariés ou plus

## CARACTÉRISATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT

### RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

ANNÉE 2014	Nombre d'AT	Taux de fréquence	Indice de gravité	Proportion d'AT avec IPP (en %)
Hommes	32 882	23,0	15,7	6,8
Femmes	16 817	17,1	7,6	5,7
De 15 à 19 ans	1 742	36,8	4,3	1,9
De 20 à 29 ans	13 341	26,9	6,4	2,6
De 30 à 39 ans	11 854	21,0	9,6	5,3
De 40 à 49 ans	12 224	19,3	14,6	8,0
De 50 à 59 ans	9 549	17,3	18,9	10,8
60 ans et plus	989	8,3	12,7	15,9
<b>Ensemble</b>	<b>49 699</b>	<b>20,6</b>	<b>12,4</b>	<b>6,4</b>

IPP : incapacité partielle permanente

Différence ≤ 3 points par rapport à la France métropolitaine

Source : Cnam-TS ; Insee, DADS ; MSA

### RÉPARTITION PAR SECTEUR ET TAILLE DE L'ENTREPRISE

ANNÉE 2014	Nombre d'AT	Taux de fréquence	Indice de gravité	Proportion d'AT avec IPP (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche *	1 052	18,6	16,1	8,6
Industrie	9 756	17,0	12,9	8,0
Construction	7 449	39,0	30,3	7,2
Commerce	7 455	18,3	8,9	5,4
Services	23 986	20,3	10,3	5,7
Moins de 10 salariés	8 909	14,2	11,1	7,2
De 10 à 19 salariés	16 970	58,5	31,2	6,0
De 20 à 49 salariés	14 784	35,6	18,7	5,9
De 50 à 199 salariés	6 304	10,7	6,2	6,3
De 200 à 499 salariés	2 590	9,4	5,1	6,6
500 salariés et plus	87	0,4	-	1,1
<b>Ensemble</b>	<b>49 699</b>	<b>20,6</b>	<b>12,4</b>	<b>6,4</b>

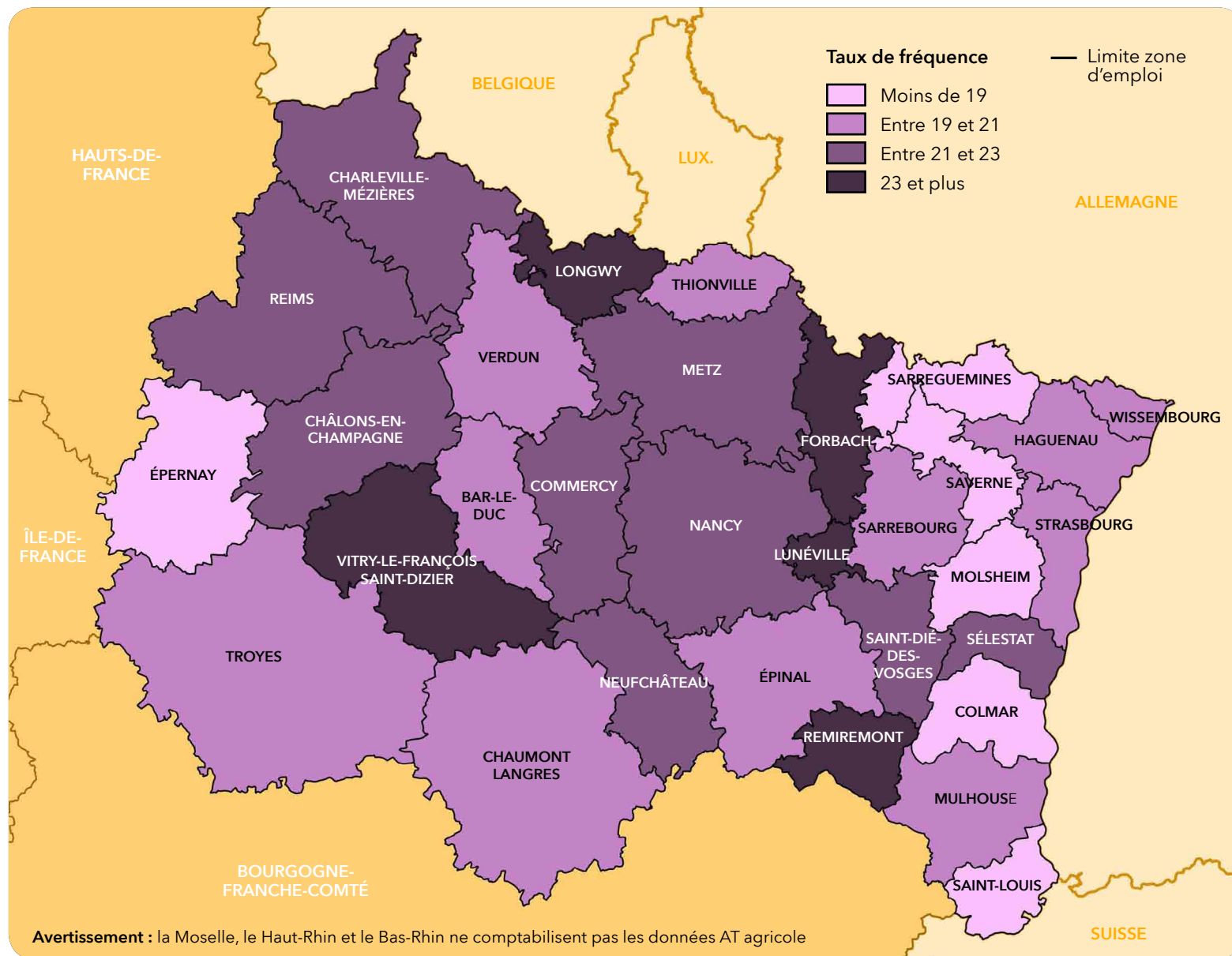
IPP : incapacité partielle permanente

\* Le secteur « Agriculture, sylviculture et pêche » ne comptabilise pas les données AT agricole de l'Alsace-Moselle

Un fort risque d'AT dans la ZE Longwy et moindre dans la ZE de Saint-Louis

## TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT SELON LES ZONES D'EMPLOI

ANNÉE 2014



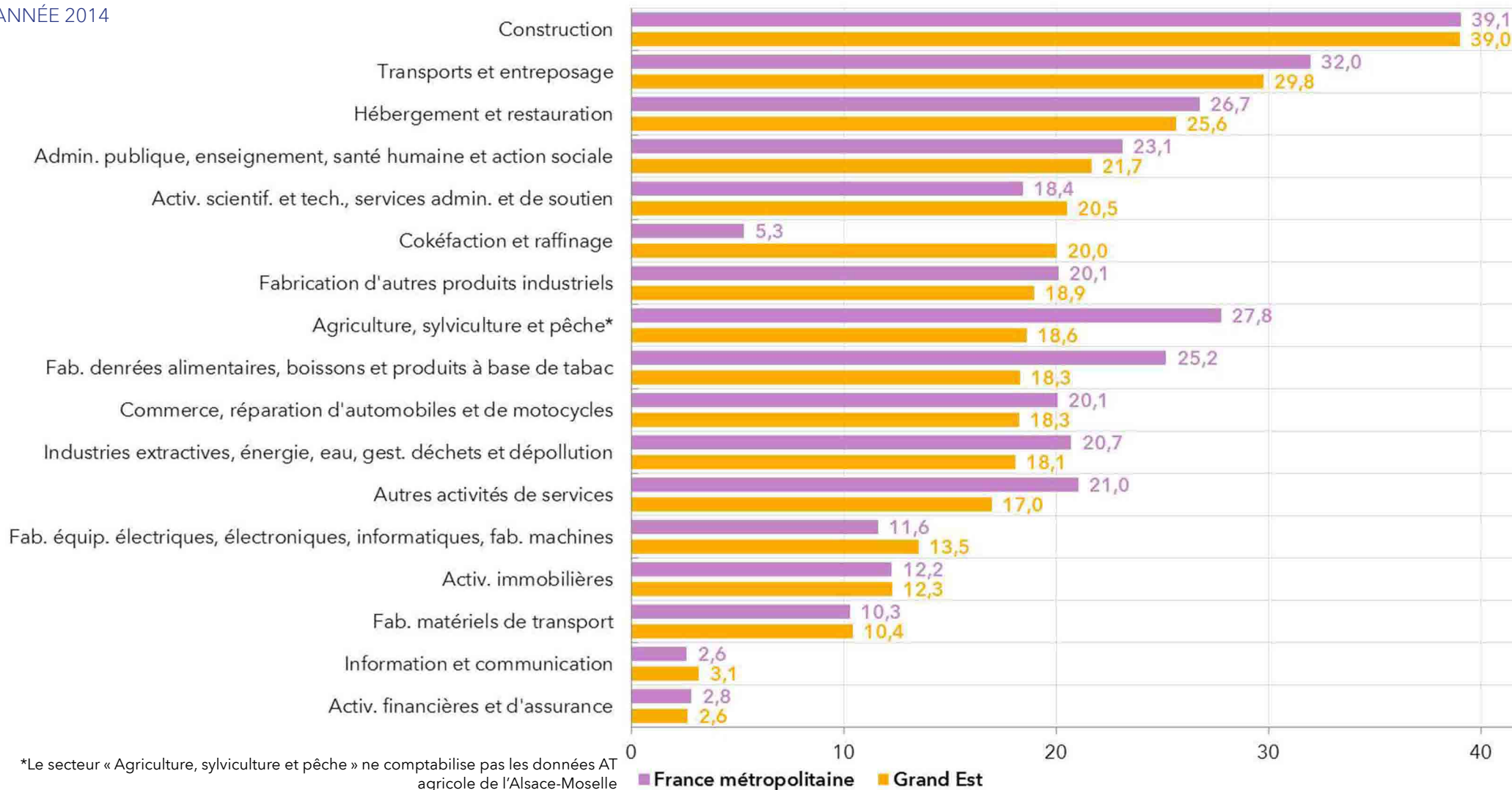
Source : Cnam-TS ; Insee, DADS ; MSA



*Un risque d'accident du travail toujours élevé dans le secteur de la construction*

## TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ (NAF17)

ANNÉE 2014



Source : Cnam-TS ; Insee, DADS ; MSA



# COMMERCE EXTÉRIEUR

Avec un niveau d'exportation valorisé à 64,7 milliards d'euros et des importations d'un montant de 58,3 milliards d'euros pour l'année 2018, le Grand Est reste la 2<sup>ème</sup> région de France au niveau du montant des échanges de produits et marchandises à l'international. Contrairement à l'Île-de-France et à la région Auvergne-Rhône-Alpes, le Grand Est fait notamment état d'une balance commerciale excédentaire de 6,4 milliards d'euros.

Au niveau départemental, ce sont principalement la Marne et le Bas-Rhin qui avec l'exportation de champagne et de produits pharmaceutiques contribuent le plus à la constitution de ce solde commercial positif. Les échanges sont plus équilibrés dans le Haut-Rhin et sont déficitaires en Meurthe-et-Moselle.

Entre 2013 et 2018, les exportations ont régulièrement progressé tandis que les importations ont connu une stagnation toute récente depuis 2017.

L'Allemagne reste notre principal partenaire commercial avec des niveaux d'exportation et d'importation proches des 16 milliards d'euros. Pour autant, la région tire davantage bénéfice des échanges avec l'Italie en forte progression, la Belgique ou l'Espagne mais surtout avec le Royaume-Uni où la balance commerciale s'établit à 3,7 milliards d'euros en 2018. En dehors de l'Europe, les échanges avec les États-Unis sont devenus avantageux tandis que les importations en provenance de Chine restent stables, évaluées à un peu plus de 3 milliards d'euros.

Par rapport à l'ensemble de la France, les exportations de la région se dirigent préférentiellement vers notre pays voisin, l'Allemagne mais aussi vers d'autres pays européens comme les Pays-Bas, la Suisse ou le Royaume-Uni. Au niveau des importations, le commerce extérieur s'effectue davantage avec l'Autriche ou la République Tchèque. Bien que limitrophe au Grand Est, les échanges avec la Belgique sont moins prégnants qu'avec le reste du territoire national.

Au niveau des produits, les pièces de l'industrie automobile sont principalement échangées et permettent de constituer un solde commercial positif de près de 2 milliards d'euros. Avec le champagne, l'exportation de boissons dégage également un solde excédentaire important de 3,6 milliards d'euros en 2018. C'est d'ailleurs ce dernier produit qui caractérise le plus nos exportations par rapport à l'ensemble de la France.

Les produits pharmaceutiques apparaissent très spécifiques aux exportations bas-rhinoises mais aussi aux importations marnaises. De façon équivalente, les machines agricoles et forestières restent particulièrement présentes au niveau des exportations bas-rhinoises d'une part et des importations haut-marnaises d'autre part.

Un excédent de plus de 6 Mds d'euros, 2<sup>ème</sup> région exportatrice après l'Île-de-France

## POSITIONNEMENT DU GRAND EST PARMIS LES RÉGIONS FRANÇAISES

ANNÉE 2018	Exportations		Importations		Solde
	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	
Occitanie	50 840	10,6	40 471	7,3	10 369
<b>Grand Est</b>	<b>64 700</b>	<b>13,4</b>	<b>58 295</b>	<b>10,4</b>	<b>6 405</b>
Bourgogne-Franche-Comté	21 512	4,5	18 395	3,3	3 117
Centre-Val de Loire	19 784	4,1	18 903	3,4	881
Nouvelle-Aquitaine	23 428	4,9	22 831	4,1	597
Corse	77	0,0	455	0,1	-378
Bretagne	11 443	2,4	12 277	2,2	-833
Auvergne-Rhône-Alpes	60 384	12,5	62 594	11,2	-2 210
DOM	797	0,2	4 916	0,9	-4 119
Pays de la Loire	22 015	4,6	26 964	4,8	-4 949
Normandie	34 727	7,2	44 087	7,9	-9 360
Hauts-de-France	50 948	10,6	63 537	11,4	-12 589
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23 391	4,9	36 017	6,5	-12 626
Île-de-France	97 334	20,2	148 357	26,6	-51 023
France entière	481 381	100,0	558 101	100,0	-76 719

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur

### La nature des opérations comptabilisées :

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale.

Les importations comptabilisent :

- les marchandises entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinées à la consommation intérieure directe ou pour ouvrison) ;
- les marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être mises à la consommation ;
- les marchandises originaires d'un pays hors Union européenne mises en libre pratique (acquiescement des droits de douane et respect des normes) sur le territoire national.

Les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire de marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvrison en France ou après mise en libre pratique.

### Les opérations exclues :

Sont exclus des statistiques notamment :

- les réparations, l'admission temporaire, l'avitaillement, le placement en entrepôt sous douane de marchandises autres que le pétrole, le transit ... ;
- les flux relatifs à certaines marchandises telles que le matériel militaire, l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal, les véhicules lanceurs de véhicules spatiaux ;
- les exportations (resp. importations) intracommunautaires d'opérateurs non soumis à l'obligation déclarative statistique pour ces échanges (opérateurs dont le cumul annuel des expéditions-ventes (resp. acquisitions-achats) aux partenaires de l'UE - est inférieur au seuil de 460 000 euros).

### Valeur :

Pour la détermination de la valeur statistique de chaque marchandise, la notion retenue est celle de valeur marchande du bien plutôt que la valeur transactionnelle (le prix effectivement payé ou à payer). Cette valeur n'intègre pas le montant des impositions éventuelles liées aux échanges extérieurs (droits de douanes, TVA, restitutions, taxes à l'exportation, accises, ...).

Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à notre frontière. La valeur des échanges est exprimée en euros.

*Le Bas-Rhin et la Marne, principaux acteurs du bilan sur le commerce extérieur régional*

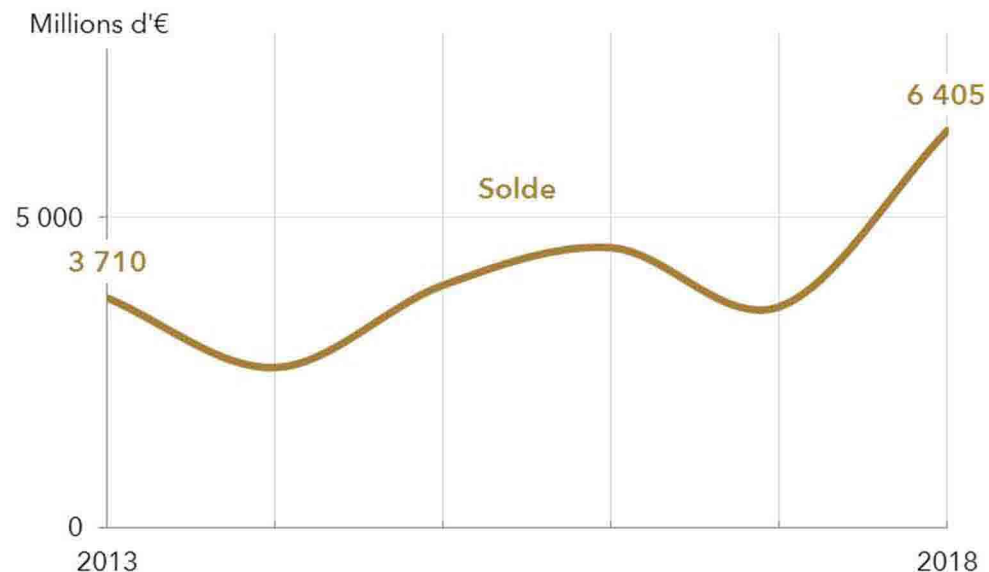
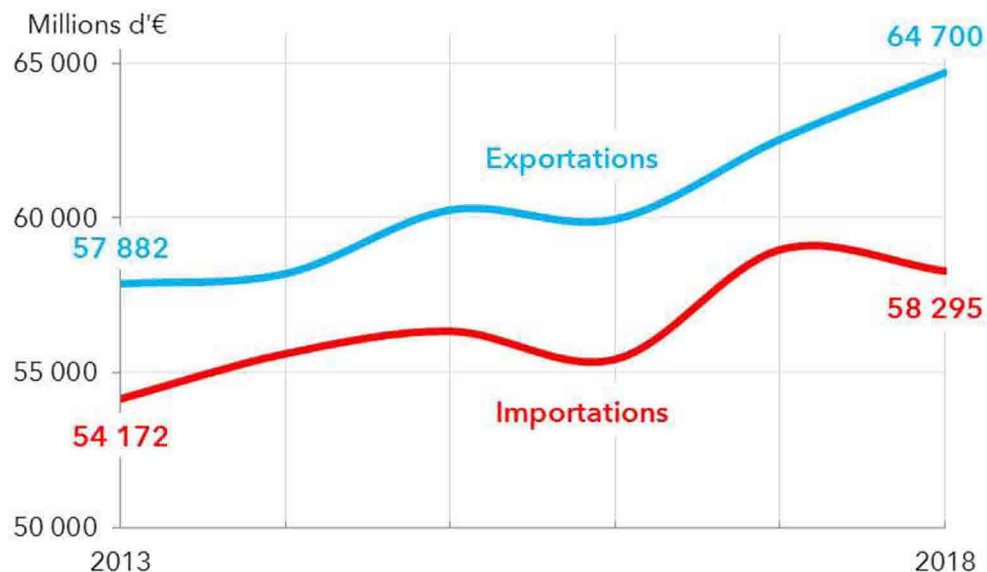
## LE COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES DÉPARTEMENTS

ANNÉE 2018	Exportations		Importations		Solde
	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	
Bas-Rhin	20 633	31,9	17 956	30,8	2 677
Marne	6 485	10,0	4 495	7,7	1 990
Moselle	11 737	18,1	10 939	18,8	798
Ardennes	2 220	3,4	1 478	2,5	741
Vosges	2 467	3,8	2 162	3,7	305
Meuse	1 162	1,8	1 014	1,7	148
Aube	1 735	2,7	1 618	2,8	117
Haute-Marne	1 062	1,6	1 005	1,7	57
Haut-Rhin	14 683	22,7	14 668	25,2	15
Meurthe-et-Moselle	2 517	3,9	2 958	5,1	-442
<b>Grand Est</b>	<b>64 700</b>	<b>100,0</b>	<b>58 295</b>	<b>100,0</b>	<b>6 405</b>

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur

Entre 2017 et 2018, des exportations en hausse et des importations en baisse

## ÉVOLUTION DES CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR



EN MILLIONS D'€		2013	2017	2018	Évolution en moyenne annuelle période 2013-2017 (en %)	Évolution 2017-2018 (en %)
Grand Est	Exportations	57 882	62 551	64 700	2,0	3,4
	Importations	54 172	58 986	58 295	2,2	-1,2
	Solde	3 710	3 565	6 405		
France entière	Exportations	428 335	463 735	481 381	2,0	3,8
	Importations	507 578	538 604	558 099	1,5	3,6
	Solde	-79 243	-74 869	-76 718		

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

L'Allemagne, 1<sup>er</sup> pays partenaire du Grand Est

## LES 15 PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES

(SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU VOLUME DES ÉCHANGES EXPORTATIONS + IMPORTATIONS)		2017			2018			Rang 2018 du pays sur l'ensemble de la France
		Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
EN MILLIONS D'€								
1	Allemagne	16 111	16 431	-320	16 243	16 568	-325	1
2	Italie	5 469	4 953	516	5 437	3 849	1 588	2
3	Belgique	3 999	3 202	796	4 236	3 189	1 047	5
4	Espagne	4 400	2 532	1 867	4 271	2 937	1 333	3
5	Royaume-Uni	4 951	1 531	3 420	5 337	1 593	3 743	7
6	Suisse	2 828	3 341	-513	3 028	3 138	-110	9
7	Etats-Unis	2 865	3 286	-421	3 344	2 767	578	4
8	Pays-Bas	3 214	2 728	486	3 421	2 403	1 018	8
9	Chine	1 144	3 088	-1 944	1 190	3 018	-1 828	6
10	Autriche	996	2 629	-1 633	1 243	1 580	-337	22
11	Pologne	1 229	1 500	-272	1 347	1 400	-53	10
12	République Tchèque	660	1 488	-828	680	1 641	-961	14
13	Japon	940	792	148	822	914	-92	11
14	Suède	807	875	-68	768	802	-33	16
15	Slovaquie	771	568	203	721	658	63	30
	Ensemble des 15 premiers pays	50 384	48 944	1 437	52 088	46 457	5 631	
	Autres pays	12 167	10 042	2 128	12 612	11 838	774	
	<b>Ensemble</b>	<b>62 551</b>	<b>58 986</b>	<b>3 565</b>	<b>64 700</b>	<b>58 295</b>	<b>6 405</b>	

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur

Des échanges principalement issus de l'industrie automobile

## LES 20 PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS

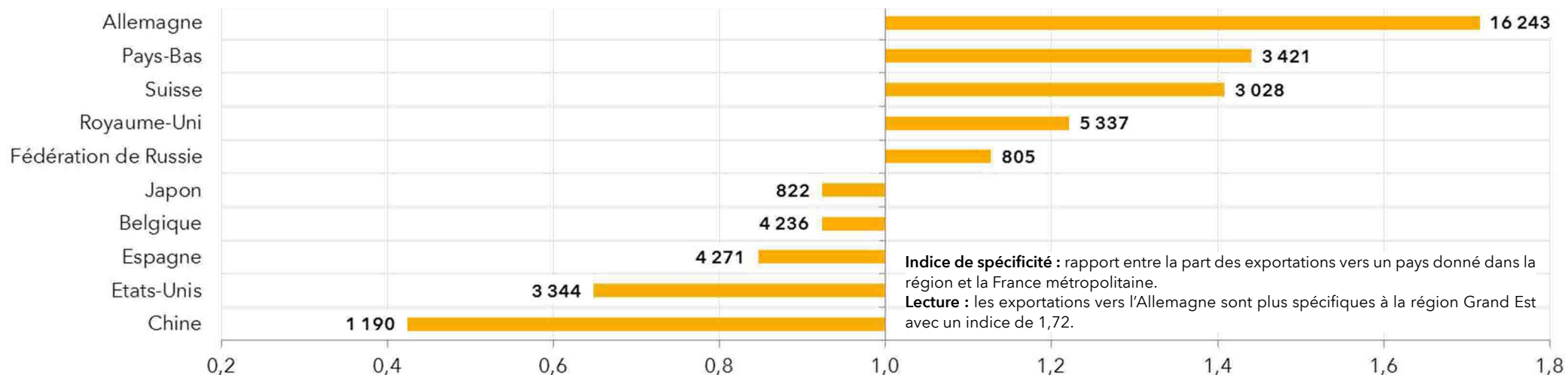
(SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU VOLUME DES ÉCHANGES EXPORTATIONS + IMPORTATIONS)		2017			2018			Rang 2018 du produit sur l'ensemble de la France
		Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
EN MILLIONS D'€								
1	Produits de la construction automobile	6 094	4 686	1 407	7 496	5 575	1 921	2
2	Machines et équipements d'usage général	5 027	5 166	-139	5 216	5 241	-26	3
3	Produits pharmaceutiques	4 856	5 412	-556	4 977	4 041	936	4
4	Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique	3 665	4 106	-441	3 419	4 112	-693	5
5	Équipements pour automobiles	3 728	2 748	980	3 666	3 224	442	9
6	Matériel électrique	2 605	3 000	-395	2 748	2 927	-179	6
7	Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier	2 634	2 494	140	2 677	2 627	50	12
8	Boissons	3 963	429	3 534	4 086	477	3 608	18
9	Cuir, bagages et chaussures	1 313	2 189	-875	1 621	2 135	-514	14
10	Produits chimiques divers	2 273	1 638	634	1 916	1 568	348	11
11	Appareils de mesure, d'essai et de navigation ; articles d'horlogerie	1 993	1 516	477	1 859	1 511	348	20
12	Métaux non ferreux	1 725	1 597	128	1 737	1 564	173	19
13	Articles d'habillement	1 220	1 834	-614	1 373	1 890	-516	10
14	Machines diverses d'usage spécifique	1 703	1 351	351	1 805	1 434	371	23
15	Produits en plastique	1 488	1 610	-121	1 494	1 641	-146	15
16	Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux	1 122	1 731	-610	1 178	1 795	-617	17
17	Instruments à usage médical, optique et dentaire	1 278	1 328	-50	1 253	1 290	-37	25
18	Pâte à papier, papier et carton	1 041	932	109	1 131	1 003	128	32
19	Produits alimentaires divers	1 086	934	151	974	875	99	21
20	Produits de la culture et de l'élevage	1 289	512	777	1 397	399	998	13
	Ensemble des 20 premiers produits	50 103	45 213	4 887	52 023	45 329	6 694	
	Autres produits	12 448	13 773	-1 322	12 677	12 966	-289	
	<b>Ensemble</b>	<b>62 551</b>	<b>58 986</b>	<b>3 565</b>	<b>64 700</b>	<b>58 295</b>	<b>6 405</b>	

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur

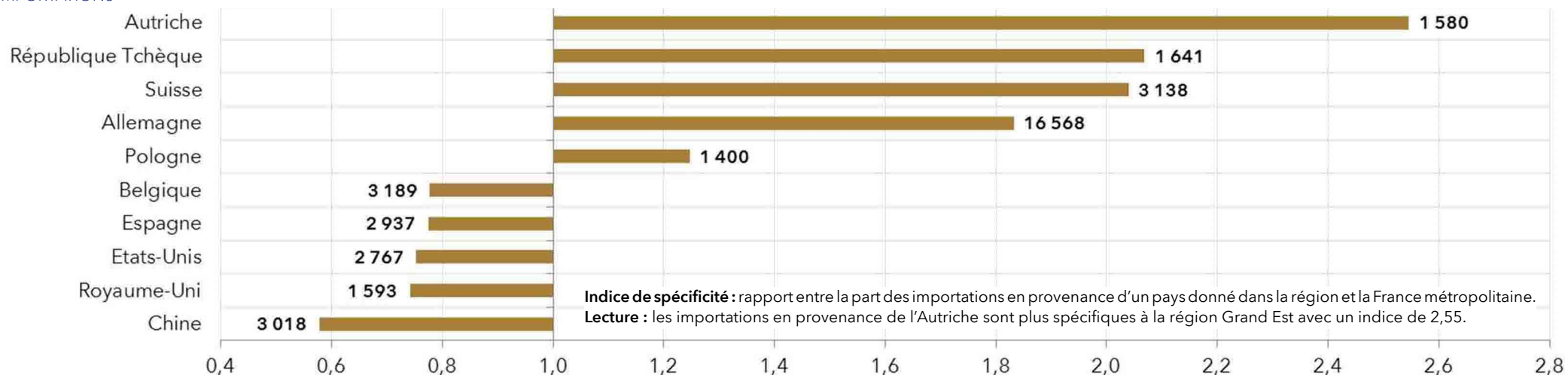
Par rapport à la France, davantage d'exportations dirigées vers l'Allemagne et d'importations en provenance de l'Autriche

## SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PAYS

### EXPORTATIONS



### IMPORTATIONS



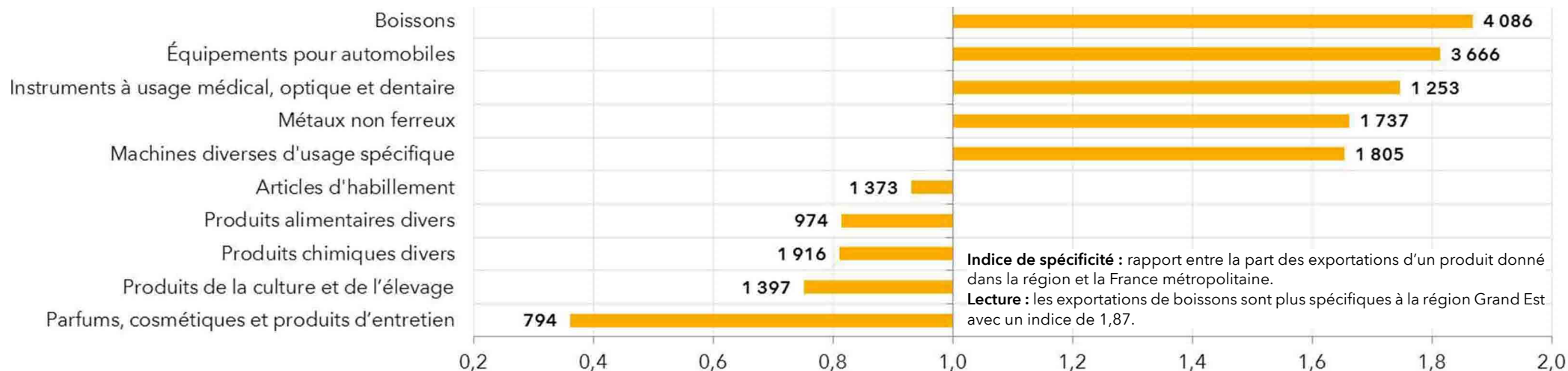
Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2018 **Champ** : Pays ayant une représentation minimale des exportations / importations de 1 % pour le Grand Est



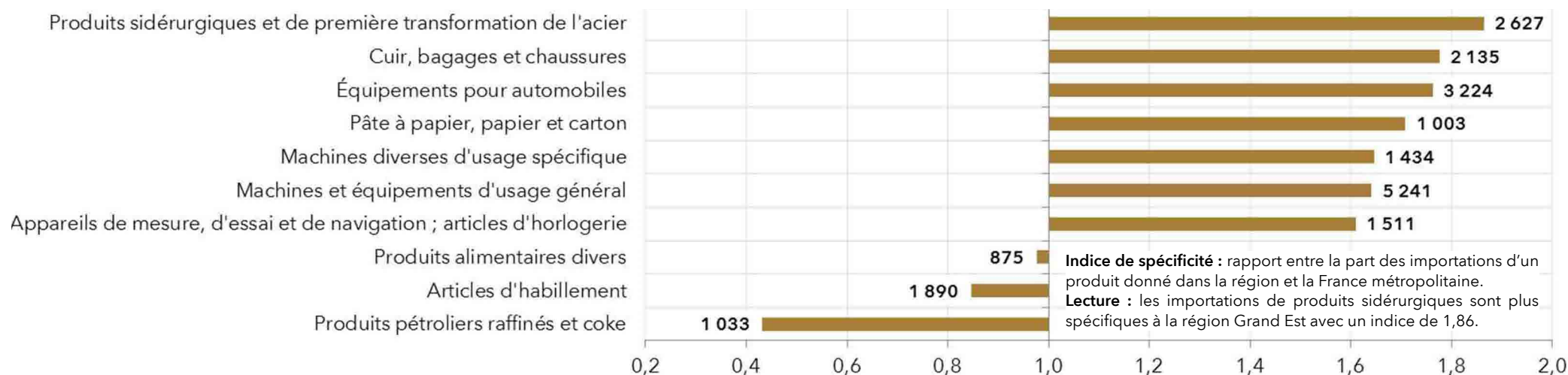
Par rapport à la France, les exportations de boissons en première ligne et les matières premières de l'industrie automobile davantage importées

## SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PRODUITS

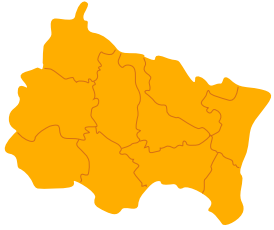
### EXPORTATIONS



### IMPORTATIONS



Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2018 **Champ :** Produits ayant une représentation minimale des exportations / importations de 1 % pour le Grand Est



2019

# PORTRAIT DE TERRITOIRES

Directrice de la publication : Isabelle NOTTER

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est

6 rue Hirn - 67 000 STRASBOURG

Service études statistiques et évaluation - Indicateurs septembre 2019 - ISSN 2556-6199

Réalisation Directe Grand Est